

**SERVICE
DE L'ÉVALUATION
DES PROGRAMMES**

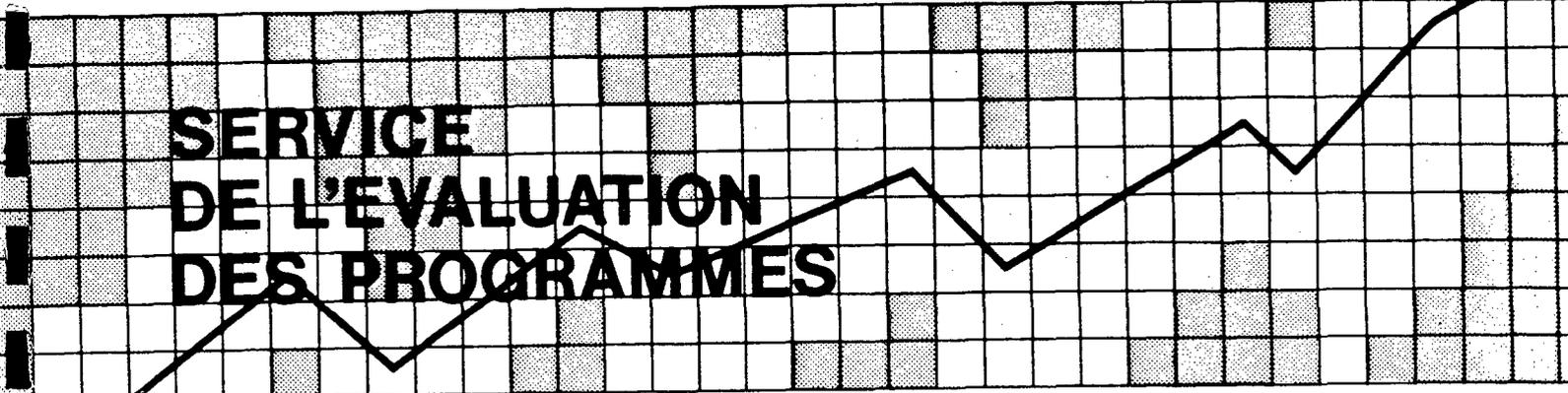
**Plan ministériel
d'évaluation de programme
1989 - 1990**

CANQ
TR
BSM
102
1989-90



Gouvernement du Québec
**Ministère
des Transports**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
CENTRE DE DOCUMENTATION
700, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE EST,
22^e ÉTAGE
QUÉBEC (QUÉBEC) - CANADA
G1R 5H1



**SERVICE
DE L'ÉVALUATION
DES PROGRAMMES**

**Plan ministériel
d'évaluation de programme
1989 - 1990**

*Gen
CANQ
TR
BSM
102
1989-90*



Gouvernement du Québec
**Ministère
des Transports**

FEVRIER 1989.

PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION DE PROGRAMME 1989-90

INTRODUCTION	1
CONSTAT GÉNÉRAL SUR LA DÉMARCHE D'ÉVALUATION	3
1- SOMMAIRE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN 1989-90	
1.1 PRÉSENTATION DES PROJETS D'ÉVALUATION	6
1.2 ANALYSE	11
2- ANALYSE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN 1989-90 PAR DIRECTION GÉNÉRALE	
2.1 DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES ...	14
2.2 DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE	19
2.3 DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS	25
2.4 DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION FINANCIÈRE ..	30
2.5 DIRECTIONS DU BUREAU DU SOUS-MINISTRE	34
2.6 SERVICE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES	37
3- BILAN D'ENSEMBLE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN 1988-89	41
4- BILAN DES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN 1988-89 PAR DIRECTION GÉNÉRALE	
4.1 DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES ...	48
4.2 DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE	53
4.3 DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS	56
4.4 DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION FINANCIÈRE ..	61
4.5 DIRECTIONS DU BUREAU DU SOUS-MINISTRE	65
4.6 SERVICE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES	67
ANNEXES - FICHES DESCRIPTIVES DES PROJETS DU PLAN MINISTÉRIEL 1989-90	
. PAR DIRECTION GÉNÉRALE	73

INTRODUCTION

La politique ministérielle d'évaluation de programme prévoit la production à chaque année d'un plan ministériel d'évaluation de programme, approuvé par le sous-ministre, et identifiant et intégrant les travaux d'évaluation à entreprendre ou poursuivre au cours de l'année. Ces travaux ont trait, d'une part, à la réalisation d'études d'évaluation par les gestionnaires et par le Service de l'évaluation des programmes et, d'autre part, à la mise en place à moyen terme d'un système d'indicateurs de performance (indicateurs de gestion et indicateurs de programme).

Le présent document constitue le deuxième plan ministériel d'évaluation de programme du Ministère (plan 1989-90). La première partie du document présente l'ensemble des travaux d'évaluation à entreprendre ou poursuivre au cours de l'année et fournit une analyse sommaire sur la portée des principaux objectifs d'évaluation véhiculés par ceux-ci. La deuxième partie analyse plus en détail les projets de chacune des directions et présente sous forme de tableaux synoptiques le programme ou secteur d'activités à évaluer, un aperçu des motifs et objectifs de l'étude et des aspects de l'évaluation qui seront examinés ainsi que les budgets en cause et les échéanciers de réalisation lorsque disponibles.

L'édition de cette année s'enrichit d'une section visant à dégager un premier bilan des activités d'évaluation réalisées au Ministère dans le cadre du premier plan ministériel d'évaluation. La première partie du bilan fait le point sommairement sur la réalisation du plan 1988-89 et présente les principales conclusions et recommandations des projets terminés en date du 31 décembre 1988. La seconde partie du bilan fait état de façon plus détaillée des efforts d'évaluation consacrés par chacune des directions générales à la réalisation de leur plan interne d'évaluation et des résultats obtenus. L'information est reprise sous

forme de tableaux présentant, pour chacun des projets d'étude, les objectifs poursuivis, le statut de l'étude (terminé, en cours, abandonné, en suspens) et l'échéancier de réalisation. Le tout est accompagné d'un bref commentaire.

Enfin, on trouvera en annexe et regroupées par direction générale, les fiches descriptives des projets d'étude soumis au plan 1989-90.

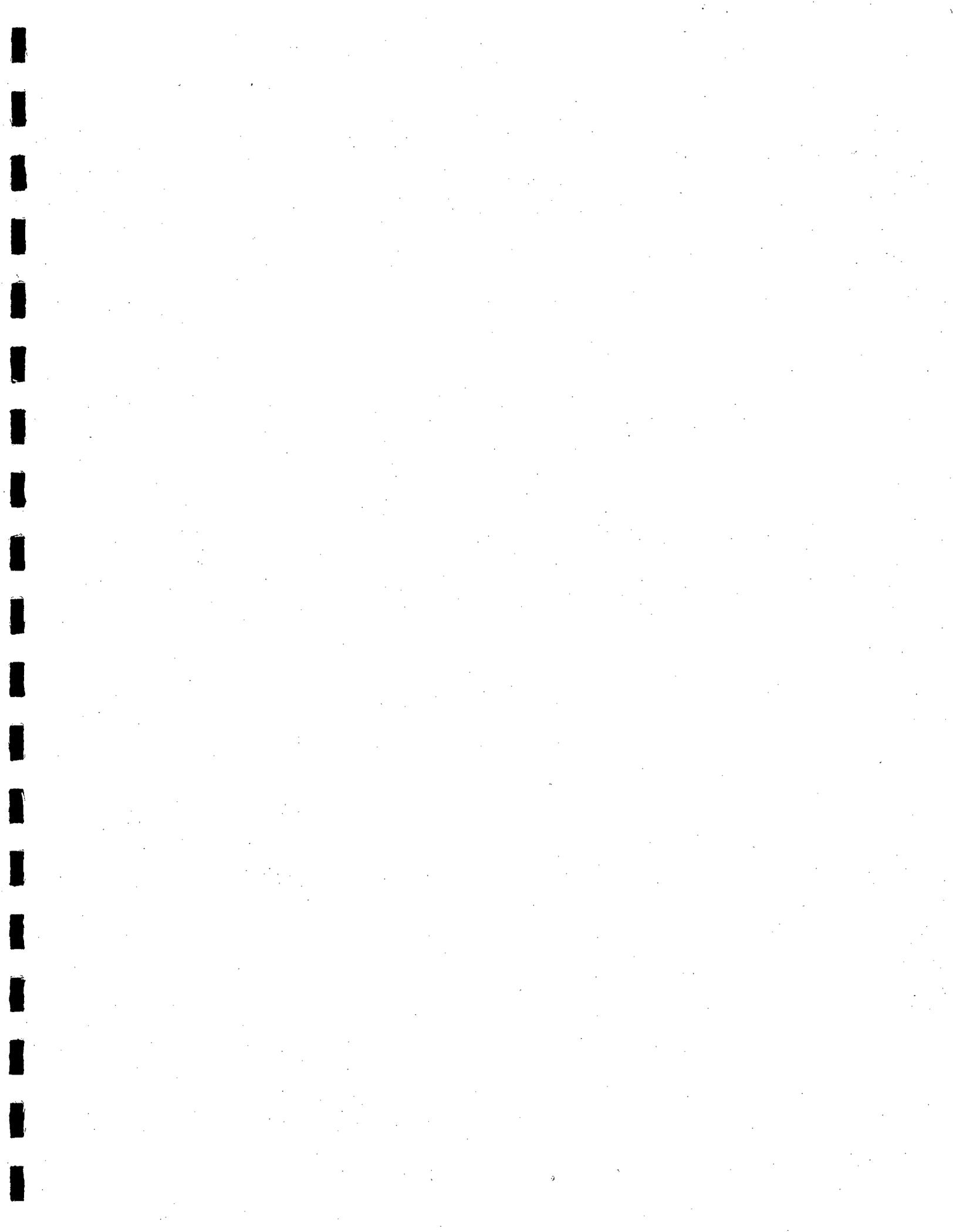
CONSTAT GÉNÉRAL SUR LA DÉMARCHE D'ÉVALUATION

L'adoption d'une politique ministérielle d'évaluation de programme marquait la ferme intention des autorités du Ministère de faire de l'évaluation de programme un instrument privilégié du processus de décision et de gestion au Ministère. L'approche retenue reposait sur une implication très étroite des gestionnaires et leur reconnaissait un rôle de premier plan en matière d'évaluation des programmes ou secteurs d'activités sous leur responsabilité. La production à chaque année d'un plan ministériel d'évaluation devait permettre de consacrer un caractère systématique à la démarche.

Après une première année de réalisation complète du processus d'évaluation et à l'aube d'une deuxième année, on est à même de constater que la démarche est bien implantée dans certaines unités administratives ou en bonne voie de l'être dans d'autres. Malgré le fait que la programmation des travaux d'évaluation du premier plan n'a pu être complètement réalisée et qu'il est encore trop tôt pour évaluer des retombées concrètes des efforts d'évaluation consentis à ce jour, on peut toutefois identifier un certain nombre de résultats (voir bilan 1988-89) qui laissent présager des retombées intéressantes pour l'organisation. Plus important encore, on constate que les gestionnaires se préoccupent plus que jamais de remettre en question leur façon de faire et de mieux connaître les résultats de leurs interventions. Le nombre de projets soumis volontairement par ceux-ci dans le cadre du plan 1989-90 en témoigne.

La démarche mérite certainement d'être poursuivie et on peut raisonnablement s'attendre que pour le futur, l'expérience et l'expertise aidant, les études d'évaluation mettront d'avantage l'accent sur l'évaluation des résultats et impacts des interventions, ces deux aspects constituant l'essence même de l'évaluation de programme. Le Service de l'évaluation des programmes entend orienter en ce sens ses actions et interventions auprès des gestionnaires.

De plus, l'évaluation de programme sera appelée à prendre une place de plus en plus importante au Ministère étant donné la démarche collective en cours qui vise à implanter progressivement la gestion intégrale de la qualité tant à l'interne qu'à l'externe. En effet, avec ses approches, techniques et méthodes de travail, l'évaluation de programme devient un outil de premier choix pour les gestionnaires qui auront à implanter la gestion intégrale de la qualité dans leurs secteurs.



1- SOMMAIRE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN 1989-90

1- SOMMAIRE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION PROPOSÉS

1.1 PRÉSENTATION DES PROJETS D'ÉVALUATION

Le plan ministériel d'évaluation 1989-90 contient 46 projets d'évaluation, soit 33 nouveaux projets et 13 projets inscrits au plan 1988-89 qui se poursuivront en 1989-90. Les projets poursuivis en 1989-90 sont des projets du plan 1988-89 qui ne seront pas terminés au 31 mars 1989 mais que la Direction générale a fait inscrire à son plan 1989-90. Les projets proviennent de chacune des directions générales ainsi que de quatre (4) directions du bureau du sous-ministre et la très grande majorité d'entre eux devraient se réaliser au cours de l'année 1989-90. Les ressources prévues par les directions pour les réaliser se situent aux environs de 30 personnes-années, soit une moyenne de 0,65 personne-année par projet.

La direction générale des opérations (DGO) présente douze (12) projets d'évaluation, dont onze (11) sont de nouveaux projets. Les directions générales du transport des personnes et des marchandises (DGTPM) et du Génie (DGG) présentent chacune neuf (9) projets d'évaluation dont cinq (5) nouveaux projets pour la DGTPM et sept (7) pour la DGG. La Direction générale de l'administration et de la gestion financière (DGAGF) entend poursuivre la réalisation de trois (3) projets du plan 1988-89 en plus d'en initier deux (2) nouveaux. Les Directions du bureau du sous-ministre ont fait inscrire trois (3) nouveaux projets en plus de poursuivre et compléter un (1) projet du plan 1988-89. Enfin, le Service de l'évaluation des programmes (SEP) entend consacrer des ressources à la réalisation de sept (7) projets dont deux (2) sont des projets du plan 1988-89 qui se poursuivront en 1989-90.

Directions générales	Plan 1989-90			Plan 1988-89
	Nbre total de projets	Nouveaux projets	Projets poursuivis du plan 1988-89	Nbre total de projets
DGTPM	9	5	4	8
Génie	9	7	2	6
Opérations	12	11	1	10
DGAGF	5	2	3	7
Directions Sous-ministre	4	3	1	3
Serv. Eval. programmes	<u>7</u>	<u>5</u>	<u>2</u>	<u>4</u>
	46	33	13	38

La grande majorité des projets d'évaluation, soit 43 projets sur 46, se retrouvent à l'intérieur de la mission économique du Ministère. Deux (2) projets se rapportent à la mission gouvernementale et administrative et un (1) projet fait partie de la mission éducative et culturelle.

Les projets sont répartis parmi sept (7) secteurs ou programmes d'intervention du Ministère. C'est dans les activités reliées au "réseau routier" que l'on retrouve le plus grand nombre de projets d'étude avec un total de 23, suivi des secteurs "gestion et soutien administratif" et "système de transport des personnes et des marchandises" avec dix (10) chacun. Deux (2) projets se retrouvent à l'intérieur du secteur "transport aérien gouvernemental" et un (1) dans le secteur "recherche et développement en transport". Les trois (3) tableaux suivants présentent la liste des projets d'étude par principaux secteurs ou programmes d'intervention et donnent un aperçu de la portée de ceux-ci.

PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION DE PROGRAMME 1989-90
PRÉSENTATION DES PROJETS D'ÉTUDE

PAGE 1 de 3

SECTEUR D'INTERVENTION	TITRE DE L'ÉTUDE	PORTÉE GÉNÉRALE DE L'ÉTUDE
Systèmes de transport	<p>Transport adapté:</p> <ul style="list-style-type: none"> - évaluation de la politique d'admissibilité; - points de service hors-territoire; - activités liées au développement du programme. <p>Transport en commun</p> <ul style="list-style-type: none"> - subvention à l'exploitation; - subvention aux trains de banlieue; - subvention relative à la compensation tarifaire; - évaluation du programme d'aide aux OMIT. <p>Transport scolaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - subvention au transport des élèves fréquentant les institutions privées. 	<p>Examen de la performance du programme. " " " " "</p> <p>Amélioration de l'exécution et du contrôle du programme.</p> <p>Dotation d'outils d'aide à la gestion. " " " " "</p> <p>Examen de la performance du programme.</p> <p>Examen de la performance du programme.</p>
Transport maritime et aérien	<ul style="list-style-type: none"> - Système de suivi des ententes et contrats de service (transport maritime). - Indicateurs de programme dans le transport aérien (aéroports). 	<p>Amélioration de l'exécution et du contrôle du programme.</p> <p>Dotation d'outils d'aide à la gestion.</p>
Transport aérien gouvernemental	<ul style="list-style-type: none"> - Indicateurs de gestion du Service aérien gouvernemental. - Indicateurs de programme dans le secteur du transport aérien gouvernemental (SAG). 	<p>Dotation d'outils d'aide à la gestion.</p> <p>" " " " "</p>

**PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION DE PROGRAMME 1989-90
PRÉSENTATION DES PROJETS D'ÉTUDE**

SECTEUR D'INTERVENTION	TITRE DE L'ÉTUDE	PORTÉE GÉNÉRALE DE L'ÉTUDE
<p>Construction et conservation du réseau.</p>	<p>Activités d'amélioration du paysage routier. Politique sur la fourniture de matériaux pour les projets routiers. Évaluation de la capacité structurale de la chaussée sur les routes numérotées. Gestion intégrale de la qualité des essais de laboratoire. Programme d'assurance de la qualité appliqué au bitume et au bois traité. Révision des normes d'éclairage. Révision de la politique d'inspection des ponts. Gestion des Immeubles excédentaires. Intégration des activités d'arpentage. Indicateurs de programme du réseau routier.</p>	<p>Examen de la performance du programme. " Amélioration de l'exécution et du contrôle du programme. " " " " " " " " " Examen de la performance du programme. Amélioration de l'exécution et du contrôle du programme. Dotation d'outils d'aide à la gestion.</p>
<p>Conservation du réseau routier.</p>	<p>Décentralisation des contrats négociés d'enrobés bitumineux. Révision de la norme d'allocation des équipements de radio-communication. Révision du processus de programmation des travaux d'entretien des Immeubles du MTQ. Programme de marquage longitudinal des chaussées 1989-90. Programme de signalisation aérienne. Évaluation de la rentabilité des ateliers.</p>	<p>Amélioration de l'exécution et du contrôle du programme. " " " " " " " " " " " " " " " " " " Examen de la performance du programme. " " " " " " " " " " " " " "</p>
<p>Construction du réseau routier.</p>	<p>Refonte et réorganisation des directives de la DGO. Procédures de gestion des centrales d'enrobage. Mode de classement des dossiers contrat. Analyse des soumissions de construction. Processus de vérification des documents-payeurs. Système de mesure de la productivité des activités d'arpentage. Préparation de documents en vue de l'octroi d'un contrat.</p>	<p>Amélioration de l'exécution et du contrôle du programme. " Dotation d'outils d'aide à la gestion. Amélioration de l'exécution et du contrôle du programme.</p>

**PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION DE PROGRAMME 1989-90
PRÉSENTATION DES PROJETS D'ÉTUDE**

SECTEUR D'INTERVENTION	TITRE DE L'ÉTUDE	PORTÉE GÉNÉRALE DE L'ÉTUDE
Gestion et soutien administratif.	Organisation supérieure. Exploitation des systèmes opérationnels. Orientation bureaucratique (contrats et approvisionnements). Administration des systèmes 0132 et 0252. Négociation de matériaux routiers par le Service de l'approvisionnement. Efficacité des moyens de communication (volet externe). Efficacité des moyens de communication (volet interne). Sondage sur le niveau de satisfaction des usagers du réseau routier. Deuxième recueil d'indicateurs de programme. Indicateurs de programme portant sur les activités de gestion interne et soutien.	Amélioration de l'exécution et du contrôle du programme. " Examen de la performance du programme. " " " " " " " Dotation d'outils d'aide à la gestion. " " " " " " " " " " " "
Recherche et développement en transport.	Le volet R et D de l'entente auxiliaire sur le développement des transports.	Examen de la performance du programme.

1.2 ANALYSE SOMMAIRE

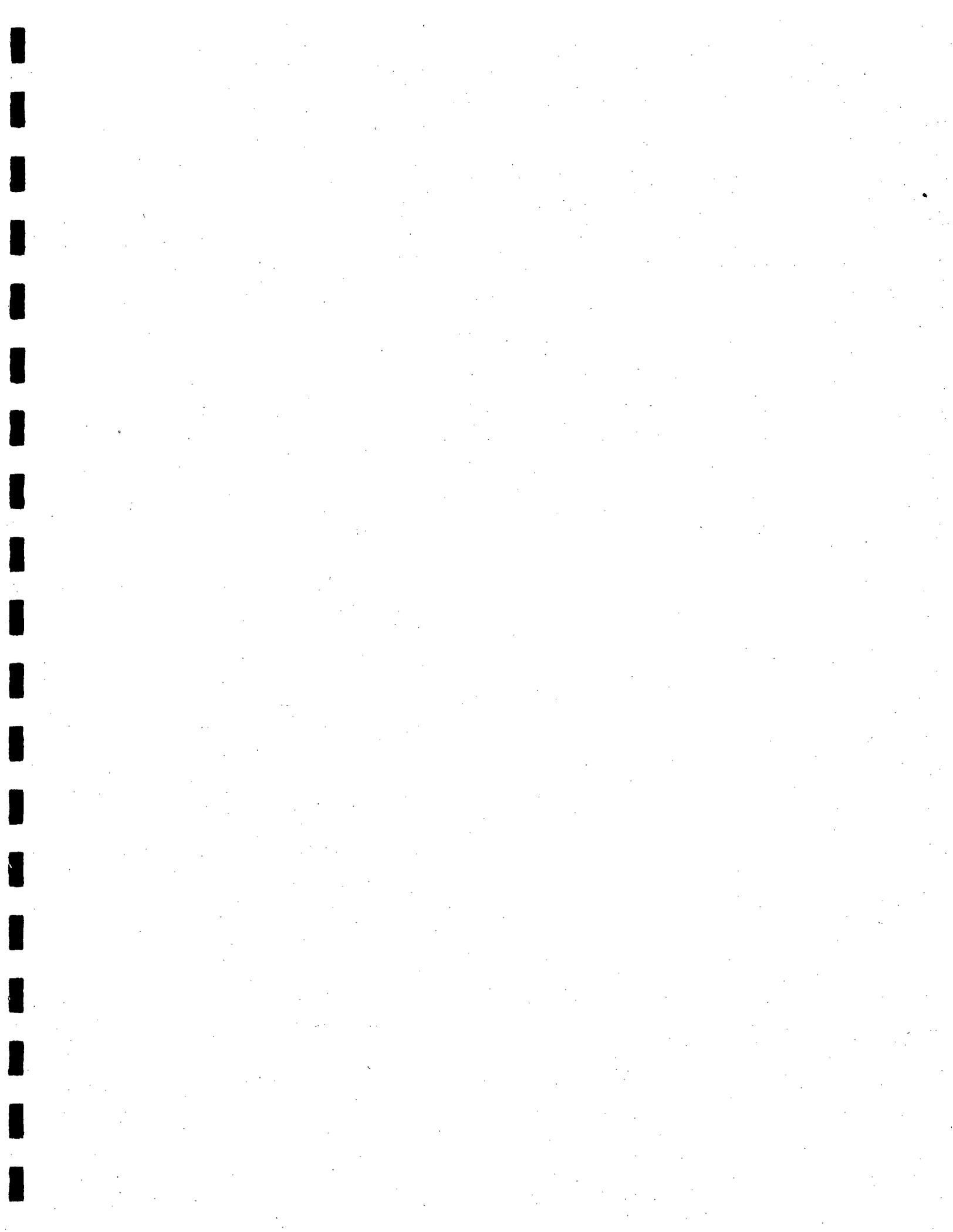
Dans le but de présenter une vision d'ensemble de la portée des projets d'étude, ceux-ci ont été regroupés en trois (3) grandes catégories (se référer aux tableaux précédents).

La première catégorie, soit celle de l'examen de la performance du programme, comprend seize (16) études qui visent principalement à améliorer certains aspects de la performance de programmes ou de secteurs d'activités spécifiques au Ministère. Ces projets tirent leur origine du désir des gestionnaires de mieux connaître les résultats des programmes sous leur responsabilité. De façon générale, on propose de faire le point sur la pertinence du programme ou du secteur d'activités en regard des besoins à satisfaire ou sur l'à-propos des opérations ou procédés utilisés dans l'exécution du programme. On propose également d'examiner le degré d'efficacité, d'efficacités et d'économie des ressources utilisées, d'établir les résultats et impacts des interventions, de dégager des options et de mieux préciser les besoins ou la demande à combler. Parmi ces projets, mentionnons l'évaluation de deux (2) composantes du programme de transport adapté, l'évaluation de six (6) activités à la Direction du génie dont deux (2) portant sur la gestion intégrale de la qualité, les évaluations de la Direction de l'entretien portant sur le programme de marquage longitudinal des chaussées, le programme de signalisation aérienne et le programme des ateliers d'entretien. Dans un autre champ d'activités, notons les évaluations des moyens de communication (volet interne et externe) et celles du volet recherche et développement de l'entente auxiliaire sur le développement des transports.

La deuxième catégorie, celle de l'amélioration de l'exécution et du contrôle du programme, compte dix-neuf (19) projets portant surtout sur l'examen de procédures et pratiques administratives ou de méthodes de travail dans le but de mieux orienter la gestion, d'améliorer le processus décisionnel et les méthodes de contrôle,

afin d'augmenter la productivité de l'organisation en place. Ces projets d'études découlent de l'existence de certaines déficiences (chevauchements ou duplications) dans la réalisation d'activités, d'un manque de coordination entre les intervenants, de l'absence de lignes de conduite, de normes ou de politiques suffisamment précises ou de l'inadéquation des méthodes de contrôle ou de travail. On retrouve entre autres dans cette catégorie les six (6) études de procédures administratives de la Direction de la construction, les cinq (5) études de la Direction de l'administration et de la gestion financière, l'examen du système de suivi des ententes et contrats de services au transport maritime, la révision des normes d'éclairage, de la politique d'inspection des ponts, de la norme d'allocation des équipements de radio-communication et du processus de programmation des travaux d'entretien des immeubles du MTQ.

Finalement, la dernière catégorie regroupe onze (11) projets ayant pour objectifs de doter les gestionnaires, d'outils ou d'information additionnelle afin de faciliter la prise de décision concernant la gestion, l'évaluation et la planification de leurs interventions. La mise en place d'un système d'indicateurs de programme pour les autorités du Ministère, le sondage sur le niveau de satisfaction des usagers du réseau routier, le développement d'indicateurs de gestion au Service aérien gouvernemental, le développement d'une mesure de productivité à l'arpentage foncier ainsi que l'élaboration de trois (3) cadres d'évaluation pour les programmes de subvention aux organismes publics de transport font partie de cette catégorie.



2- ANALYSE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN 1989-90
PAR DIRECTION GÉNÉRALE

2.1 DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES (DGTPM)

Le plan interne d'évaluation 1989-90 de la DGTPM comprend neuf (9) projets d'évaluation dont cinq (5) nouveaux et quatre (4) inscrits au plan 1988-89. Quatre (4) de ceux-ci portent sur l'évaluation de la performance du programme, trois (3) sur la dotation d'outils d'aide à la gestion et deux (2) sur l'amélioration de l'exécution et du contrôle du programme. Ces projets se répartissent comme suit, soit quatre (4) dans le secteur du transport en commun, un (1) dans le secteur du transport scolaire, trois (3) dans le secteur du transport adapté et un (1) dans le secteur du transport maritime.

Dans le secteur du transport en commun, trois (3) projets portent sur l'élaboration de cadres d'évaluation, soit le programme de subvention aux trains de banlieue (Deux-Montagnes et St-Hilaire), le programme de subvention à la compensation tarifaire et finalement le programme de subvention à l'exploitation des OPT (projet du plan 1988-89). Ce genre d'étude consiste à prévoir les données et paramètres pertinents à l'évaluation future d'un programme. Le quatrième projet consiste en l'évaluation de la performance du programme d'aide aux organismes municipaux et intermunicipaux de transport (OMIT). Après cinq ans d'application du programme, le Service de la réglementation et de l'évaluation désire évaluer certains aspects à savoir l'atteinte des objectifs, la pertinence, l'impact des règles d'éligibilité sur l'atteinte des objectifs et les modes de subventions.

Le projet envisagé dans le secteur du transport scolaire porte sur la subvention au transport des élèves fréquentant les institutions privées. L'augmentation de la clientèle fréquentant les institutions privées et la lourdeur des règles du MTQ pour établir l'enveloppe budgétaire ont motivé cette étude. Celle-ci a pour objet de connaître les coûts réels du transport de ces élèves et de proposer des orientations en vue d'élaborer une politique de subventions au transport des élèves du secteur privé.

Les trois (3) projets d'évaluation dans le secteur du transport adapté étaient inscrits au plan 1988-89 et se poursuivront cette année. Le premier a trait à l'évaluation de la politique d'admissibilité de la clientèle du transport adapté. Ce projet devrait permettre d'établir une plus grande adéquation entre la formulation de la politique actuelle, sa compréhension et son interprétation. Le deuxième vise à connaître l'ampleur des services hors-territoires et à dégager des orientations en vue de l'élaboration d'une politique de fonctionnement des services hors-territoires. Le troisième porte sur les activités liées au développement du programme et vise à augmenter leur productivité et à s'assurer de l'adéquation entre les ressources humaines consacrées à ces activités et les tâches à réaliser.

Finalement, la Direction du transport maritime désire améliorer son système de suivi des ententes et contrats de service. Elle se propose d'examiner l'efficacité du système actuel, en particulier les mécanismes administratifs de suivi, de même que sa pertinence et son impact sur la gestion. Les résultats de l'étude devraient permettre de mieux suivre et planifier les activités de ce secteur et de faciliter la révision des ententes et contrats.

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	ASPECTS ÉVALUÉS	BUDGET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
					Ress. hum. (Pers.-année)	Échéancier
DIRECTION DES PROGRAMMES D'AIDE EN TRANSPORT TERRESTRE DES PERSONNES						
TRANSPORT ADAPTÉ						
1- Évaluation de la politique d'admissibilité du transport adapté (Projet poursuivi plan 1988-89)	<p>Les décisions concernant l'admissibilité sont parfois difficiles à prendre et le MTQ est de plus en plus sollicité pour intervenir.</p> <p>Révision des programmes d'aide au transport adapté.</p>	<p>Déterminer l'atteinte et la pertinence des objectifs.</p> <p>Proposer des correctifs tant au niveau de la raison d'être et de son contenu que de la façon dont elle est appliquée</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Demande - Efficacité - Efficience - Pertinence - Gestion de la politique d'admissibilité 	15 M\$ 1986-87	0,75	1988-10 - 1989-06
2- Points de service hors-territoire (Projet poursuivi plan 1988-89)	<p>Les services hors-territoires augmentent de plus en plus.</p> <p>Les points de service sont plus éloignés.</p> <p>Les coûts horaires de transport augmentent et la disponibilité des véhicules est à la baisse.</p>	<p>Évaluer la demande de service hors-territoire</p> <p>Évaluer les coûts.</p> <p>Dégager des orientations en vue de l'élaboration d'une politique de fonctionnement des services hors-territoires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Demande - Efficience - Efficacité - Impacts - Pertinence - Gestion. 	15 M\$ 1986-87	0,83	1988-04 - 1989-04

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES
1989-90

PAGE 2 de 3

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	ASPECTS ÉVALUÉS	BUDGET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
					Ress. hum. (Pers.-année)	Échéancier
TRANSPORT EN COMMUN						
3- Subvention à l'exploitation. (Projet poursuivi plan 1988-89)	Préparer l'évaluation d'une nouvelle activité de programme.	Prévoir et assurer à l'avance la disponibilité des données pertinentes à l'évaluation.	Établissement d'un cadre d'évaluation et d'indicateurs de gestion.	186,2 M\$ 1988-89	0,25	1989-12
4- Subvention aux trains de banlieue.	Préparer l'évaluation d'une activité de programme.	Prévoir et assurer à l'avance la disponibilité des données pertinentes à l'évaluation.	Établissement d'un cadre d'évaluation et d'indicateurs de gestion.	16,1 M\$ 1988-89	0,25	1989-11
5- Subvention relative à la compensation tarifaire.	Préparer l'évaluation d'une activité de programme.	Prévoir et assurer à l'avance la disponibilité des données pertinentes à l'évaluation.	Établissement d'un cadre d'évaluation et d'indicateurs de gestion.	207,5 M\$ 1988-89	0,25	1989-04
6- Évaluation du programme d'aide aux OMIT.	Révision du programme d'aide gouvernemental au transport en commun après cinq ans d'appli- cation.	Évaluer l'atteinte des objectifs. Voir si les règles répondent à l'atteinte des objectifs.	- Pertinence. - Impact. - Efficacité. - Efficience.	5,8 M\$ 1988-89	1,0	1988-10 - 1989-05
TRANSPORT SCOLAIRE						
7- Subvention au transport des élèves fréquentant les institutions privées.	Le MEQ a déclaré d'in- térêt public certaines institutions privées. L'augmentation de la clientèle. Les règles budgétaires sont lourdes.	Connaître les coûts réels. Proposer des orienta- tions. Élaborer une politique de subvention.	- Pertinence. - Impact. - Efficacité. - Efficience.	3,5 M\$ 1988-89	1,5	1990-07

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES
1989-90

PAGE 3 de 3

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	ASPECTS ÉVALUÉS	BUDGET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
					Ress. hum. (Pers.-année)	Échéancier
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT TERRESTRE DES PERSONNES						
TRANSPORT ADAPTÉ						
8- Activités liées au développement du programme d'aide au transport adapté pour personnes handicapées. (Projet poursuivi plan 1988-89)	Le traitement des dossiers de planification et de développement des services est inefficace et accapare de plus en plus de ressources dû notamment à un manque d'outil d'analyse, à certaines modalités d'application contraignantes, à l'augmentation croissante de la demande et au degré de complexité des dossiers.	Améliorer la productivité des activités liées à la planification du développement et à l'évaluation des services. S'assurer de l'adéquation entre les ressources humaines et les tâches à réaliser. Assurer une meilleure utilisation des fonds consacrés au programme.	Productivité et efficacité des activités. Pertinence de certaines modalités d'application du programme.	15 M\$ 1986-87	1,0	1989-05
DIRECTION DU TRANSPORT MARITIME AÉRIEN ET FERROVIAIRE						
TRANSPORT MARITIME						
9- Le système de suivi des ententes et contrats de services (5 traverses et 3 dessertes).	Problème de disponibilité de l'information au moment opportun. Mieux suivre les obligations des transporteurs. Mieux planifier les activités.	Assurer un meilleur suivi. Mieux coordonner nos opérations en rapport avec la gestion des ententes et contrats.	- Efficience. - Pertinence. - Impact et efficacité du système de suivi.	7,3 M\$	0,21	1989-01 - 1989-03

2.2 DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE

La Direction générale du génie a retenu neuf (9) projets d'évaluation dans son plan 1989-90, soit sept (7) nouveaux projets et deux (2) projets inscrits au plan 1988-89 qui se poursuivront en 1989-90. Ces neuf (9) projets sont répartis parmi quatre (4) directions. Six (6) d'entre-eux portent sur l'évaluation de la performance de programme, deux (2) sur l'amélioration de l'exécution et du contrôle du programme et un (1) sur la dotation d'outils d'aide à la gestion. La grande majorité de ces études devrait être terminée pour le 31 mars 1990.

Les six (6) premiers projets visent principalement à examiner certains éléments de la performance de secteurs d'activités (besoins, résultats, efficacité, impact). Le premier projet concerne les activités reliées à la conception de l'aménagement des abords de route et à leur entretien. Par ce projet, la Direction de la circulation et des aménagements veut dégager une orientation ministérielle en ce domaine, de même qu'établir des normes. Dans ce but, elle se propose de préciser la raison d'être des activités, de revoir la pertinence des objectifs, d'étudier le rapport production/ressources et de comparer les résultats aux objectifs.

La Direction des sols et matériaux présente quatre (4) projets portant sur l'évaluation de la performance d'un secteur d'activité. Son premier projet concerne les activités d'évaluation de la capacité structurale de la chaussée sur les routes numérotées. Elle se propose d'étudier l'efficacité et l'efficacité de l'activité par rapport aux objectifs du programme d'inventaire structural et d'énoncer un certain nombre de mesures susceptibles d'améliorer les résultats.

Les deuxième et troisième projets de la Direction des sols et matériaux portent sur l'assurance de la qualité. Le deuxième projet concerne la vérification par le Laboratoire central des essais

effectués sur les matériaux par les laboratoires privés et ceux du Ministère. Compte tenu de l'importance de la qualité de ces essais sur la qualité des matériaux achetés par le Ministère, il est primordial de s'assurer que l'approche et les ressources consacrées par le Laboratoire central en matière de gestion de la qualité des essais soient suffisantes, efficaces et efficiente. A cette fin, l'étude a pour objet de définir une politique de gestion intégrale de qualité des essais du Laboratoire. Le troisième projet concerne le programme actuel d'assurance de la qualité appliqué au bitume et au bois traité. Dans sa démarche en vue d'implanter l'assurance de la qualité à l'externe du Ministère, le Service de l'assurance de la qualité recherche un modèle fiable. A cet effet, l'étude propose, entre autres, d'évaluer le degré de satisfaction des clients (MAS, Service des achats, districts) et des fournisseurs face au programme, aux audits, aux délais, aux interventions, etc. Le dernier projet de la Direction des sols et matériaux concerne l'élaboration d'une politique sur la fourniture des matériaux pour les projets routiers. Cette étude inscrite au plan 1988-89 se terminera en février 1990.

Le dernier projet portant sur l'évaluation de la performance d'une activité concerne l'aliénation des immeubles excédentaires acquis par le MTQ et non nécessaires à la construction du réseau routier, de même que ceux déclarés excédentaires par les autres ministères. La Direction des acquisitions propose d'évaluer l'impact financier de cette activité pour le gouvernement (en-lieux de taxe, coûts d'entretien, revenus de la vente), l'impact d'une variation du volume de cette activité sur sa gestion et sur la satisfaction de la clientèle.

Les deux (2) projets présentés par la Direction des structures portent davantage sur l'exécution et le contrôle de programme. Le premier concerne la révision des normes d'éclairage du réseau routier et propose de réévaluer les logiciels de design en fonction des nouvelles normes et, par voie de conséquence, d'évaluer monétairement le coût des normes actuelles vs les nouvelles normes.

Le second projet vise l'amélioration de la sécurité des infrastructures (ponts) par l'établissement d'un programme d'inspection certifié. A cet effet, le Service des ouvrages d'art concevra un programme de formation sur la politique révisée d'inspection des ponts et le diffusera dans les districts.

Finalement, le Service de l'arpentage foncier entend poursuivre en 1989-90 la mise en place d'un système d'indicateurs de productivité permettant de mesurer la performance des divisions territoriales et de l'entreprise privée. Le projet se poursuit conformément au plan 1988-89.

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE
1989-90

PAGE 1 de 3

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	ASPECTS ÉVALUÉS	BUDGET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
					Ress. hum. (Pers.-année)	Échéancier
A- DIRECTION DE LA CIRCULATION ET DES AMÉNAGEMENTS						
1- Activités d'amélioration du paysage routier.	Augmentation de la demande. Normalisation très faible dans ce domaine. Politique ministérielle inexistante.	Dégager une orientation ministérielle. Établir des normes en fonction des efforts budgétaires qui seront consentis.	Raison d'être des activités. Pertinence des objectifs. Efficience. Efficacité.	1,5 M\$	0,5	1989-03 - 1990-04
B- DIRECTION DES SOLS ET MATÉRIAUX						
2- Élaboration d'une politique sur la fourniture de matériaux (granulats) pour les projets routiers. (Projet poursuivi plan 1988-89)	Rareté de matériaux de qualité dans certaines régions. Danger de monopolisation des sources d'approvisionnement. Impacts sur les coûts et l'environnement.	Élaborer une politique sur la fourniture pour les projets routiers (entretien et construction).	Efficience. Efficacité. Options.	---	0,4	1988-02 - 1990-02
3- Activité d'évaluation de la capacité structurale de la chaussée sur les routes numérotées.	Procédure d'évaluation actuelle est plutôt lente, plus ou moins fréquente et donne des résultats qui exigent une interprétation experte.	Proposer des améliorations à la méthode actuelle en tenant compte des objectifs de l'activité et du point de vue des utilisateurs	Efficience. Efficacité. Options.	0,5 M\$	0,6	1989-04 - 1989-12
4- Gestion Intégrale de la qualité des essais de laboratoire.	Impacts de la qualité des essais de laboratoire sur la qualité des matériaux achetés.	Définir une politique de gestion Intégrale de la qualité des essais de laboratoire.	Efficience. Efficacité. Économie.	0,1 M\$	1	1989-01 - 1989-04

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE
1989-90

PAGE 2 de 3

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	ASPECTS ÉVALUÉS	BUDGET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
					Ress. hum. (Pers.-année)	Échéancier
B- DIRECTION DES SOLS ET MATÉRIAUX						
5- Programme d'assurance de la qualité appliqué au bitume et au bois traité.	Recherche d'un modèle fiable en vue d'implanter l'assurance de la qualité à l'externe du Ministère.	Déterminer tout écart de fonctionnement entre les deux divisions du Service. Évaluer le degré de satisfaction des clients. Déterminer les irritants chez les fournisseurs.	Efficiences. Efficacité. Économie. Satisfaction de la clientèle.	26,7 M\$	0,5	1988-12 - 1989-02
C- DIRECTION DES STRUCTURES						
6- Révision des normes d'éclairage.	Les normes sont plus généreuses au Québec qu'aux États-Unis et que dans le reste du Canada. La consommation d'électricité et les coûts de constructions sont plus élevés.	Réévaluer les logiciels de design. Évaluer monétairement le coût des normes actuelles.	Efficiences. Normes. Économie.	9,5 M\$	0,5	A déterminer.
7- Révision de la politique d'inspection des ponts.	Inspections non-systématiques et dédoublements.	Améliorer l'efficacité des inspections. Éviter le dédoublement. Assurer des inspections systématiques.	Efficiences. Efficacité.	0,4 M\$	---	1988-11 - 1991-06

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE
1989-90

PAGE 3 de 3

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	ASPECTS ÉVALUÉS	BUDGET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
					Ress. hum. (Pers.-année)	Échéancier
D- DIRECTION DES ACQUISITIONS						
8- Gestion des immeubles excédentaires.	Croissance dans le temps de l'activité d'alléation des immeubles excédentaires.	Mesurer l'impact financier de cette activité pour le gouvernement et les impacts d'une variation du volume d'activité sur la gestion et la satisfaction des clients.	Procédures. Économie. Impacts. Efficience.	1,0 M\$	2,0	1989-02 - 1990-02
9- Système de mesure de la productivité des activités d'arpentage (Projet poursuivi plan 1988-89)	La mesure de productivité utilisée actuellement est uniforme et calculée manuellement, elle ne tient pas compte des divers environnements territoriaux.	Développer une unité de mesure de productivité pondérée selon les environnements territoriaux et permettant de mesurer la performance des divisions territoriales et de l'entreprise privée.	Efficience des activités d'arpentage dans les divisions territoriales et les firmes privées d'arpentage.	8,3 M\$	0,5 en 1988-89 0,5 en 1989-90	1988-04 - 1990-04

2.3 DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS (DGO)

La direction des opérations présente onze (11) nouveaux projets d'évaluation, dont six (6) par la Direction de l'entretien et cinq (5) par la Direction de la construction. Huit (8) de ces projets portent sur l'amélioration de l'exécution et du contrôle du programme, principalement l'évaluation de procédés administratifs existants, alors que les trois (3) autres visent l'évaluation de la performance de programmes. Neuf (9) de ces projets devraient se terminer avant avril 1990, alors que les deux (2) autres se poursuivront jusqu'en mai 1990. La direction complètera également en juin 1989, le projet sur la préparation des documents en vue de l'octroi d'un contrat. La réalisation de ses études mobilisera cinq (5) personnes-années de la Direction générale des opérations dont 3,5 à l'entretien et 1,5 à la construction.

Direction de l'entretien

La Direction de l'entretien présente trois (3) projets portant sur l'évaluation de la performance d'une activité et trois (3) autres portant sur l'amélioration de l'exécution et du contrôle d'une activité. Ces projets, dont quatre (4) se termineront avant avril 1990, seront réalisés par quatre (4) services.

Le projet du Service des opérations d'entretien a pour objectifs de s'assurer que la décentralisation des contrats négociés d'enrobés bitumineux se fait conformément aux politiques, directives et devis-types établis et de mesurer l'efficacité et la qualité de cette nouvelle façon de procéder.

Le Service de la planification des programmes d'entretien présente deux (2) projets. Le premier porte sur l'établissement de nouvelles normes d'équipement de radio-communication utilisé par les districts. Le projet évaluera les besoins actuels des districts dans ce domaine, les écarts par rapport à la norme actuelle, l'ampleur

et les coûts d'un parc optimal établi en fonction d'une nouvelle norme. Le deuxième projet propose d'alléger et de décentraliser le processus de programmation des travaux de moins de 5 000 \$ effectués sur les immeubles du Ministère.

En 1989, le Service de la signalisation effectuera de nouveau des évaluations portant sur l'efficacité et l'efficience du programme de marquage longitudinal sur les chaussées et du programme de signalisation aérienne.

Le Service du matériel projette d'évaluer la performance du programme d'entretien du matériel par les ateliers provinciaux et les ateliers de districts du Ministère. Le but de cette étude est de comparer les coûts d'opérations de ces ateliers avec ceux de l'entreprise privée et de réorienter le programme au besoin.

Direction de la construction

La Direction de la construction présente six (6) projets d'évaluation portant tous sur l'amélioration de l'exécution et du contrôle de certaines tâches administratives soit cinq (5) nouveaux projets et un projet continu du plan 1988-89. Ces études analyseront les processus administratifs actuels en vue de les corriger et proposeront de nouvelles façons de faire s'il y a lieu afin qu'elles deviennent standardisées pour tous ses utilisateurs.

Les processus administratifs ainsi analysés comprennent l'émission de directives administratives, la gestion des prix et des compensations payés aux usines d'enrobage bitumineux, le classement des dossiers officiels de contrats, l'analyse des soumissions présentées pour des travaux de construction, la vérification des demandes de paiement et des documents payeurs présentés suite à la réalisation de travaux de construction et la préparation des documents en vue de l'octroi d'un contrat.

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS
1989-90

PAGE 1 de 3

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	ASPECTS ÉVALUÉS	BUDGET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
					Ress. hum. (Pers.-année)	Échéancier
DIRECTION DE L'ENTRETIEN						
SERVICE DES OPÉRATIONS D'ENTRETIEN						
E-01 Décentralisation des contrats négociés d'enrobés bitumineux.	La décentralisation de la négociation des contrats a été entérinée et cela implique une vérification-contrôle de cette délégation.	S'assurer que la décentralisation de la négociation s'effectue de façon attendue.	Conformité du processus de négociation avec les politiques, les directives et les devis-type établis.	52 M\$	0,2	1989-06 - 1989-10
SERVICE DE LA PLANIFICATION DES PROGRAMMES D'ENTRETIEN						
E-02 Révision de la norme d'allocation des équipements de radio-communication.	Les normes existantes ne répondent plus aux besoins actuels.	Proposer de nouvelles normes pour l'allocation des équipements de radio-communication.	Les besoins, les écarts entre les besoins et l'inventaire réel, les coûts impliqués par de nouvelles normes.	0,85 M\$	0,25	1989-01 - 1989-04
E-03 Révision du processus de programmation des travaux d'entretien des immeubles du MTQ (5 000 \$ et moins).	La programmation des travaux de moins de 5 000 \$ est complexe et exige beaucoup d'énergie. Elle est très peu utilisée par le central.	Alléger le processus de programmation et décentraliser la gestion.	Mesure des besoins en matière de travaux d'entretien des immeubles. Efficacité et efficacité du processus de programmation actuel	4,2 M\$	0,25	1989-01 - 1989-06
SERVICE DE LA SIGNALISATION						
E-04 Programme de marquage longitudinal des chaussées 1989-90.	Coûts importants de l'activité. Impacts importants sur la sécurité routière.	Étudier la rentabilité de l'activité sur une base régionale.	Efficacité et efficacité du programme.	8,5 M\$	0,8	1989-01 - 1990-05
E-05 Programme de signalisation aérienne sur route 1989-90.	Impact important sur la navigation des véhicules et sur la sécurité.	Mesurer la capacité de répondre aux besoins du Ministère.	Efficacité et efficacité du programme.	1,4 M\$	1,0	1989-01 - 1990-05

**PLAN INTERNE D'ÉVALUATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS
1989-90**

PAGE 2 de 3

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	ASPECTS ÉVALUÉS	BUDGET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
					Ress. hum. (Pers.-année)	Échéancier
DIRECTION DE L'ENTRETIEN						
SERVICE DU MATÉRIEL						
E-06 Évaluation de la rentabilité des ateliers.	Faire le point sur la rentabilité de cette activité à cause de l'ampleur du budget affecté aux ateliers et l'importance des coûts d'opération.	Comparer les coûts des ateliers du Ministère aux coûts de l'entreprise privée.	Efficienc e et économie des ateliers, rentabilité globale d'un atelier et par activité.	53 M\$	1,0	1989-02 - 1989-07
DIRECTION DE LA CONSTRUCTION						
SERVICE DES OPÉRATIONS TERRITORIALES OUEST						
1- Refonte et réorganisation des directives de la DGO.	Les directives (539) émises depuis 1971 n'ont pas été révisées ni épurées malgré des changements dans les besoins.	Élaborer un mode d'épuration des directives. Épur er les directives. Proposer un nouveau mode d'émission des directives.	Efficacité et efficacité du processus d'émission et de revision des directives		0,35	1989-02 - 1989-08
2- Procédures de gestion des centrales d'enrobage (prix et compensation).	La gestion des centrales d'enrobage ne comporte pas de procédure écrite.	Élaborer un code de procédures de gestion.	Efficienc e et efficacité du processus de gestion des centrales d'enrobage.		0,3	1989-01 - 1989-08
SERVICE DES OPÉRATIONS TERRITORIALES EST						
3- Mode de classement des dossiers contrats.	Le classement actuel n'a pas suivi les changements récents dans la conservation des documents officiels.	Analyser les nouvelles procédures de gestion des dossiers contrats. Élaborer une procédure pour leur conservation.	Efficienc e et efficacité du processus administratif.		0,25	1989-03 - 1989-08

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS
1989-90

PAGE 3 de 3

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	ASPECTS ÉVALUÉS	BUDGET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
					Ress. hum. (Pers.-année)	Échéancier
DIRECTION DE LA CONSTRUCTION						
SERVICE DES OPÉRATIONS TERRITORIALES CENTRE						
4- Étude sur l'analyse des soumissions (construction).	Absence de guide de vérification. Manque de coordination dans l'évaluation des soumissions entre les trois services.	Élaborer un guide de procédure pour uniformiser et formaliser l'analyse des soumissions.	Efficiency, efficacité et uniformité du processus d'analyse des soumissions.		0,09	1989-04 - 1989-07
5- Étude du processus de vérification des documents payeurs.	Absence de guide de vérification des demandes de paiements.	Proposer un guide de procédure pour la vérification des demandes de paiement et de l'assurance de la qualité des documents payeurs.	Efficiency, efficacité et uniformité du processus de vérification des documents payeurs liés aux contrats de construction.		0,5 direction 1,0 autres directions	1989-04 - 1989-09
6- Préparation des documents en vue de l'octroi d'un contrat. (projet poursuivi plan 1988-89)	Les responsabilités des intervenants sont mal définies ce qui rend le processus de vérification inefficace.	Définir les vérifications à exécuter et par quel paller administratif.	Efficiency et efficacité du procédé administratif.		0,1	1989-01 - 1989-06

2.4 DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION FINANCIÈRE (DGAGF)

En 1989-90, les efforts d'évaluation de la DGAGF porteront sur cinq (5) projets visant l'amélioration de l'exécution et du contrôle du programme. Ces projets sont répartis entre trois (3) de ses cinq (5) directions. La Direction des contrats et approvisionnements propose deux (2) nouvelles études en plus de finaliser pour octobre prochain une étude amorcée en avril 1988 (plan 1988-89) et portant sur la négociation des matériaux routiers. Cette étude vise à vérifier la rentabilité administrative et économique d'une décentralisation de cette activité. La Direction du personnel et la Direction des systèmes de gestion proposent de mettre en oeuvre et de réaliser deux (2) projets inscrits au plan 1988-89 mais qui ont dû être reportés à la programmation 1989-90, soit celui portant sur la politique de gestion des cadres supérieurs et celui concernant l'exploitation des systèmes opérationnels (voir bilan de la DGAGF). Rappelons que la première étude a pour objectif de mieux gérer les changements organisationnels dans le but d'une utilisation optimale des cadres alors que la deuxième vise à rationaliser l'exploitation des systèmes informatiques.

Les deux (2) nouveaux projets de la Direction des contrats et approvisionnement sont axés sur l'amélioration de l'exécution et du contrôle de programme. Le premier projet concerne l'orientation bureautique du Service de la gestion des ressources matérielles en ce qui a trait à l'information relative à la gestion des projets, des budgets et des inventaires. Ce projet vise à apporter des solutions concrètes pour minimiser les délais d'accessibilité à l'information dans un souci d'utilisation optimale des ressources humaines et bureautiques. Le deuxième projet concerne l'administration des systèmes informatiques de traitement de données relatifs à la gestion des stocks dans les districts du Ministère (0132) et à la gestion des pièces des ateliers mécaniques (0252). Cette évaluation examinera s'il serait plus approprié que les systèmes ci-dessus

soient sous la responsabilité de gestion du Service de l'approvisionnement afin d'assurer non seulement une utilisation uniforme des systèmes mais également une gestion optimale de ces systèmes.

Tous les projets de la DGAGF sont situés à l'intérieur du programme 05 "gestion interne et soutien". Les études de la Direction du personnel et de la Direction des systèmes de gestion ont une envergure ministérielle, alors que celles de la Direction des contrats et approvisionnement touchent les responsables des activités évaluées et les gestionnaires des districts. Les études sont prévues être complétées avant mars 1990 et la DGAGF entend consacrer deux personnes-années à leur réalisation.

**PLAN INTERNE D'ÉVALUATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION FINANCIÈRE
1989-90**

PAGE 1 de 2

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	ASPECTS ÉVALUÉS	BUDGET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
					Ress. hum. (Pers.-année)	Échéancier
A- DIRECTION DU PERSONNEL						
1- Organisation supérieure (Projet reporté du plan 1988-89)	Nécessité de concilier la rationalisation d'activités, le plan de résorption avec une utilisation optimale des cadres.	Mieux gérer les change- ments organisationnels.	L'efficacité des poli- tiques de gestion et procédures.		A préciser	A préciser
B- DIRECTION DES SYSTÈMES DE GESTION						
2- Exploitation des systèmes opérationnels. (Projet reporté du plan 1988-89)	Augmentation du nombre de systèmes mis en production. Le système de facturation est trop global pour informer les usagers des coûts d'utilisation.	Mieux contrôler l'ex- ploitation des systèmes. Développer des Indica- teurs de gestion. Sen- sibiliser les usagers sur les coûts de l'informatique.	Efficiéce dans l'uti- lisation de l'ordina- teur central et dans la gestion de système.	16,0 M\$	Ressource interne 0,25 Ressource externe 40 000 \$	1989-05 - 1990-02
C- DIRECTION DES CONTRATS ET APPROVISIONNEMENTS						
3- Orientation bureautique (Service de la gestion des ressources maté- rielles).	La configuration actuelle des outils disponibles ne permet pas d'en maximiser l'utilisation en fonc- tion de nos besoins et de ceux de la clientèle.	- Réduire les délais d'accessibilité. - Mieux utiliser les ressources humaines et bureautique.	Efficiéce et satisfac- tion de la clientèle et alternatives.		0,48	1989-01 - 1989-03
4- Administration des systèmes: 0132 (gestion des stocks) et 0252 (gestion de pièces pour les ateliers mécani- ques).	L'utilisation actuelle de ces systèmes n'appar- rait pas optimale.	Assurer une utilisaa- tion uniforme de ces systèmes et une ges- tion optimale.	L'efficiéce des sys- tèmes et l'impact dans la gestion courante.		0,75	1989-01 - 1989-04

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION FINANCIÈRE
1989-90

PAGE 2 de 2

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	ASPECTS ÉVALUÉS	BUDGET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
					Ress. hum. (Pers.-année)	Échéancier
C- DIRECTION DES CONTRATS ET APPROVISIONNEMENT						
5- Négociation de matériaux routiers par le Service de l'approvisionnement. (Projet poursuivi plan 1988-89)	Désir de faire le point sur la continuité de cette activité au central et sur les possibilités de décentralisation.	Vérifier la rentabilité administrative et économique d'une décentralisation (globale, partielle, graduelle).	La raison d'être des interventions actuelles, le degré d'efficacité et d'économie, options possibles et leurs impacts.		1988-89 0,25 1989-90 0,25	1988-04 - 1989-10

2.5 BUREAU DU SOUS-MINISTRE

Les Directions des communications, de la recherche et le Service aérien gouvernemental (SAG) se proposent de réaliser chacune une nouvelle étude d'évaluation. La direction des communications complètera également son étude inscrite au plan 1988-89.

La Direction des communications examinera l'efficacité de ses différentes activités de communication (volet externe). Cette étude devrait lui permettre de vérifier la pertinence des moyens développés en relation avec les attentes des clientèles externes, de développer des outils de rétro-information plus systématiques et de réaliser des activités mieux adaptées aux besoins de la clientèle. Ce projet découle du fait qu'actuellement la direction ne dispose pas de moyens suffisants pour effectuer cette vérification. Cette étude devrait se terminer en novembre 1989. L'étude sur l'efficacité des moyens de communication (volet interne) dont les objectifs étaient de mesurer l'efficacité des activités de communication et la satisfaction de la clientèle ainsi que de développer des outils de rétro-informations plus systématiques sera complétée en août 1989.

La Direction de la recherche désire faire le point sur le programme (conjoint) d'aide à la recherche et au développement en vigueur depuis 1986 et dégager les informations nécessaires pour améliorer la gestion et le rendement du programme. L'échéance prévue est mai 1990.

Le Service aérien gouvernemental désire se doter d'un système d'information de gestion pour répondre plus adéquatement aux besoins internes et externes d'information.

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION DES DIRECTIONS DU BUREAU DU SOUS-MINISTRE
1989-90

PAGE 1 de 2

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	ASPECTS ÉVALUÉS	BUDGET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
					Ress. hum. (Pers.-année)	Échéancier
DIRECTION DES COMMUNICATIONS						
<p>Efficacité des moyens de communication (volet externe).</p>	<p>La direction ne dispose pas de moyens suffisants pour vérifier l'efficacité et l'efficacité de ses activités et produits destinés à la clientèle externe.</p>	<p>Mesurer l'efficacité des activités de communication.</p> <p>Développer des outils de rétro-information plus systématiques.</p> <p>Réaliser des activités et produits mieux adaptés.</p>	<p>Efficiency et efficacité des activités, résultats, impacts sur le milieu.</p>	1,1 M\$	0,5	1989-04 - 1989-11
<p>Efficacité des moyens de communication (volet interne). (Projet poursuivi plan 1988-89)</p>	<p>Malgré les directives existantes, certaines unités réalisent leurs propres activités de communication. La rétro-information n'est pas systématique.</p>	<p>Mesurer l'efficacité des activités de communication et la satisfaction de la clientèle. Développer des outils des rétro-informations plus systématiques.</p>	<p>Demande, efficacité et efficacité des activités, résultats, satisfaction de la clientèle.</p>	1,7 M\$	0,5	1988-04 - 1989-08
SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL						
<p>Indicateurs de gestion du Service aérien gouvernemental.</p>	<p>Le système actuel de cueillette et d'analyse de données ne permet pas de répondre adéquatement aux besoins internes et externes d'information de gestion.</p>	<p>Améliorer le système d'information actuel et se doter d'indicateurs de gestion.</p>	<p>Demande, efficacité, efficacité et qualité des services.</p>	20,8 M\$	1,5	1989-01 - 1989-09

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION DES DIRECTIONS DU BUREAU DU SOUS-MINISTRE
1989-90

PAGE 2 de 2

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	ASPECTS ÉVALUÉS	BUDGET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
					Ress. hum. (Pers.-année)	Échéancier
<p>DIRECTION DE LA RECHERCHE</p> <p>Le volet R & D de l'entente auxiliaire sur le développement des transports.</p>	<p>Bilan de l'activité pour orientation et gestion future.</p>	<p>Évaluer les coûts et le rendement du programme.</p>	<p>Degré d'effcience et d'économie.</p> <p>Résultats obtenus.</p> <p>Impacts directs et indirects sur le milieu.</p>	<p>4,7 M\$</p>	<p>0,8</p>	<p>1989-04 - 1990-05</p>

2.6 SERVICE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES (S.E.P.)

Le S.E.P. propose de réaliser cinq (5) nouveaux projets d'évaluation en 1989-90 portant exclusivement sur le développement d'indicateurs de programmes. Il complètera également deux (2) projets inscrits au plan 1988-89, soit le sondage sur le niveau de satisfaction des usagers du réseau routier et l'évaluation sur l'intégration des activités d'arpentage. Dans le cadre de son rôle de soutien et de promoteur de l'évaluation au sein du Ministère, le service collaborera également à la planification et la réalisation d'études présentées par les autres directions.

Les cinq (5) projets d'indicateurs de programme découlent de la nécessité de mettre à jour et de développer, les indicateurs de programme du premier recueil, notamment dans les secteurs du transport scolaire, transport adapté, transport en commun, transport maritime et le réseau routier et de la nécessité de couvrir tous les programmes du Ministère. A cet égard, des projets d'indicateurs seront entrepris dans les secteurs du transport aérien gouvernemental, des aéroports exploités par le Ministère et dans les activités de la gestion interne et soutien. Dans le cadre d'un projet spécifique sur les résultats et les productions du réseau routier, le S.E.P. travaillera avec d'autres services et directions afin d'améliorer la qualité et la disponibilité des données actuelles de façon à ce qu'elles répondent plus adéquatement aux besoins d'information stratégique du Ministère. Mentionnons que les aspects privilégiés dans les projets d'indicateurs sont la demande, l'efficacité, l'efficacités, la sécurité et la qualité de nos interventions.

Rappelons que le projet de sondage sur le niveau de satisfaction des usagers du réseau routier vise à connaître le degré de satisfaction des usagers et à améliorer la qualité des services offerts alors que le projet sur l'intégration des activités d'arpentage vise à évaluer la faisabilité d'une plus grande intégration des activités d'arpentage.

En plus de ces projets d'évaluation, le S.E.P. consacrera des ressources au développement et à la vulgarisation d'outils d'évaluation pour les besoins des gestionnaires et évaluateurs du Ministère.

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION DU SERVICE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES
1989-90

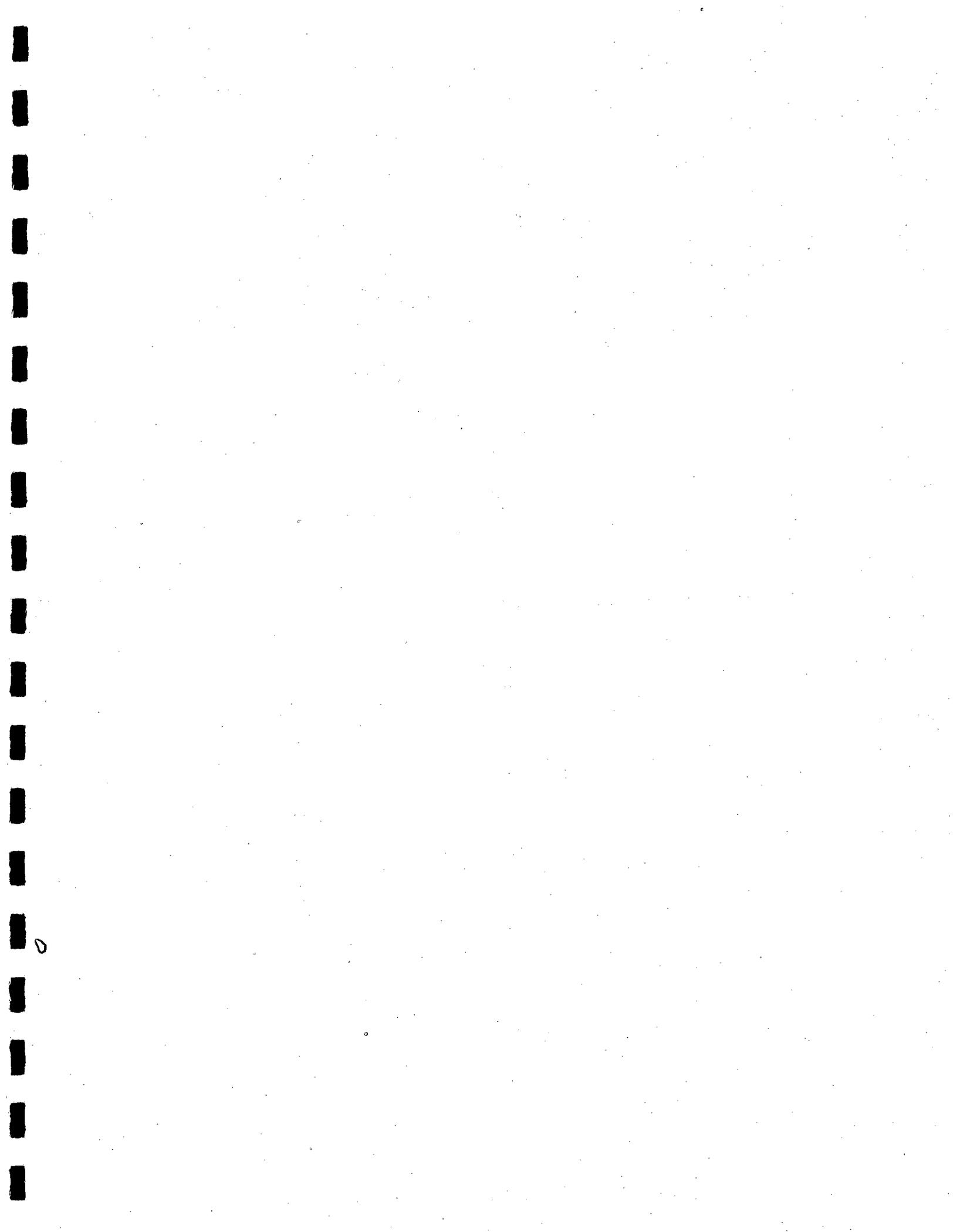
PAGE 1 de 2

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	ASPECTS ÉVALUÉS	BUDGET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
					Ress. hum. (Pers.-année)	Échéancier
1- Sondage sur le niveau de satisfaction des usagers du réseau routier. (Projet poursuivi plan 1988-89)	L'information actuelle sur la satisfaction de la clientèle et de ses attentes est incomplète.	Connaître le degré de satisfaction des usagers et améliorer la qualité des services offerts.	Satisfaction de la clientèle.		1,8	1988-09 - 1989-12
2- Intégration des activités d'arpentage (Projet poursuivi plan 1988-89)	Chevauchement des activités et possibilités d'intégration plus poussée.	Évaluer la faisabilité d'une plus grande intégration des activités d'arpentage.	Efficiency et économie de l'organisation du travail et des procédés reliés à ces activités.		0,25	1988-06 - 1989-06
3- Deuxième recueil d'indicateurs de programmes.	Mise à jour des indicateurs du 1er recueil et développement d'indicateurs de qualité et de sécurité.	Fournir une information additionnelle sur la performance des différents programmes. Favoriser le développement de l'évaluation au Ministère.	Demande. Efficience. Efficacité. Qualité du service et sécurité.		0,5	1989-04 - 1990-03
4- Indicateurs de programme dans le secteur du transport aérien gouvernemental (SAG).	Nécessité de développer des indicateurs de programme pour ce secteur.	Fournir une information additionnelle sur la performance du Service aérien gouvernemental. Favoriser le développement de l'évaluation au Ministère.	Demande. Efficience. Efficacité. Qualité du service et sécurité.		0,3	1989-04 - 1990-03

**PLAN INTERNE D'ÉVALUATION DU SERVICE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES
1989-90**

PAGE 2 de 2

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	ASPECTS ÉVALUÉS	BUDGET DU SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
					Ress. hum. (Pers.-année)	Échéancier
5- Indicateurs de programme dans le secteur du transport aérien (aéroports).	Nécessité de développer des indicateurs de programme dans le secteur du transport aérien.	Fournir une information additionnelle objective sur la performance du transport aérien (aéroports). Favoriser le développement de l'évaluation au Ministère.	Demande. Efficience. Efficacité.		0,5	1989-04 - 1990-03
6- Indicateurs de programmes du réseau routier.	La qualité et la disponibilité des données actuelles ne répondent pas aux besoins d'information stratégique dans le Ministère.	Dresser un portrait fiable des programmes du réseau routier et faciliter le développement de l'évaluation.	Les aspects priorisés sont les productions réalisées dans le réseau routier. La satisfaction de la clientèle sera traitée par le sondage sur le réseau routier.		2,0	1989-04 - 1990-03
7- Indicateurs de programme portant sur les activités de gestion interne et soutien.	Nécessité de développer des indicateurs dans ce secteur.	Fournir une information additionnelle objective sur la performance des programmes de la DGAGF. Favoriser le développement de l'évaluation au Ministère.	Demande. Efficience. Efficacité. Ressources utilisées. Qualité de service.		0,5	1989-04 - 1990-03



3- BILAN D'ENSEMBLE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN 1988-89

3- BILAN D'ENSEMBLE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN 1988-89

Au cours du mois de décembre 1988, le Service de l'évaluation des programmes (SEP) a effectué, auprès des interlocuteurs des différentes directions et services du Ministère, un deuxième suivi des travaux d'évaluation inscrits au plan ministériel 1988-89.

Le suivi concerne 38 projets, soit les 37 projets inscrits au plan 1988-89 et un projet portant sur l'évaluation du plan de rachat des permis de taxi qui s'est ajouté en cours d'année.

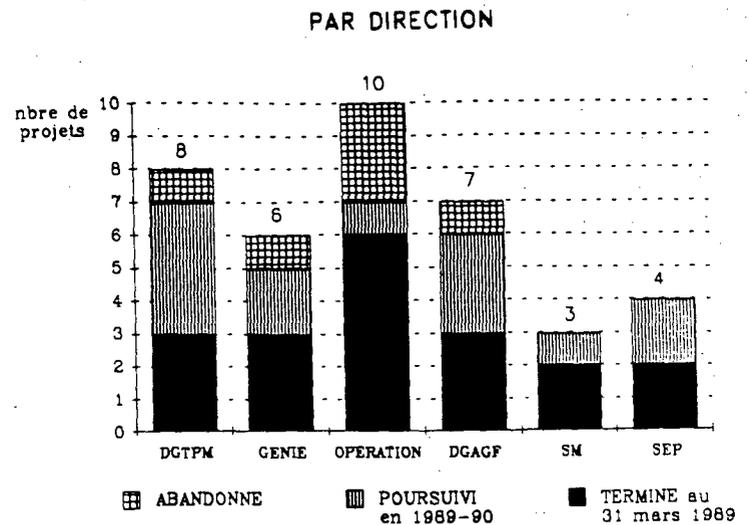
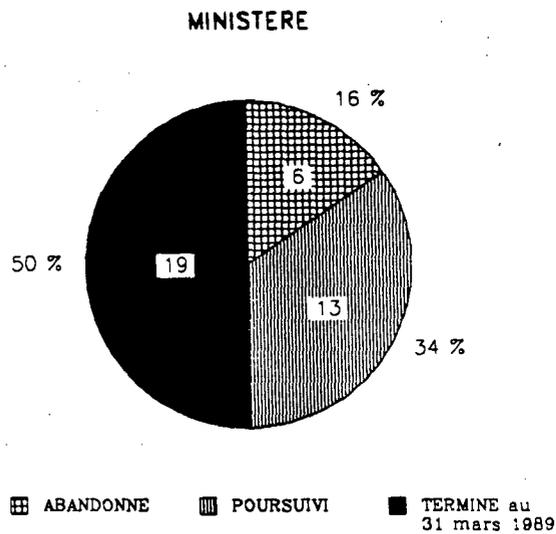
Sur un total de 38 projets, douze (12) projets sont terminés, sept (7) le seront avant avril 1989 et onze (11) projets se poursuivront en 1989-90. Deux (2) n'ont pu être initiés et ont été reportés au plan 1989-90, alors que cinq (5) projets ont été abandonnés et un (1) est en suspens.

ÉTAT DE RÉALISATION DU PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION 1988-89

	<u>Projets inscrits</u>	<u>Projets terminés au 31 mars 1989*</u>	<u>Projets poursuivis</u>	<u>Projets reportés</u>	<u>Projets abandonnés</u>	<u>Projet en suspens</u>
DGTPM	8	3	4			1
Génie	6	3	2		1	
Opérations	10	6	1		3	
DGAGF	7	3	1	2	1	
Sous-ministre	3	2	1			
Serv. éval. prog.	<u>4</u>	<u>2</u>	<u>2</u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	38	19	11	2	5	1

* 12 projets terminés au 1er janvier 1989.

Suivi du plan ministériel d'évaluation 1988-89



i) Projets terminés

Les douze (12) projets terminés en date du suivi, ont nécessité en moyenne, 0,6 personne-année à leur réalisation. Peu de modifications ont été apportées au contenu initial, si ce n'est de quelques ajustements de réalisation, notamment un allongement de quelques mois de la durée prévue de l'étude. Certains des aspects proposés dans les projets initiaux n'ont pas été complètement traités, mais le seront éventuellement hors de l'étude d'évaluation.

Cinq (5) projets portaient sur l'examen de la performance du programme. L'étude sur l'évaluation de la masse salariale dans le transport adapté a permis de décrire les tâches et responsabilités des répartiteurs-administrateurs et des chauffeurs et de dresser leur profil socio-économique. Cela devrait permettre une meilleure adéquation entre leurs tâches et leurs salaires. L'évaluation du plan de rachat des permis de taxi a permis de constater une amélioration de la rentabilité des services de transport par taxi à Montréal. On conclut que les principaux objectifs du programme de rachat ont été atteints et on propose dans le rapport des modifications aux modalités de financement de même que le développement de

nouveaux créneaux. L'étude sur le programme de réhabilitation des chaussées en ciment a permis d'élaborer un système de pondération pour prioriser les interventions et de mettre de l'avant une nouvelle méthode d'évaluation de la qualité de ce type de route. L'évaluation des activités de signalisation aérienne sur routes a identifié les correctifs à apporter à la planification des objectifs du programme et à la cueillette des données en vue d'en mesurer l'efficacité et l'efficience. Le dernier projet de cette catégorie, soit l'évaluation du programme d'aide à la recherche-développement en transport propose de limiter le nombre de personnes faisant partie des comités de suivi, d'améliorer le système d'information de gestion et de développer des indicateurs de performance.

Cinq (5) autres projets terminés portaient sur l'amélioration de l'exécution et du contrôle du programme. L'étude de la Direction générale du génie sur les activités reliées à la gestion des ponts a amené une intégration des ressources de la DGG et de la DGO consacrées à ces activités. Dans le cadre de l'étude du système de suivi et de coordination des activités de préparation des projets interrégionaux de construction routière, des actions ont été identifiées afin de permettre un meilleur suivi et une coordination plus efficace des projets. L'étude sur les avenants au contrat a permis d'alléger la procédure actuelle. Dorénavant, les directeurs régionaux auront la responsabilité de la signature des avenants. Le rapport sur le programme d'inspection et d'entretien des structures de juridictions partagées recommande que le MTQ prenne la responsabilité de l'entretien de ses structures. Dans la dernière étude terminée de cette catégorie, soit celle de l'évaluation de la fonction suivi budgétaire, l'on souligne l'importance d'obtenir des prévisions de dépenses annuelles afin d'améliorer le suivi budgétaire.

Les deux (2) derniers projets terminés ont trait au développement d'indicateurs de gestion sur les activités du contrôle routier et à

la production du premier recueil d'indicateurs de programmes du Ministère. Dans le premier cas, l'on procède actuellement à la mise en place d'un système d'information pour supporter les indicateurs. Dans le deuxième cas, un premier recueil d'indicateurs a été produit en janvier 1989. Celui-ci contient 75 indicateurs relatifs à cinq (5) programmes d'intervention, soit le transport urbain, le transport scolaire, le transport adapté, le transport maritime et le réseau routier.

ii) Projets qui seront terminés avant avril 1989

Sept (7) autres études devraient se terminer avant avril 1989. Mentionnons entre autres, l'évaluation du programme de marquage longitudinal sur chaussées, l'évaluation des activités reliées aux enrobés bitumineux, l'évaluation du plan de libération pour études avec traitement dans le cadre du programme d'égalité en emploi pour les femmes, l'évaluation de la messagerie urgente et l'évaluation des interventions du Ministère dans l'exploitation des aéroports.

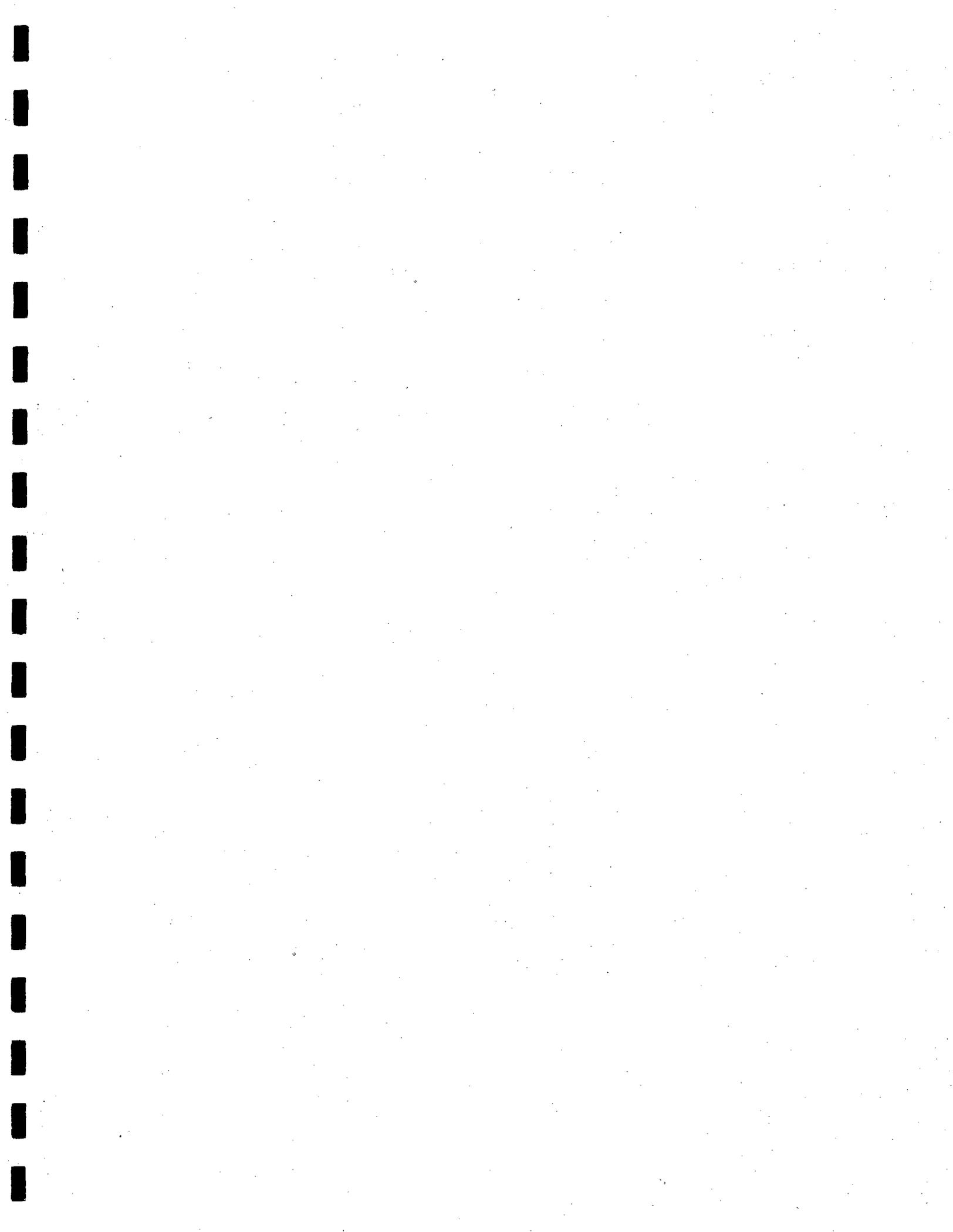
iii) Projets poursuivis en 1989-90

Les onze (11) projets qui se poursuivront au plan 1989-90 se répartissent parmi toutes les directions générales et les directions du sous-ministre. Cinq (5) de ces projets devraient être complétés avant juillet 1989, les six (6) autres devraient l'être avant avril 1990. Certaines de ces études se poursuivent tel qu'il avait été prévu au plan initial, alors que d'autres ont dû être prolongés de quelques mois.

La DGAGF n'a pu initier deux (2) de ses projets et a dû les reporter en 1989-90. Le premier, portant sur la politique de gestion des cadres supérieurs a dû être reporté étant donné l'évolution du contexte entourant cette activité. Le deuxième, portant sur l'exploitation des systèmes opérationnels n'a pu être initié, dû à un manque de ressources financières.

iv) Projets abandonnés ou en suspens

Cinq (5) projets ont été abandonnés en cours d'année, dont trois (3) à la suite de la réorganisation administrative et à la non-disponibilité d'effectifs à la Direction de l'entretien, soit l'évaluation du programme de drainage des routes, l'évaluation des inventaires de pièces pour réparation des équipements dans les ateliers mécaniques du Ministère et l'évaluation du programme d'entretien d'hiver du réseau routier à l'aide d'abrasifs. La Direction générale du génie, n'ayant pas formé le groupe de travail nécessaire à l'évaluation des activités reliées à l'exploitation, la rénovation et l'entretien de l'éclairage d'éléments routiers, le projet n'a pu être réalisé. La mise en place d'indicateurs de programme à la Direction du contrôle budgétaire a été abandonnée suite à des mouvements de personnel. Enfin, l'élaboration d'un cadre d'évaluation pour le programme de subvention à la productivité dans le transport en commun n'a pu être réalisé étant donné que les modalités du programme ne sont pas encore précisées. Le projet est en suspens.



4- BILAN DES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN 1988-89
PAR DIRECTION GÉNÉRALE

4.1 DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES (DGTPM)

Le plan interne d'évaluation 1988-89 de la DGTPM comprenait sept (7) projets d'évaluation. Toutefois, une étude d'évaluation "Évaluation du plan de rachat de permis de taxi dans l'agglomération de Montréal" non prévue à cette programmation a été réalisée en 1988-89 et sera considérée dans le suivi des projets d'évaluation de la direction.

Des huit (8) projets du plan 1988-89, trois (3) sont terminés, quatre (4) se poursuivront au cours du prochain exercice et un (1) projet est en suspens.

<u>Nombre de projets inscrits</u>	<u>Projets terminés au 31 mars 1989</u>	<u>Projets poursuivis en 1989-90</u>	<u>Projet en suspens</u>
8	3	4	1

Les trois études terminées ont porté sur l'analyse des activités et de la masse salariale des chauffeurs et répartiteurs-administrateurs des services de transport adapté, sur l'évaluation du plan de rachat de permis de taxi dans l'agglomération de Montréal (ajout) et finalement sur la mise en place d'indicateurs de gestion sur les activités du contrôle routier. L'étude dans le transport adapté a permis de mieux connaître les tâches et les responsabilités des répartiteurs-administrateurs et des chauffeurs des services opérant en régie ou à contrat sans répartition. On a également brossé le profil socio-économique du répartiteur-administrateur. Pour faire suite à ce rapport, la Direction du personnel a réalisé une classification d'emploi pour les salariés du secteur. Globalement, l'étude conclut à l'importance de mieux connaître l'ensemble des activités du répartiteur-administrateur et son environnement pour une meilleure adéquation de sa rémunération et propose une série de recommandations en ce sens.

La seconde étude concernant l'évaluation du plan de rachat de taxi (MTL) a permis de constater, entre autres, une plus grande productivité et rentabilité du secteur, et ce avec une qualité de service à la clientèle (temps d'attente) qui s'est maintenue. On mentionne également que l'âge du parc de véhicules est en voie de régénération. L'étude conclut que le plan de rachat des permis de taxi dans l'agglomération de Montréal a atteint ses principaux objectifs. On propose une modification aux modalités de financement (droit annuel 1 000 \$ à 500 \$) et le développement de nouveaux créneaux dans le marché (transport à contrat, livraison de colis...).

La Direction du transport routier des marchandises a identifié les indicateurs de gestion pour ses activités de contrôle routier et est à mettre en place un système d'information pour les supporter.

Quatre (4) autres études inscrites au plan 1988-89 se poursuivront en 1989-90. L'étude sur les services hors-territoires devrait être terminée en avril prochain. Rappelons que l'objectif de l'étude est de connaître l'ampleur et le coût des services hors-territoires et de dégager des orientations en vue d'élaborer une politique de fonctionnement des services hors-territoires. Celle portant sur l'admissibilité de la clientèle du transport adapté est prévue être terminée pour juin prochain. De même, un cadre d'évaluation (indicateurs) pour le programme de subvention à l'exploitation (OPT) devrait être élaboré au cours des prochains mois. Enfin le service du développement des réseaux poursuivra en 1989-90 son évaluation des activités liées au développement du programme de transport adapté. Cette étude devrait être terminée en juin prochain. Mentionnons que ce projet a subi des modifications en cours d'année. En effet, certains aspects à traiter, comme l'admissibilité de la clientèle, le service hors-territoire, de même que certaines modalités du programme seront examinés par le Service de la réglementation et de l'évaluation.

Mentionnons pour terminer que l'élaboration d'un cadre d'évaluation pour le nouveau programme de subvention à la productivité (OPT) est remise sine die étant donné que les modalités du programme ne sont pas encore précisées.

SUIVI DU PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION 1988-89
DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

PAGE 1 de 2

SECTEUR D'INTERVENTION TITRE DE L'ÉTUDE	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCE	COMMENTAIRES
DIRECTION DES PROGRAMMES D'AIDE AU TRANSPORT TERRESTRE DES PERSONNES				
TRANSPORT ADAPTÉ				
1) Admissibilité de la clientèle.	Adéquation entre la formulation de la politique et son interprétation, mesure des effets de la politique.	En cours.	1989-06	Cette étude se poursuit dans le plan 1989-90.
2) Service hors-territoire	Connaître l'ampleur et les coûts de ces services et dégager les orientations d'une politique de fonctionnement.	En cours.	1989-04	Cette étude se poursuit dans le plan 1989-90.
3) Masse salariale.	Dégager les constantes et y associer les coûts.	Terminé.	1988-10	Un rapport a été produit. Un profil socio-économique a été réalisé pour les répartiteurs-administrateurs et pour les chauffeurs. Une étude complémentaire sur la classification de ses emplois a été réalisée par la Direction du personnel.
6) Activités liées au développement du programme.	Améliorer la productivité des activités liées à la planification, au développement et à l'évaluation des services.	En cours.	1989-05	La portée de l'étude a été réduite. L'admissibilité de la clientèle et les services hors-territoires seront traités par le Service de la réglementation et de l'évaluation.
TRANSPORT EN COMMUN				
4) Subvention à l'exploitation.	Prévoir les données relatives à l'évaluation et à l'information de gestion.	En cours.	1989	L'établissement du cadre d'évaluation se poursuivra en 1989.
5) Subvention à la productivité.	Prévoir les données pertinentes à l'évaluation.	En suspens		Les modalités du programme ne sont pas encore précisées.

SUIVI DU PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION 1988-89
DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

PAGE 2 de 2

SECTEUR D'INTERVENTION TITRE DE L'ÉTUDE	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCE	COMMENTAIRES
<p>AUTRE</p> <p>8) Évaluation du plan de rachat des permis de taxis (MTL).</p>	<p>Analyser l'impact du plan de rachat des permis de taxis.</p>	<p>Terminé.</p>	<p>1988-10</p>	<p>Cette étude a été ajoutée dans l'année. Cette évaluation a permis de constater une amélioration de la rentabilité et de la qualité du service de transport par taxi à Montréal et propose une modification aux modalités de financement de même que le développement de nouveaux créneaux.</p>
<p>DIRECTION DU TRANSPORT ROUTIER DES MARCHANDISES</p> <p>7) Indicateur de gestion sur les activités du contrôle routier.</p>	<p>Fournir un outil d'aide à la gestion.</p>	<p>Terminé.</p>	<p>1988-09</p>	<p>Les indicateurs sont identifiés. L'on procède à la mise en place d'un système d'information pour supporter ces indicateurs. L'information sera saisie et validée par la suite.</p>

4.2 DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE (DGG)

Parmi les six (6) projets inscrits par la Direction générale du génie dans le cadre du plan 1988-89, deux (2) projets sont terminés, un (1) le sera d'ici la fin mars 1989, deux (2) projets se poursuivront en 1989-90. Un dernier n'a pu être initié et sera remplacé par un nouveau projet en 1989-90.

<u>Nombre de projets inscrits</u>	<u>Projets terminés au 31 mars 1989</u>	<u>Projets poursuivis en 1989-90</u>	<u>Projet abandonné</u>
6	3	2	1

Deux (2) projets sont terminés, soit celui de la Direction des structures ayant trait à l'évaluation des activités reliées à la gestion des ponts et celui du Service de la planification routière portant sur le système de suivi et de coordination des activités de préparation des projets interrégionaux de construction routière. A la suite du dépôt de l'étude préliminaire sur la gestion des ponts (mars 1987) et de consultations auprès des intervenants, il a été convenu de ne pas réaliser l'étude d'évaluation et de procéder à l'intégration des ressources des directions. A cet effet, un accord sur le transfert des responsabilités et des effectifs affectés aux activités de l'entretien des structures a été conclu entre les deux directions générales (DGG, DGO). Dorénavant, la Direction des structures assumera l'entière responsabilité des activités centralisées dans ce secteur. La responsabilité des directions régionales demeure en ce qui concerne la gestion des programmes d'entretien et de construction des structures. L'objectif d'une meilleure intégration des ressources est atteint, étant donné que celles-ci sont intégrées depuis le 31 octobre 1988. L'impact de ces actions sur la performance de ce secteur d'activités fera l'objet d'un suivi et pourra être évalué au cours des prochaines années.

L'étude du Service de la planification routière a identifié les actions à prendre afin de permettre un suivi et une coordination plus efficace dans la préparation des projets (conception d'un diagramme) et pour rendre disponible une information de qualité. Deux rapports ont été produits et un plan de mise en place des actions est en voie d'implantation. Le service entend évaluer le degré de satisfaction des usagers par rapport aux nouveaux services offerts lorsque le plan de mise en oeuvre sera complété.

Mentionnons que le rapport d'évaluation de la Direction des acquisitions portant sur le programme de subventions accordées aux municipalités pour certains frais reliés à l'acquisition de terrains, prévu initialement pour octobre 1988, devrait être disponible en mars prochain.

La DGG entend poursuivre en 1989-90 la réalisation de deux projets inscrits au plan 1988-89. Le premier a trait à la mise en place d'un système d'indicateurs de productivité au Service de l'arpentage foncier visant à mesurer la performance des divisions territoriales et de l'entreprise privée. L'étude se poursuit tel que prévu à la programmation et devrait être disponible en avril 1990. Le second projet de la Direction des sols et chaussées concerne l'élaboration d'une politique sur la fourniture des matériaux (granulats) pour les projets routiers. Initialement prévu pour mars 1989, le calendrier de réalisation a été allongé et le rapport est attendu pour février 1990.

Finalement, le groupe de travail proposé pour réaliser l'évaluation des activités reliées à l'exploitation, la rénovation et l'entretien de l'éclairage d'éléments routiers n'a pu être formé et le projet a été reporté sine die. Toutefois, le Service de la mécanique et de l'électricité propose de réaliser une étude dans le même secteur d'activités en 1989-90 (voir plan DGG, 1989-90).

SUIVI DU PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION 1988-89
DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE

PAGE 1 de 1

SECTEUR D'INTERVENTION TITRE DE L'ÉTUDE	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCE	COMMENTAIRES
DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE				
1- Activités reliées à l'exploitation, la rénovation et l'entretien de l'éclairage d'éléments routiers.	Mieux préciser les causes d'augmentation des coûts et définir les besoins en système d'éclairage routier.	Abandonné.		Le groupe de travail pour cette étude n'a pas été formé. Une nouvelle étude dans le même secteur a été proposée en 1989-90.
2- Activités reliés à la gestion des ponts: conception, construction, surveillance, expertise, entretien et inspection.	Proposer une organisation pour rationaliser les interventions et améliorer l'expertise. Assurer une meilleure rétro-information.	Terminé.	1988-10	Suite au dépôt de l'étude préliminaire, il a été décidé de procéder à l'intégration des ressources. Dorénavant, la Direction des structures assumera l'entière responsabilité des activités centralisées dans ce secteur.
3- Politique sur la fourniture des matériaux (sable, gravier, pierre) dans les projets routiers.	Élaborer une politique sur la fourniture de matériaux pour les projets routiers (entretien et construction).	En cours.	1990-02	L'échéance est reportée d'un an.
4- Programme de support technique aux municipalités (élargissement des chemins municipaux).	Évaluer l'impact du programme sur les coûts globaux et les délais d'acquisition des terrains nécessaires. Examiner les difficultés d'application.	En cours.	1989-02	L'échéance est reportée de quatre mois.
5- Système de mesure de la productivité des activités d'arpentage.	Développer une unité de mesure de productivité des divisions territoriales et de l'entreprise privée.	En cours.	1990-04	L'étude se poursuit tel que prévu.
6- Système de suivi et de coordination des activités de préparation des projets interrégionaux de construction routière	Améliorer le système de suivi et de coordination des projets. Connaître le degré de satisfaction des usagers.	Terminé.	1988-09	Le plan de mise en oeuvre est en cours. L'étude a identifié les actions à prendre pour permettre un suivi et une coordination plus efficace des projets et pour rendre disponible une information de qualité. Une rétro-information est prévue quant au degré de satisfaction des usagers par rapport aux changements apportés.

4.3 DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS (DGO)

A la fin janvier 1989, la DGO a terminé quatre (4) des dix (10) projets d'évaluation inscrits au plan 1988-89. Elle en complètera deux (2) autres d'ici la fin mars 1989 et un troisième dans l'année 1989-90. Trois (3) projets ont dû être abandonnés en cours d'année suite à la réorganisation administrative de la Direction de l'entretien et à des changements importants dans la disponibilité du personnel.

	<u>Nombre de projets inscrits</u>	<u>Projets terminés au 31 mars 1989</u>	<u>Projet poursuivi en 1989-90</u>	<u>Projets abandonnés</u>
Direction Entretien	7	4		3
Direction Construction	<u>3</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u> </u>
	10	6	1	3

Les ressources utilisées pour la réalisation du plan d'évaluation de programme 1988-89 par la Direction des opérations s'élèvent à 119 000 \$ et à 2,3 personnes-années et se répartissent à peu près également entre les deux (2) directions.

De façon générale, peu de modifications ont été apportées en cours de réalisation aux projets initiaux.

Direction de l'entretien

Parmi les sept (7) études d'évaluation inscrites au plan d'évaluation 1988-89, trois (3) études sont terminées, soit l'évaluation du programme de réhabilitation des chaussées en ciment, l'évaluation des activités de signalisation aérienne sur routes et l'évaluation du programme d'inspection et d'entretien des structures de juridiction partagée.

L'évaluation du programme de réhabilitation des chaussées en béton de ciment a permis d'élaborer un système de pondération pour prioriser les interventions dans ce domaine. Elle a également permis de mettre en opération une nouvelle méthode d'évaluation de la qualité qui facilitera la mesure de l'efficacité des interventions passées ou futures sur ce type de chaussées.

L'évaluation des activités de fabrication et d'installation de la signalisation aérienne a identifié les principales lacunes du programme et les données à recueillir pour en mesurer adéquatement l'efficacité et l'efficience. Des correctifs devront être apportés à la planification des objectifs de ce programme afin de réduire le pourcentage élevé de projets non planifiés. Il sera également nécessaire de revoir les méthodologies de cueillette des données servant à l'évaluation du programme.

L'évaluation du programme d'inspection et d'entretien des structures de juridiction partagée a montré l'inefficacité de l'administration des directives et des protocoles régissant ce secteur d'activité. Le rapport d'évaluation recommande que le MTQ prenne la responsabilité de l'entretien de ces structures, puisque dans les faits, il subventionne déjà ces travaux via les municipalités.

Bien que le projet sur l'entretien d'hiver du réseau routier à l'aide d'abrasifs ait été abandonné, l'étude préliminaire démontre l'utopie de la recherche d'une recette uniforme optimale pour la préparation d'abrasifs pour l'ensemble de la province et suggère de s'orienter sur la recherche de recettes optimales spécifiques aux divers territoires.

Le projet d'évaluation du programme de drainage des routes a été suspendu sine die après la réalisation de l'étude préliminaire en raison de la non-disponibilité de personnes d'expériences pour mener ce dossier.

L'évaluation des inventaires de pièces a été abandonnée à la suite des mouvements de personnel au sein de la Direction de l'entretien. Elle sera remplacée dans le plan 1989-90 par l'évaluation de la rentabilité des ateliers de réparation et d'entretien des équipements du Ministère, dont la portée est plus large que l'étude abandonnée.

Direction de la construction

Parmi les trois (3) projets inscrits en 1988, le projet sur les avenants au contrat est terminé, alors que ceux portant sur les activités reliées aux enrobés bitumineux et sur la préparation des documents en vue de l'octroi d'un contrat le seront respectivement en mars et en juin 1989.

L'étude du processus de traitement des avenants au contrat a fait ressortir que les difficultés de la procédure actuelle viennent du nombre d'étapes à franchir, de la concentration excessive de la procédure d'approbation et des délais qui s'ensuivent. L'approbation des avenants par les directeurs régionaux, encadrée par un contrôle serré de la qualité devrait dans l'avenir amener une plus grande efficacité dans le traitement de ces documents.

SUIVI DU PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION 1988-89
DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

PAGE 1 de 2

SECTEUR D'INTERVENTION TITRE DE L'ÉTUDE	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCE	COMMENTAIRES
DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS				
DIRECTION DE L'ENTRETIEN				
E-01 Étude sur le drainage des routes.	Évaluer la performance du programme en terme de protection des investissements.	Abandonné.		L'étude préliminaire est terminée. L'étude d'évaluation ne peut être complétée dû à la récente réorganisation administrative de la Direction de l'entretien à la non-disponibilité du personnel.
E-02 Programme de réhabilitation des chaussées en ciment.	Évaluer la performance du programme et proposer un modèle de programmation et de suivi des travaux.	Terminé.	1988-11	Un rapport d'étude a été produit et les objectifs généraux envisagés à l'origine ont été atteints. L'étude a permis d'élaborer un système de pondération pour prioriser les interventions et de mettre en opération une nouvelle méthode d'évaluation de la qualité de ce type de route.
E-03 Évaluation des inventaires de pièces.	Diminuer le niveau des inventaires et déterminer des indicateurs de gestion.	Abandonné.		L'étude a dû être abandonnée dû à des mouvements de personnel dans le Service du matériel. Cette étude a été remplacée dans le plan 1989-90 par l'étude sur la rentabilité des ateliers de réparation du MTQ.
E-04 Programme de marquage longitudinal sur chaussées.	Étudier la rentabilité de cette activité.	En cours.	1989-02	Ce programme fait l'objet d'une évaluation continue. Les conclusions de la première étude serviront à mieux préparer le projet inscrit au plan 1989-90.
E-05 Activités de signalisation aérienne sur routes.	Évaluer la capacité à répondre aux besoins du Ministère.	Terminé.	1988-12	Un rapport d'étude a été produit. Des correctifs devront être apportés à la planification des objectifs du programme et à la cueillette de données en vue d'en mesurer l'efficacité et l'efficience.
E-06 Entretien d'hiver du réseau routier à l'aide d'abrasifs.	Optimaliser les recettes de fabrication et l'utilisation des abrasifs.	Abandonné.		L'étude préliminaire a permis de modifier la portée de l'étude. Au lieu de rechercher une recette optimale uniforme de préparation d'abrasifs pour toute la province, l'étude devrait s'orienter sur la recherche de recettes optimales spécifiques aux divers territoires. Cependant, l'étude a dû être abandonnée, suite à une réorganisation administrative.
E-07 Programme d'Inspection et d'entretien des structures de juridiction partagée.	Proposer un protocole uniforme sur les relations des partenaires, le contrôle des travaux et le partage des responsabilités financières.	Terminé.	1988-11	Un rapport d'étude a été produit. Après avoir montré l'inefficacité de l'administration des directives et des protocoles actuels, le rapport recommande que le MTQ prenne la responsabilité de l'entretien de ses structures.

SUIVI DU PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION 1988-89
DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

PAGE 2 de 2

SECTEUR D'INTERVENTION TITRE DE L'ÉTUDE	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCE	COMMENTAIRES
DIRECTION DE LA CONSTRUCTION				
1- Activités reliées aux enrobés bitumineux.	Définir une structure de fonctionnement plus efficace par une meilleure coordination.	En cours	1989-03	L'échéance a été reportée de janvier à mars 1989.
2- Préparation des documents en vue de l'octroi d'un contrat.	Définir les vérifications à exécuter et par quel palier administratif.	En cours.	1989-06	Ce projet se continue jusqu'en juin 1989.
3- Avenants au contrat.	Déterminer le cheminement optimal et les responsabilités de chacun, réduire les délais et assurer un meilleur contrôle et rétro-information.	Terminé.	1988-09	Un rapport d'analyse a été produit, recommandant une procédure améliorée et allégée de traitement des avenants au contrat. Dorénavant, les directeurs régionaux auront la responsabilité de la signature des avenants et un processus de contrôle de la qualité a été mis en place pour assurer une bonne gestion de l'activité.

4.4 DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION FINANCIÈRE (DGAGF)

En 1988-89, la DGAGF a consacré des ressources à quatre (4) des sept (7) projets d'évaluation inscrits, soit l'évaluation de la fonction suivi budgétaire terminée en octobre 1988, l'évaluation du plan de libération du personnel féminin pour études et l'évaluation du processus de règlements des réclamations-dommages qui seront terminés en mars 1989 et l'évaluation de la négociation des matériaux routiers effectuée par le Service de l'approvisionnement qui se poursuivra jusqu'en octobre 1989.

Deux (2) projets inscrits ont été reportés au plan 1989-90. Le projet portant sur une politique de gestion des cadres supérieurs a été reporté dû à l'évolution du contexte de ce secteur d'activité en 1988 alors que le projet portant sur l'exploitation des systèmes opérationnels n'a pas débuté faute de ressources disponibles. Le projet portant sur la mise en place d'un système d'indicateurs de gestion à la Direction du contrôle budgétaire a été abandonné par manque de ressource humaine.

<u>Nombre de projets inscrits</u>	<u>Projets terminés au 31 mars 1989</u>	<u>Projet poursuivi en 1989-90</u>	<u>Projets reportés en 1989-90</u>	<u>Projet abandonné</u>
7	3	1	2	1

Le projet terminé, soit celui du contrôle du suivi budgétaire, devait permettre de dégager les paramètres devant servir de base à un système intégré de suivi budgétaire. Toutefois, alors qu'il était prévu dans le projet initial de traiter le suivi budgétaire autant au central que dans les unités administratives, seul le suivi budgétaire effectué par la direction du contrôle budgétaire et relatif à la programmation du programme 03 a été abordé. Afin d'améliorer la fonction suivi budgétaire, le rapport souligne l'importance d'obtenir en cours d'année des prévisions de dépenses au

31 mars. A cet effet, il est prévu d'inclure de telles prévisions dans le système 0250 actuellement en développement. Celui-ci devrait être en opération à l'été 1989.

Dans le cadre de l'évaluation du plan de libération du personnel féminin pour étude, 260 formulaires d'inscription sur 400 ont été traités en date du 21 novembre 1988. Quant à l'évaluation du processus de règlements des réclamations-dommages, le service concerné a organisé des sessions d'informations dans les districts afin de mieux compléter les formulaires et de réduire le temps de traitement des dossiers. A l'heure actuelle, des retombées positives se font déjà sentir au central et dans certaines régions. De plus, afin de favoriser le développement d'une attitude préventive des employés affectés et de mieux connaître les causes principales de réclamations, on procède actuellement à un relevé des causes de réclamations. Les résultats de cette cueillette apparaîtront au rapport annuel du service.

Enfin, l'échéancier de l'étude sur la négociation des matériaux routiers a été prolongé jusqu'à octobre 1989. Le Service des approvisionnements a dû reporter après la présente ronde de négociation des matériaux de janvier-février 1989 le projet-pilote prévu dans la région 6-4.

**SUIVI DU PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION 1988-89
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION FINANCIÈRE**

PAGE 1 de 2

SECTEUR D'INTERVENTION TITRE DE L'ÉTUDE	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCE	COMMENTAIRES
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION FINANCIÈRE				
DIRECTION DU PERSONNEL				
1- Politique de gestion des cadres supérieurs.	Mieux gérer les changements organisationnels.	Reporté.	1990-03	L'évolution du contexte de ce secteur d'activité a amené son report au plan 1989-90.
2- Plan de libération du personnel féminin pour études.	Examiner la procédure actuelle et vérifier l'atteinte des objectifs.	En cours.	1990-03	260 formulaires d'inscription sur 400 ont été traités au 21 novembre 1988.
DIRECTION DES SYSTÈMES DE GESTION				
3- Exploitation des systèmes opérationnels.	Mieux contrôler l'exploitation des systèmes et développer des indicateurs de gestion.	Reporté.	1990-02	L'étude a été reportée dû à un manque de ressources.
DIRECTION DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE				
4- Évaluation de la fonction suivi budgétaire.	Dégager les paramètres de base à un système intégré de suivi budgétaire.	Terminé.	1988-10	La portée de l'étude a été limitée au suivi budgétaire effectué par la Direction du contrôle budgétaire pour la programmation du programme 03. Des prévisions de dépenses annuelles seront incluses dans le système informatisé 0250 actuellement en développement.
5- Mise en place d'un système d'indicateurs de programme.	Fournir un outil d'aide à la gestion.	Abandonné.		Le projet a été abandonné dû à un manque de ressources.

SUIVI DU PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION 1988-89
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION FINANCIÈRE

PAGE 2 de 2

SECTEUR D'INTERVENTION TITRE DE L'ÉTUDE	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCE	COMMENTAIRES
DIRECTION DES CONTRATS ET APPROVISIONNEMENT				
6- Négociations des matériaux routiers.	Vérifier la rentabilité administrative et économique d'une décentralisation (globale, partielle, graduelle).	En cours.	1989-10	La réalisation de cette étude en 1988-89 prévoyait l'établissement d'un projet-pilote dans la région 6-4 avant la ronde de négociation de janvier-février 1989. Le projet-pilote n'ayant pu être réalisé à temps, l'étude ne pourra être complétée avant octobre 1989.
7- Processus de règlements des réclamations-dommages.	Accélérer le processus de règlement et réduire les coûts de traitement.	En cours.	1989-03	Les sessions d'information dans les districts commencent à porter fruits. Une analyse des causes des réclamations est en cours.

4.5 DIRECTIONS DU BUREAU DU SOUS-MINISTRE

Le présent suivi concerne les projets d'évaluation des Directions des communications, de la recherche et du secrétariat du Ministère. Le suivi des études du Service de l'évaluation des programmes est présenté à la section suivante.

	<u>Nombre de projets inscrits</u>	<u>Projets terminés au 31 mars 1989</u>	<u>Projet poursuivi en 1989-90</u>
Direction des communications	1		1
Direction de la recherche	1	1	
Secrétariat du Ministère	<u>1</u>	<u>1</u>	<u> </u>
	3	2	1

Le projet de la Direction des communications portant sur l'efficacité des moyens de communication (volet interne) est bien amorcé et le rapport est attendu pour août prochain. Une consultation auprès des clients, par l'envoi de questionnaires, de même qu'une tournée des unités administratives demanderesse sont en cours. Mentionnons que l'activité renseignements-transport ne sera pas examinée alors que l'activité diffusion fera l'objet d'analyse.

Le projet d'évaluation du programme d'aide à la recherche-développement en transport a donné lieu à un premier rapport actuellement soumis pour commentaires. Le rapport qui devrait être disponible à la fin février propose de limiter le nombre de personnes faisant partie de comités de suivi, d'améliorer le système d'information et de développer des indicateurs de performance.

Finalement, l'étude du secrétariat visant à réorganiser le secteur de la messagerie urgente et spéciale à l'édifice Place Hauteville devrait être terminée au cours des prochaines semaines.

SUIVI DU PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION 1988-89
DIRECTIONS DU BUREAU DU SOUS-MINISTRE

PAGE 1 de 1

SECTEUR D'INTERVENTION TITRE DE L'ÉTUDE	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCE	COMMENTAIRES
BUREAU DU SOUS-MINISTRE				
DIRECTION DES COMMUNICATIONS				
1- Activités de communication (volet interne).	Mesurer l'efficacité des activités de communications et la satisfaction de la clientèle. Développer des outils des rétro-informations plus systématiques.	En cours.	1989-08	L'échéancier est reporté de cinq mois. L'activité Renseignements-Transports a été retranchée alors que l'activité Diffusion a été ajoutée.
DIRECTION DE LA RECHERCHE				
2- Programme d'aide à la recherche-développement en transport.	Apporter, s'il y a lieu, des modifications au type d'intervention et dégager les informations nécessaires au développement d'indicateurs pour la prise de décision.	Terminé.	1989-01	Le rapport a été soumis pour commentaires. Une version finale devrait être disponible à la fin de février. Le rapport propose de limiter le nombre de personnes faisant partie de comités de suivi, d'améliorer le système d'information et de développer des indicateurs de performance.
SECRETARIAT				
3- Messagerie urgente.	Réorganiser ce secteur d'activité pour un meilleur service à la clientèle.	En cours.	1989-01	L'échéancier est reporté de huit mois.

4.6 SERVICE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES

Le bilan des activités d'évaluation du Service de l'évaluation des programmes fera l'objet de deux parties distinctes, soit le suivi des mandats d'évaluation inscrits au plan ministériel d'évaluation 1988-89 et les autres activités d'évaluation et d'analyse réalisées par le service en 1988-89.

1) MANDATS D'ÉVALUATION 1988-89

Le Service de l'évaluation des programmes a consacré des ressources aux quatre mandats d'évaluation proposés au plan 1988-89.

<u>Nombre de projets inscrits</u>	<u>Projets terminés au 31 mars 1989</u>	<u>Projets poursuivis en 1989-90</u>
4	2	2

a) Indicateurs de programme

Conformément au mandat confié au service dans le cadre de la politique ministérielle d'évaluation de programme, celui-ci a produit en janvier dernier un premier recueil d'indicateurs de programmes. Rappelons que ces indicateurs ont pour objet de fournir aux autorités du Ministère un ensemble d'information à caractère avant tout stratégique portant sur la performance des programmes et visant à faciliter la planification et la prise de décision.

Le recueil présente quelques 75 indicateurs relatifs à cinq programmes d'intervention du Ministère, soit le transport urbain, le transport scolaire, le transport adapté, le transport maritime de même que le réseau routier. Les indicateurs retenus visent surtout à décrire des évolutions jugées significatives de certains grands paramètres particuliers à chacun des programmes.

L'information est présentée sous forme d'un ensemble de fiches faisant état pour chacun de programmes du niveau et de l'évolution des indicateurs choisis. Chaque fiche contient un commentaire qui présente les faits saillants dégagés d'un premier examen de l'information de même qu'un tableau et une représentation graphique des indicateurs.

On notera que le document est perfectible. En effet, les indicateurs présentés ne couvrent pas tous les secteurs particuliers à chacun des programmes de même que l'ensemble du champ dévolu à l'évaluation des programmes. On pourra également questionner la représentativité de certains indicateurs comme mesure de la performance du programme. Malgré leurs limites, les indicateurs proposés constituent un premier pas pour doter les autorités du Ministère d'un outil de gestion visant à refléter la performance d'ensemble des programmes. Le Service de l'évaluation des programmes entend consacrer les ressources requises afin d'augmenter graduellement la qualité de l'outil. Dans ce sens, cinq (5) projets d'indicateurs de programme sont identifiés dans la plan 1989-90.

b) Évaluation des interventions du Ministère dans l'exploitation des aéroports provinciaux

Cette étude a pour objet d'examiner le rôle et les interventions du Ministère dans l'exploitation des aéroports provinciaux de même que leurs modes d'exploitation et de proposer des orientations ministérielles en matière de gestion des aéroports provinciaux. L'analyse des différentes activités est complétée à 80 % et le rapport d'étude devrait être disponible en mars prochain. L'échéancier prévu initialement a dû être allongé étant donné que la participation du Service du transport aérien a été moindre que prévue.

c) Évaluation des activités d'arpentage

Cette étude vise à évaluer la faisabilité d'une plus grande intégration des activités d'arpentage au Ministère. La portée de l'étude a été modifiée à la suite de la mise sur pied d'un groupe de travail de la Direction générale du génie chargé d'examiner les activités d'arpentage réalisées à l'intérieur de leur direction. L'étude se limitera à l'analyse des activités d'arpentage réalisées par le Service de l'arpentage foncier et par les régions et districts du Ministère. Une cueillette de données auprès des entités administratives réalisant des activités d'arpentage a été réalisée cet automne (Service de l'arpentage foncier, Services des projets, Districts). L'information demandée portait sur les ressources humaines et financières consacrées à la préparation et à la surveillance de projets selon certains types d'activités, de même que sur les productions réalisées. Le groupe de travail a examiné de façon détaillée le processus opérationnel en arpentage au Ministère et poursuit actuellement une analyse des échanges de services (client-fournisseur) au niveau de chaque type d'activité. Cette analyse devrait permettre d'élaborer différents scénarios d'intégration selon certains types d'activités et ce en tenant compte de la satisfaction des besoins des demandeurs de service, de la qualité du produit, de la technologie. Le rapport est prévu pour juin prochain.

d) Sondage sur la satisfaction des usagers du réseau routier

A la suite de délais plus longs que prévus dans le processus de sélection d'une firme chargée de réaliser l'enquête, la cueillette d'information prévue initialement à l'automne 1988 et au printemps 1989 a été reportée de six mois et sera effectuée au printemps 1989 et à l'automne 1989. Une première version du questionnaire préparée par la firme est actuellement analysée par le comité responsable du sondage.

Celui-ci devrait contenir une quarantaine de questions développées autour de cinq grands thèmes soit, sécurité et confort du réseau, entretien d'hiver, circulation en milieu urbain, aménagement et priorité en matière d'amélioration du réseau. Chaque cueillette sera stratifiée selon les régions administratives du Ministère et réalisée par la poste auprès des détenteurs de permis de conduire. Les résultats de la première cueillette devraient être disponibles en août prochain et ceux de la deuxième en janvier 1990.

2) AUTRES ACTIVITÉS D'ÉVALUATION ET D'ANALYSE

Parallèlement à ses activités de préparation et de suivi du plan ministériel d'évaluation, le Service de l'évaluation des programmes a consacré des ressources à la promotion et au développement de l'évaluation de programme au Ministère. Il a produit et transmis à plusieurs responsables de projet d'évaluation des documents de support à l'évaluation de programme. Il a également fourni aux gestionnaires qui en ont fait la demande, le soutien technique nécessaire afin de faciliter la planification et la réalisation de leurs travaux d'évaluation.

Les documents de support à l'évaluation préparés par le service se veulent des documents de référence mis à la disposition des gestionnaires et des évaluateurs du Ministère pour faciliter la réalisation de leurs études d'évaluation et la mise en place d'indicateurs de performance. Les documents abordent de façon narrative et schématique les différents aspects liés à l'évaluation de programme. Le Service de l'évaluation entend en bonifier graduellement le contenu en développant de nouveaux outils de mieux en mieux adaptés aux besoins des gestionnaires et des évaluateurs.

Les activités de soutien faites directement auprès des gestionnaires se regroupent sous trois (3) principales fonctions.

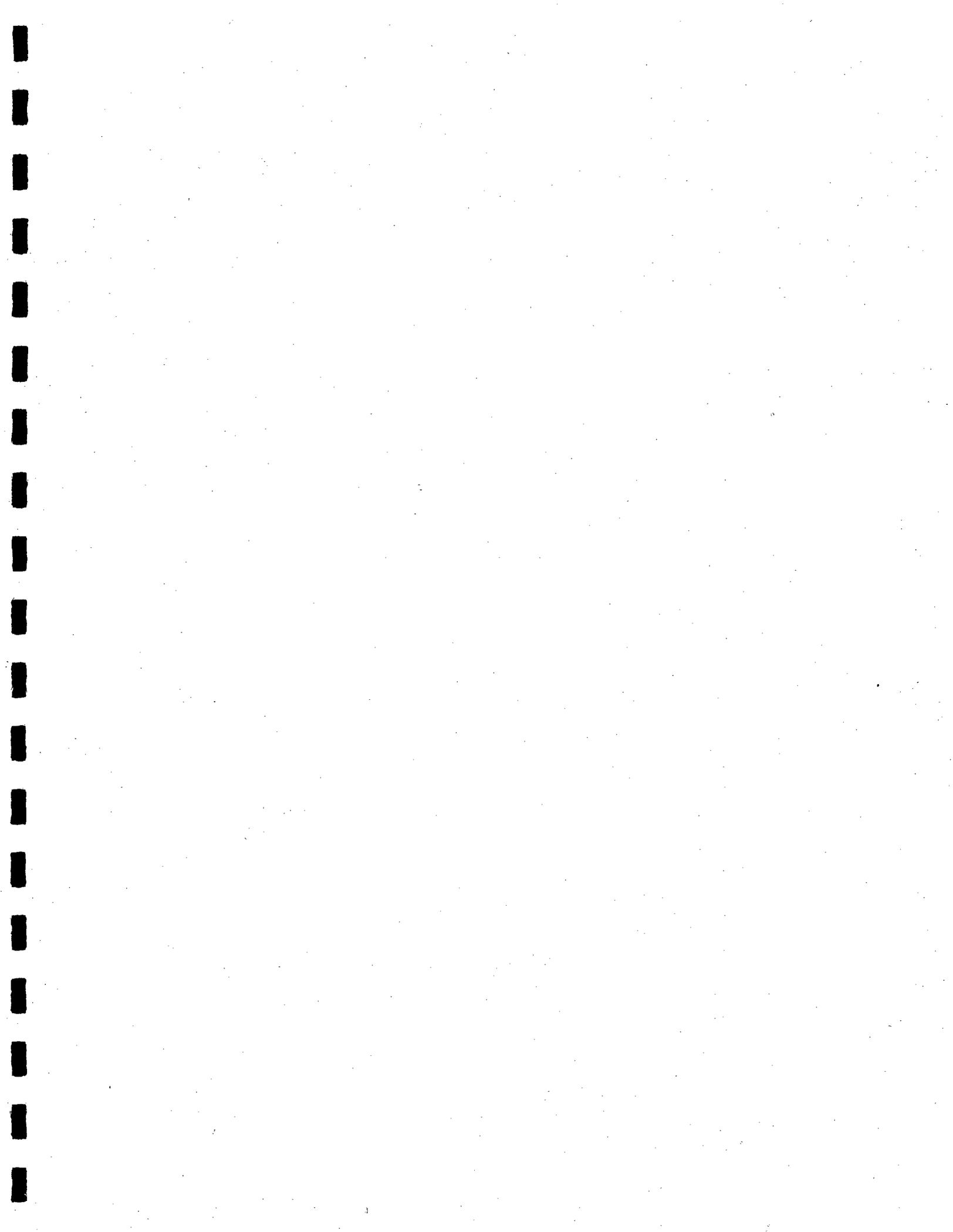
Premièrement, le Service de l'évaluation a répondu à des demandes d'information sur les aspects méthodologiques de l'évaluation de programme, notamment à la Direction générale de l'administration et de la gestion financière, à la Direction générale des opérations et dans quelques directions du bureau du sous-ministre. Deuxièmement, le Service de l'évaluation a assisté quelques directions dans la planification de leur évaluation et leur réalisation (Direction des communications, Direction de la recherche, Direction générale des opérations et Direction générale de l'administration et de la gestion financière). Finalement, il a répondu à des demandes concernant la mise en place d'indicateurs de gestion.

Mentionnons pour terminer que le Service de l'évaluation s'est vu confier la réalisation de certains mandats ad hoc en cours d'année. Il a produit un mémoire au Conseil des ministres portant sur le renouvellement de la flotte du transport exécutif et du parc d'hélicoptères. De même, il a réalisé une analyse financière d'un projet de simulateur de vol pour l'avion-citerne CL-215.

SUIVI DU PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION 1988-89
SERVICE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES

PAGE 1 de 1

SECTEUR D'INTERVENTION TITRE DE L'ÉTUDE	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCE	COMMENTAIRES
SERVICE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES				
1- Activités d'arpentage.	Évaluer la faisabilité d'une plus grande intégration des activités d'arpentage.	En cours.	1989-06	L'analyse des activités d'arpentage par le SEP se limitera à celles réalisées par le Service de l'arpentage foncier (SAF) et la Direction générale des opérations (DGO). L'intégration des activités d'arpentage entre le SAF et les services des projets est examinée par un comité de la Direction générale du génie (DGG). Le SEP a effectué une cueillette de données sur les activités d'arpentage réalisées au Ministère.
2- Interventions dans l'exploitation des aéroports provinciaux.	Examiner la performance de nos interventions et proposer des orientations sur la gestion et le financement des aéroports provinciaux.	En cours.	1989-03	L'échéance a été reportée de neuf (9) mois. L'analyse des besoins d'immobilisation sera moins fouillée que prévue.
3- Sondage sur le niveau de satisfaction du réseau routier.	Connaître le degré de satisfaction des usagers et améliorer la qualité des services offerts.	En cours.	1989-12	Le projet se continue en 1989-90. Une première version du questionnaire a été produite. La première cueillette de données débutera en avril 1989 et la deuxième en septembre 1989.
4- Développement d'indicateurs de programme.	Fournir une information additionnelle sur la performance des différents programmes.	Terminé.	1989-02	Un premier recueil présentant 75 indicateurs relatifs à cinq programmes d'intervention, soit le transport urbain, le transport scolaire, le transport adapté, le transport maritime et le réseau routier a été produit en janvier 1989.



ANNEXES

**DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES
ET DES MARCHANDISES**

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

1.1 - Direction et Service
Direction: PATTP Service: Réglementation et évaluation

1.2 - Titre de l'étude
No: _____ Titre: Évaluation de la politique d'admissibilité au transport adapté.

1.3 - Identification du programme budgétaire
No: 1 Titre: Systèmes de transport terrestre.

1.4 - Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer
Les services de transport adapté doivent au plus tard le 1er sept. 1983, être dotés d'un comité d'admissibilité dont le mandat consiste à statuer sur l'admissibilité des demandes conformément à la politique d'admissibilité publiée en avril 1983 par la Direction du transport terrestre des personnes. Qu'en est-il de la politique (raison d'être), de son application?

1.5 - Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)

1.6 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation
La politique est en application depuis 5 ans; les décisions concernant l'admissibilité sont parfois difficiles à prendre, sont de responsabilité locale et le MTQ est de plus en plus sollicité pour intervenir. Revision des programmes d'aide au transport adapté.

- 1.7 - Objectifs de l'étude projetée**
- . Déterminer la mesure de l'atteinte des objectifs poursuivis par la politique
 - . Déterminer la pertinence de ces objectifs.
 - . Proposer, s'il y a lieu, des correctifs tant au niveau de sa raison d'être et de son contenu que de la façon dont elle est appliquée.

1.8 - Méthodes de mesure de la valeur
Mesures d'efficacité, de pertinence et de gestion

1.9 - Planification de l'étude

	Durée (mois)	De à	
a) Etude préliminaire	3	88-10	88-12
b) Exécution de l'évaluation	6	88-12	89-06
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

1.10 - Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	
	2
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

1.11 - Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service: [Signature] Date: 12/12/88 téléphone: 214-1000
Approbation - Directeur: [Signature] Date: _____

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

4.1 - Direction et Service

Direction PATTP	Service Réglementation et évaluation
--------------------	---

4.2 - Titre de l'étude

No	Titre Transport adapté - Points de service hors territoire
----	---

4.3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
1	Systèmes de transport terrestre.

5 - Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

Les besoins des personnes handicapées en périphérie des grands centres et en milieu rural font en sorte qu'il est nécessaire pour la majorité des services de transport adapté d'établir des points de service à l'extérieur de leur territoire afin d'offrir à leur clientèle des soins spécialisés ou pour répondre à des besoins sociaux, culturels ou de loisirs.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)

7 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

Les services semblent de moins en moins limitatifs sur les motifs de déplacement hors territoire; les points de service semblent de plus en plus éloignés du lieu d'origine; la hausse des coûts horaires de transport et la diminution de la disponibilité des véhicules assurant ces dessertes éloignées.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Connaître l'ampleur des services hors territoire, leurs coûts, et dégager des orientations en vue de l'élaboration d'une politique de fonctionnement du service hors territoire.

9 - Répartition des ressources à évaluer

--

10 - Répartition des évalués

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	6	88-06	88-12
b) Exécution de l'évaluation	4	89-01	89-04
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

11 - Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	
Autres directions	0.25
Extérieures du Ministère	

12 - Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service [Signature] Date _____ téléphone _____
Approbation - Directeur [Signature] Date _____

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Direction Service
PATTP Réglementation et évaluation

Titre de l'étude
No Titre Cadre d'évaluation de la subvention à l'exploitation versée aux organismes publics de transport en commun (OPT).

Identification du programme budgétaire
No Titre
1 Systèmes de transport terrestre.

Description du programme ou du service à évaluer
Depuis le 1er janvier 1988, le MTQ verse aux 9 OPT une subvention à l'exploitation sous forme d'une enveloppe fermée pour une période de 5 ans (1988-1992), indexée selon IPC, sans toutefois excéder 6% par an. Cette subvention remplace la subvention de fonctionnement et la subvention spécifique au laissez-passer mensuel.

Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)

Motifs qui justifient l'étude d'évaluation
Préparer l'évaluation d'une nouvelle activité de programme.

Objectifs de l'étude projetée
Prévoir et s'assurer à l'avance des données pertinentes à l'évaluation: une proposition de modification au rapport d'exploitation est en cours de discussion.

Échéancier de l'étude d'évaluation
Un cadre d'évaluation et des indicateurs seront élaborés en 1989. L'évaluation prendra place probablement en 1990.

Planification de l'étude

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire			
b) Exécution de l'évaluation			
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

Ressources humaines et matérielles

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service Claude Bélanger Date 89 12 01 téléphone 644-3001
Approbation - Directeur André Gauthier Date _____

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Unité administrative
Direction: PATTP Service: Réglementation et évaluation

Titre de l'étude
No: _____ Titre: Cadre d'évaluation de la subvention aux trains de banlieue Montréal - Deux-Montagnes et Montréal - St-Hilaire.

Identification du programme budgétaire
No: 1 Titre: Systèmes de transport terrestre.

Description du programme ou du secteur d'activités évalués
Décret 1635-87 prévoit le versement d'une subvention à la STCUM et à la STRSM pour les trains de banlieue précités.

Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)

Motifs qui justifient l'étude d'évaluation
Préparer l'évaluation d'une activité de programme.

Objectifs de l'étude projetée
Prévoir et s'assurer à l'avance des données pertinentes à l'évaluation.

Ordonnement des aspects évalués
Un cadre d'évaluation et des indicateurs seront élaborés pour une éventuelle étude évaluative.

Planification des travaux

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire			
b) Exécution de l'évaluation			
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

Ressources humaines de l'étude
(Années - Personnes)

	Prévues
Votre direction	
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service: _____ Date: 12/01/89 téléphone: 693-1161
Approbation - Directeur: _____ Date: _____

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

1. Unité administrative
Direction: PATTP Service: Réglementation et évaluation

2. Titre de l'étude
No: _____ Titre: Cadre d'évaluation de la subvention relative à la compensation tarifaire.

3. Identification du programme budgétaire
No: 1 Titre: Systèmes de transport terrestre.

4. Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer
Décret 1635-87 prévoit le versement d'une subvention à la réduction de tarifs consentie aux usagers de laissez-passer mensuel empruntant deux réseaux.

5. Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)

6. Motifs qui justifient l'étude d'évaluation
Préparer l'évaluation d'une activité de programme.

7. Objectifs de l'étude projetée
Prévoir et s'assurer à l'avance des données pertinentes à l'évaluation.

8. Objectifs et résultats à évaluer
Un cadre d'évaluation et des indicateurs seront élaborés pour une éventuelle étude évaluative.

9. Répartition de la durée de l'étude

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire			
b) Exécution de l'évaluation			
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

10. Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

11. Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service [Signature]
Approbation - Directeur [Signature]

Date 27/12/89 téléphone 443-7001
Date _____

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Direction		Service	
PATTP		Réglementation et évaluation	

No	Titre
	Évaluation du programme d'aide aux organismes municipaux et intermunicipaux de transport (OMIT)

Identification du programme budgétaire	
No	Titre
1	Systèmes de transport terrestre.

Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

Le ministère des Transports décidait en 1983 d'élargir son programme d'aide au transport en commun, jusque là destiné aux O.P.T., aux municipalités de la région métropolitaine de recensement et, dès 1984, le programme touchait également les municipalités de 20 000 habitants et plus.

Production et ressources (dernière année complétée)			
Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)

Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

Révision du programme d'aide gouvernementale au transport en commun; volet s'adressant aux organismes municipaux et intermunicipaux de transports (OMIT)

Objectifs de l'étude projetée

Après cinq ans d'application du programme d'aide, il apparaît nécessaire d'en évaluer certains aspects afin de déterminer si les objectifs ont été atteints et si les règles d'éligibilité et du subvention répondent à des objectifs.

- Objetifs de l'étude d'évaluation**
- mesurer l'atteinte des objectifs;
 - évaluer la pertinence et l'impact des objectifs du programme sur les règles d'éligibilité et les modes de subventions;
 - évaluer l'expérience de la RITCCM.

Durée de l'évaluation			
	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	3	88-10	88-12
b) Exécution de l'évaluation	4	89-01	89-04
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

Ressources humaines et matérielles	
(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

Ressources financières de l'étude	
000 \$	Prévues
Votre direction	
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service David Baril Date 29 12 88 téléphone 543-1021
Approbation - Directeur J. J. Smith Date _____

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Direction PATTP **Service** Réglementation et évaluation

Titre de l'étude
No Titre Evaluation de la subvention au transport des élèves fréquentant les institutions privées.

Identification du programme budgétaire
No Titre
6 Programme d'aide au transport scolaire.

Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer
Le ministère des Transports subventionne le transport des élèves qui fréquentent certaines institutions privées, que ce service soit organisé par les institutions elles-mêmes ou par les commissions scolaires.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)

7 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation
La clientèle fréquentant les institutions privées augmente, le MEQ a déclaré d'intérêt public certaines institutions et les règles du MTQ pour établir l'enveloppe budgétaire sont lourdes.

Objectifs de l'étude projetée
Connaître les coûts réels du transport des élèves des institutions privées: une partie de ces coûts est incluse dans l'enveloppe de base de quelques commissions scolaires. Proposer des orientations pour élaborer une politique de subvention au transport des élèves du secteur privé.

11 - Mesures d'efficacité, d'efficience, de pertinence et d'impact.
Mesures d'efficacité, d'efficience, de pertinence et d'impact.

10 - Planification de l'étude

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire			
b) Exécution de l'évaluation			
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

14 - Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

15 - Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service [Signature] Date 27.12.89 téléphone 843-7781
Approbation - Directeur [Signature] Date _____

1- Unité administrative

Direction : Direction générale du transport des personnes et des marchandises
Service : du développement des réseaux
Direction du développement du transport terrestre des personnes

2- Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

Le programme d'aide au transport adapté pour les personnes handicapées vise à fournir une aide aux municipalités qui veulent se doter d'un service de transport répondant aux besoins de personnes handicapées.

L'aide financière (75% des coûts approuvés) du Ministère peut être obtenue pour l'opération d'un service de transport adapté.

Le versement de la subvention est conditionnelle à :

(Voir suite en Annexe A)

3- Identification du programme budgétaire

N°	Titre
1	«Système de transport terrestre» (Volet: programme d'aide au transport adapté pour personnes handicapées)

4- Désignation des aspects à évaluer

L'évaluation du programme porte sur deux aspects, soit :

- l'évaluation des éléments qui conditionnent la productivité et l'efficacité des activités liées à la mise en place du programme d'aide du point de vue de la planification et de l'évaluation des plans de transport et des services existants;

(Voir suite en Annexe B)

5- Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

(voir Annexe C)

6- Objectifs de l'étude projetée	7- Durée
<ul style="list-style-type: none"> - améliorer la productivité des activités liées à la planification, le développement et l'évaluation des services de transport adapté; - s'assurer de l'adéquation entre les ressources humaines et les outils d'une part, et les tâches à réaliser dans le cadre du programme d'aide au transport adapté d'autre part; - s'assurer d'une meilleure utilisation des fonds consacrés au programme d'aide au transport adapté. 	12 mois

8- Production et ressources (dernière année complète)

Production	Quantité	An - Personne	Budget An (000 \$)
Plan de développement de transport adapté	30		15 000 \$ pour 1987-88
Autres dossiers (soutien technique, réévaluation, etc.)	15		
Projets de développement d'outils (en cours)	5	3.96 ans/personne	

Approbation du chef de Service : *Serge M. Montagne* 1988-01-26 (514) 873-5467
Signature : Serge M. Montagne Date Telephone

Approbation du directeur : *Yvon Parenteau* 1988-01-26
Signature : Yvon Parenteau Date

ANNEXE A

ÉTUDE D'ÉVALUATION
Fiche descriptive

2. DESCRIPTION DU PROGRAMME OU DU SECTEUR D'ACTIVITÉ À ÉVALUER

- l'approbation par le Ministre du plan de développement de transport adapté et des prévisions budgétaires lors de la mise en place ou de la réorganisation du service;
- l'approbation annuelle des coûts par le Ministre.

L'évaluation du programme d'aide en transport adapté pour les personnes handicapées porterait de façon prioritaire sur trois secteurs d'activités relevant de la planification des réseaux et services de transport, soit:

- l'évaluation des plans de transport pour les municipalités nouvellement adhérentes au programme;
- le suivi et l'évaluation des services existants et des plans de réorganisation de service;
- le développement d'outils d'analyse et d'évaluation.

1. Les activités nécessitées par l'évaluation de plans de transport adapté sont multiples. Parmi les activités directement commandées par cette tâche, citons:

- l'analyse et l'approbation des prévisions budgétaires contenues dans le plan de transport;
- le soutien technique aux municipalités ou au Comité d'étude initiateur pour:
 - . la délimitation du territoire à desservir;
 - . l'estimation de la demande et de ses besoins;
 - . l'élaboration d'une proposition de service rencontrant les besoins de la clientèle visée et les contraintes budgétaires des autorités municipales et gouvernementales;
 - . le choix des équipements tels que véhicule adapté, appareil de communication, etc.;
- le soutien technique aux municipalités en ce qui concerne les démarches administratives et légales à réaliser en vue de l'implantation du service telles que, par exemple, confection d'un cahier des charges destiné aux transporteurs, analyse des soumissions pour l'achat d'équipement, conclusion de protocole d'entente entre les municipalités et un organisme sans but lucratif, règlement d'organisation, etc.;
- l'évaluation de l'exactitude de l'estimation de la demande et l'évaluation du bien-fondé de l'offre de transport proposée en regard de la clientèle à desservir;
- l'évaluation du dossier dans ses aspects administratifs, réglementaires et légaux;
- l'évaluation quant à l'aide financière à accorder et l'élaboration de recommandations dans ce sens.

ANNEXE A

ÉTUDE D'ÉVALUATION
Fiche descriptive

2. DESCRIPTION DU PROGRAMME OU DU SECTEUR D'ACTIVITÉ À ÉVALUER

2. L'évaluation du plan de restructuration de service implique à peu de choses près les mêmes activités que l'évaluation des nouveaux plans. Par contre, le suivi et l'évaluation des services existants requièrent des activités propres telles que:

- enquête auprès de la clientèle;
- évaluation de la qualité des services offerts;
- confection et analyse de statistiques sur la demande, l'achalandage et l'offre de service des systèmes existants.

3. L'évaluation des plans et des services de transport adapté ainsi que le suivi des systèmes requièrent que parallèlement soient développés les outils nécessaires à la réalisation de cette activité, les principaux étant:

- le développement d'indicateurs de performance suffisamment sensibles pour tenir compte des variations de performance liées au contexte (par exemple, situation géographique et degré d'urbanisation, contexte socio-démographique) dans lequel le service opère;
- le développement d'outils didactiques destinés à faciliter et à améliorer le travail des Comités d'étude et la qualité même des plans de transport adapté (exemple: le guide de planification et d'organisation d'un service de transport adapté);
- le développement d'outils d'évaluation du plan de transport afin, d'une part, d'améliorer cette évaluation et, d'autre part, de systématiser une activité qui implique un nombre croissant de professionnels;
- le développement d'outils destinés à l'évaluation de l'aspect transport des services en opération, dans le cadre du suivi des organismes.

ANNEXE B

ÉTUDE D'ÉVALUATION
Fiche descriptive4. DÉSIGNATION DES ASPECTS À ÉVALUER

- l'évaluation de la pertinence de maintenir ou de modifier certaines modalités administratives du programme d'aide qui ont un impact direct sur les activités de mise en place du programme et, par conséquent, sur la productivité de ces activités et sur la qualité des plans de développement de transport adapté.

1. **Mise en place du programme: planification et évaluation des plans de transport et des services existants**

Le respect d'un certain niveau de qualité et le besoin croissant d'uniformisation lors de l'évaluation des plans de développement soulèvent des questions relativement aux outils utilisés et aux ressources disponibles.

1.1 Les outils

a) Les outils utilisés sont-ils adéquats?

L'utilisation de normes budgétaires dans l'évaluation des prévisions budgétaires et de la performance financière des réseaux constitue un exemple très probant du questionnement relatif aux outils utilisés.

Les normes budgétaires dont l'usage tend à se généraliser sont construites sur la base de l'existant (donc sur la base des caractéristiques d'opération qui prévalaient dans une première phase d'implantation).

- Ces normes sont-elles applicables dans un nouveau contexte dont les normes ne rendent pas nécessairement compte?

- Ces normes sont-elles applicables de façon universelle?

On constate effectivement de grandes variations entre les organismes qui ont servi à établir les normes.

- L'utilisation de ces normes est-elle équitable?

Dans les services existants, celles-ci sont utilisées comme objectif à moyen terme, alors que dans les nouveaux services, elles tendent à s'imposer comme un maximum absolu dès le début.

- Le travail des professionnels affectés à l'évaluation des plans et des services de transport adapté est-il allégé et uniformisé par l'utilisation des normes budgétaires?

L'usage veut que la pertinence des sommes budgétées à chaque poste soit justifiée lors de l'analyse d'un plan, l'existence des normes commande un exercice de justification supplémentaire lorsqu'il y a un dépassement des normes.

ANNEXE B

ÉTUDE D'ÉVALUATION
Fiche descriptive

4. DÉSIGNATION DES ASPECTS À ÉVALUER

b) Les outils utilisés sont-ils suffisants?

Un premier examen des outils d'analyse et d'évaluation dont disposent les professionnels suggère que ceux-ci sont insuffisants, particulièrement pour:

- procéder à la rationalisation des territoires de desserte de différents services;
- évaluer la demande en transport adapté et la satisfaction de la clientèle;
- évaluer le niveau et la qualité du service;
- évaluer la pertinence de l'offre et la performance du service de transport;
- assurer un soutien aux municipalités et au comité local.

c) De nouveaux outils ne seraient-ils pas nécessaires?

Tel que mentionné ci-dessus, les outils disponibles pour rencontrer les exigences des dossiers prioritaires (l'évaluation des nouveaux dossiers et le soutien des intervenants) sont insuffisants pour effectuer de façon efficace un travail de qualité. Par conséquent, il faudrait se questionner sur l'opportunité et la faisabilité de développer des outils plus adaptés à nos besoins.

Par ailleurs, après une première phase d'application du programme où les besoins se limitaient à un soutien à l'implantation des services de transport adapté, certains services manifestent, après quelques années, le besoin de réajuster leur service. Or, dans le domaine de l'évaluation des services existants et de l'analyse de l'évolution des besoins de leur clientèle, les outils sont non seulement insuffisants mais tout à fait inexistant même s'ils s'avèrent essentiels à la réalisation de cette partie du mandat.

1.2 Les ressources humaines et financières (i.e. contrat d'étude à l'extérieur)

Depuis deux ans et demie, un nombre croissant de professionnels du S.D.R. sont affectés aux tâches de mise en place du programme en raison, d'une part, d'un nombre croissant de plans à analyser et, d'autre part, de l'augmentation du temps requis pour l'analyse de chaque plan de développement. L'augmentation du temps nécessaire à l'analyse d'un dossier semble une conséquence directe de l'absence d'outils et de la difficulté d'application des modalités au programme dans le contexte actuel.

ANNEXE B

ÉTUDE D'ÉVALUATION
Fiche descriptive4. DÉSIGNATION DES ASPECTS À ÉVALUER

Il apparaît donc impératif d'évaluer l'adéquation entre la qualité et la disponibilité des outils et les ressources disponibles. En l'absence d'une amélioration à court terme des outils, un impact sérieux sur les ressources affectées à ce secteur d'activité ou sur la qualité du travail doit être envisager.

Les ressources humaines et financières devraient donc être évaluées sous deux aspects:

- a) les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour réaliser, en maintenant le niveau de qualité requis, le mandat d'évaluation et des services de transport adapté?
- b) y a-t-il moyen d'améliorer la productivité de ces ressources, notamment par le développement des outils d'analyse et d'évaluation nécessaires à l'exécution du mandat?

2. **Pertinence de certaines modalités d'application du programme**

Les modalités d'application du programme d'aide imposent des contraintes qui ont un effet certain sur la productivité et l'efficacité des ressources, ainsi que sur la qualité même des plans et des services de transport adapté. L'évaluation de l'adéquation et de la qualité des outils ainsi que de l'efficacité des ressources nécessiterait que soit questionnée la pertinence de certaines modalités d'application du programme d'aide. À priori, deux types de problèmes liés à l'application de certaines modalités affectent tant la productivité des ressources que la qualité des résultats.

On constate deux types de problèmes dans l'application du programme d'aide, soit:

- les difficultés d'application de certaines modalités administratives et réglementaires pour les nouveaux plans de développement de transport adapté;
- l'absence de règles et de cadre de référence susceptibles d'orienter le traitement et l'analyse de nouveaux types de besoins.

2.1 **Problèmes liés à l'application des modalités du programme**

Certains problèmes sont liés à l'adhésion au programme de **municipalités présentant des caractéristiques nouvelles**. Ainsi, alors que, dans un premier temps, ce sont essentiellement les municipalités d'importance ou celles à proximité de zones urbaines qui ont implanté des services de transport adapté, les municipalités nouvellement adhérentes au programme sont généralement de plus faible importance et sont situées dans des régions rurales. Certaines modalités du programme posent des problèmes lorsqu'elles doivent être appliquées dans ce nouveau contexte.

ANNEXE B

ÉTUDE D'ÉVALUATION
Fiche descriptive4. DÉSIGNATION DES ASPECTS À ÉVALUER

Parmi ces problèmes, soulignons:

- l'obligation d'offrir un service 5 jours par semaine quelles soient la taille du territoire à desservir, l'importance des besoins de la clientèle et les capacités financières des municipalités impliquées;
- l'homogénéité des normes de service quelles que soient l'importance des besoins de la clientèle de la municipalité concernée et les disponibilités budgétaires de celle-ci, dans le cadre de l'universalité de l'admissibilité des municipalités au programme;
- l'autorité des municipalités quant à leur regroupement et à la délimitation de leur territoire de desserte et l'incapacité du Ministère à intervenir dans la délimitation du territoire tant des nouveaux services que des services existants.

2.2 Problèmes liés à l'absence de normes pour traiter des nouveaux besoins

Certains problèmes sont liés à l'émergence de nouveaux besoins dans les services en opération depuis plusieurs années (amélioration de la qualité de service en termes de souplesse et de territoire desservi). En raison de l'inexistence de règles et de cadre de référence clairs en cette matière, le Service appelé à offrir un soutien technique à la planification et à l'évaluation de services se retrouve dans l'incapacité de se prononcer face à des demandes visant à répondre à ces nouveaux besoins.

Parmi ceux-ci, signalons:

- le besoin de réciprocité de l'admissibilité d'un individu à différents services;
- le besoin d'offrir un nombre croissant de destinations hors-territoire pour tous motifs (ex.: nombre croissant de travailleurs parmi la clientèle dont l'emploi ne se situe pas sur le territoire de desserte) alors que la règle tacite n'autorise les déplacements hors-territoire que pour des motifs médicaux;
- les besoins de la clientèle d'avoir accès à un plus grand territoire et l'absence de mesures visant à faciliter la coordination (organisation de transfert interservices aux frontières) et l'intégration de certains services (service conjoint pour les liaisons hors-territoire).

ANNEXE C

ÉTUDE D'ÉVALUATION
Fiche descriptive5. MOTIFS QUI JUSTIFIENT L'ÉTUDE D'ÉVALUATION

Il y a deux ans et demi, le Service du développement des réseaux (S.D.R.) recevait le mandat de réaliser les activités reliées à la mise en place du programme d'aide au transport adapté, jusqu'alors confié à la Direction des programmes d'aide et de la réglementation (D.P.A.R.), avec la responsabilité de rationaliser et de systématiser la planification et le développement des services de transport adapté. (La D.P.A.R. a toujours le mandat d'administrer le programme d'aide au transport adapté.) Le S.D.R. a dû rapidement faire face à des demandes d'évaluation de plans de développement de services de transport adapté en nombre croissant, tout en initiant le développement de nouveaux outils et méthodes de travail. Cependant, le rythme de croissance des demandes générées par de nouveaux services a ralenti le développement d'outils destinés à faciliter et améliorer la confection et l'évaluation des nouveaux plans de transport adapté (nous sommes passés de six à sept dossiers d'évaluation à un rythme d'une trentaine de dossiers actifs par année).

Le manque d'outils dont dispose le professionnel pour évaluer les plans de développement, l'oblige à fouiller chaque dossier dans le moindre détail afin de s'assurer de la pertinence de tous les aspects, ou à sacrifier la qualité de son travail. Cela a également comme conséquence que chaque élément de chacun des plans est négocié "à la pièce" avec le Comité local avec comme effet une distorsion possible entre ce qui est admis dans chacun des cas.

On constate également une augmentation du temps affecté à chaque dossier de confection et d'évaluation de plans de développement des services de transport adapté en raison notamment:

- du manque d'outils;
- du manque d'expertise des municipalités et des comités promoteurs des nouveaux plans de transport adapté qui a comme conséquence que le professionnel est souvent obligé de reprendre le travail qui devrait être réalisé localement sans toutefois disposer de tous les éléments nécessaires;
- les municipalités concernées par les nouveaux plans de développement (à l'étude ou à venir) se retrouvent majoritairement dans des zones rurales ou semi-rurales souvent très éloignées de Montréal (Abitibi, Témiscamingue, Côte Nord, Gaspésie, etc.) ce qui a pour conséquence que plus de temps de travail est consacré aux rencontres sur place que doivent effectuer les professionnels chargés de ces dossiers;
- les critères de qualité exigés en matière de planification et d'évaluation des nouveaux services de transport adapté ont augmentés alors que les caractéristiques des nouveaux territoires à desservir (vaste étendue et densité de population faible, population disséminée) soulèvent des contraintes qui rendent les dossiers de plus en plus complexes;

ANNEXE C

ÉTUDE D'ÉVALUATION
Fiche descriptive5. MOTIFS QUI JUSTIFIENT L'ÉTUDE D'ÉVALUATION

- les difficultés d'application de certaines modalités administratives pour les nouveaux plans de transport adapté amènent un travail à la pièce qui est peu productif.

Par ailleurs, en vertu de notre mandat, nous devrions assurer un suivi des services mis en place par le S.D.R. afin de réajuster le plan de transport aux besoins réels soit pour de l'expansion des services ou tout simplement pour équilibrer l'offre aux caractéristiques de la demande qui apparaît mieux défini après quelques mois d'opération.

Un besoin similaire se manifeste de plus en plus par les 63 services de transport adapté déjà en place, parfois depuis quelques années, afin de réévaluer leurs services. Or, encore là, faute de ressources à consacrer à ces nouvelles tâches et faute d'outils adaptés à l'analyse de ces problèmes, cette partie du mandat a été singulièrement négligée jusqu'ici.

Le rythme de croissance des nouveaux dossiers et l'augmentation du temps consacré à chacun ont eu pour effet d'accaparer de plus en plus les ressources humaines du service: ainsi de trois professionnels affectés à raison de 33% de leur temps, on est passé à six professionnels, dont un chef de division, affectant une moyenne de 66% de leur temps aux dossiers de transport adapté.

Pour l'ensemble du service (soit douze professionnels) le secteur du transport adapté accapare à lui seul plus du tiers (33%) des disponibilités en terme de temps de travail.

Si le S.D.R. affecte plus de ressources au programme de transport adapté, il mettra encore plus en péril d'autres parties de sa mission particulièrement en ce qui concerne les dossiers de transport en commun (CIT et OMIT).

Dans la situation actuelle où une augmentation importante de nombre de dossiers à traiter est à prévoir, où la réalisation des plans de développement appropriés à de nouveaux contextes est de plus en plus difficile, où les professionnels sont amenés à travailler dans des situations non productives et où ils ne sont pas toujours en mesure d'atteindre le niveau de qualité auquel ils aspirent, et où une partie importante du mandat n'a pu être rencontrée, il devient impératif d'évaluer les facteurs (outils et ressources disponibles) et le contexte d'application (modalités administratives et règles d'application du programme d'aide) qui influencent la productivité et l'efficacité des activités liées à la réalisation de ce mandat et ceci dans le but d'augmenter la productivité, si possible, ou d'assurer l'adéquation entre les ressources d'une part et le mandat d'autre part.

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Direction Service
Transport maritime, aérien et ferroviaire Transport maritime

No **Titre**
1 Le système de suivi des ententes et contrats de service.

Identification du programme budgétaire
No **Titre**
7.1 Transport maritime

Description du programme ou du sous-programme
Dans le cadre du programme 7.1, le Service du transport maritime doit assurer le suivi des ententes et des contrats de service négociés avec les transporteurs afin de veiller à ce que les services de traversiers et de cabotage soient gérés selon les normes et critères du M10, particulièrement en ce qui concerne les aspects opérationnels et financiers prévus aux contrats ou ententes, et ce afin de maintenir un service correspondant aux besoins des utilisateurs.

Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
Nombre de contrats et d'ententes	8	3.0	7 300.00

Motifs qui justifient l'étude d'évaluation
Nous constatons certaines lacunes dans nos méthodes de suivi. Ainsi l'exécution de certaines obligations des transporteurs ne sont pas toujours vérifiées, certaines informations et statistiques devant nous être transmises ne sont pas toujours disponibles au moment opportun. De plus, nous constatons que notre système de suivi manque de rigueur et ne nous permet pas de bien planifier nos activités, dont entre autres la révision de nos ententes et contrats. De plus, un rapport du vérificateur interne a fait état de certaines lacunes.

- Objets de l'étude**
- assurer un meilleur suivi;
 - mieux coordonner nos opérations en rapport avec la gestion des ententes et contrats.

Objectifs de l'étude
L'étude portera entre autre sur:

- l'efficacité du système de suivi actuel, en particulier sur les mécanismes administratifs de suivi;
- la pertinence et l'impact de ce système.

Planification de l'étude

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	0.5 mois	Janv. 89	Janv. 89
b) Exécution de l'évaluation	2.0 mois	Janv. 89	Mars 89
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

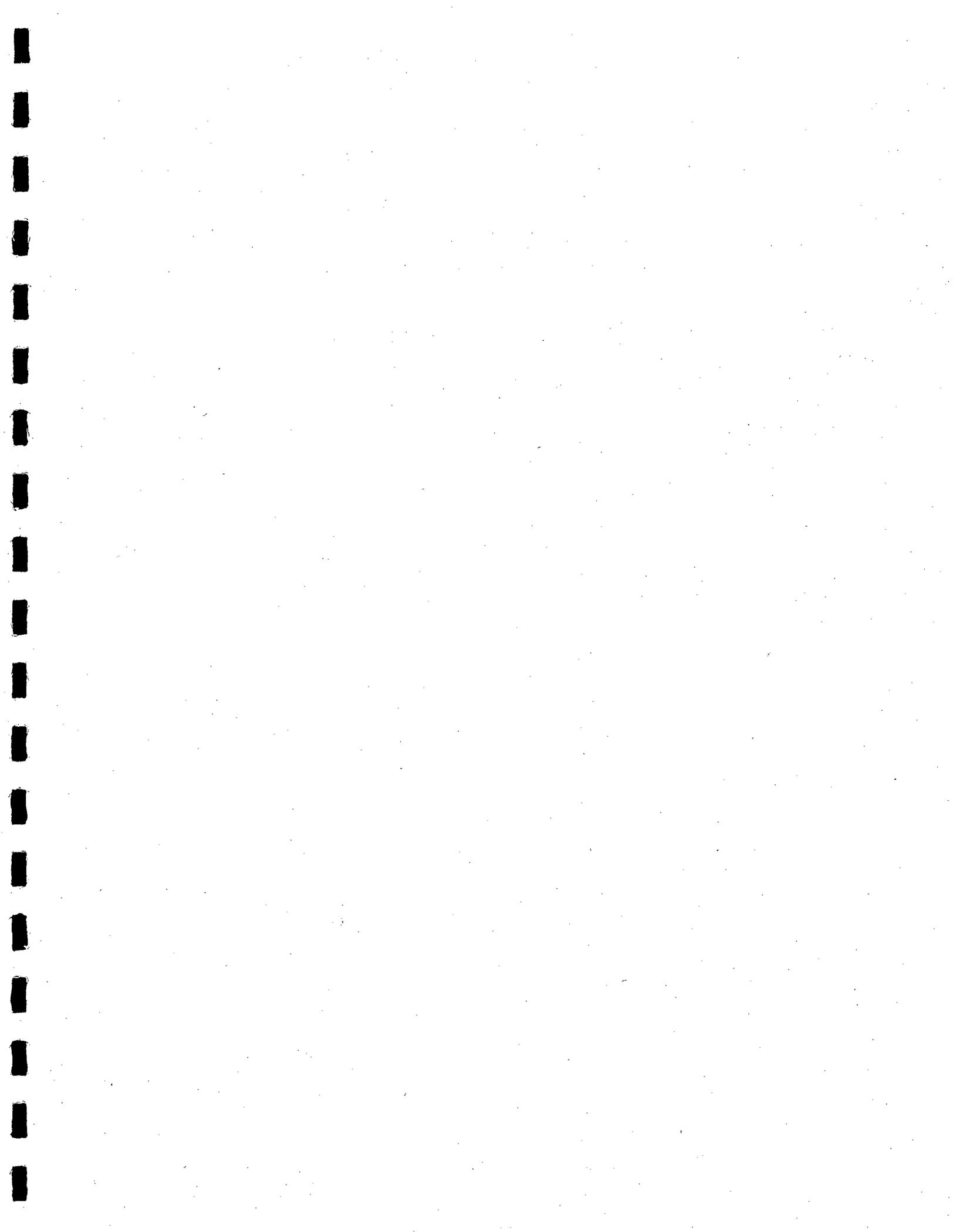
Répartition des ressources

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	0.2
Autres directions	-
Extérieures du Ministère	-

Coût de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	15.0
Autres directions	-
Extérieures du Ministère	-
Total	15.0

Approbation - Chef de service _____ Date _____ téléphone _____
Approbation - Directeur *Jacques Lussier* Date *25/11/88*



DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

2 - Unité administrative
Direction: Circulation et aménagements Service: Projets de Montréal

3 - Titre de l'étude
No: 1 Titre: Les activités d'amélioration du paysage routier

4 - Identification du programme budgétaire
No: 3 Titre: Construction du réseau routier

5 - Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer
Activités reliées à la conception de l'aménagement des abords de route et à leur entretien en relation avec l'amélioration du paysage routier.

6 - Production et ressources (dernière année complète)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
Production de plans d'aménagement paysager pour plus de 1,5 millions.		4	135 000\$

7 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

- Augmentation de la demande suite à la préoccupation environnementale grandissante.
- Normalisation très faible dans ce domaine.
- Politique ministérielle inexistante.

8 - Objectifs de l'étude-projet

- Provoquer une orientation ministérielle.
- Etablir des normes en fonction des efforts budgétaires qui seront consacrés aux activités.

9 - Direction des aspects à évaluer

- La raison d'être des activités.
- La pertinence des objectifs.
- Le rapport production/ressource.
- Les résultats correspondent-ils aux objectifs?

10 - Répartition des phases

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	4 mois	mars 89	juil. 89
b) Exécution de l'évaluation	8 mois	juil. 89	avr. 90
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

11 - Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

12 - Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	25 000\$
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	25 000\$

Approbation - Chef de service: *[Signature]* Date: *20/11/89* téléphone: _____
Approbation - Directeur: *[Signature]* Date: _____

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

2 - Unité administrative

Direction	Service
Soils et matériaux	Service des sols et chaussées

3 - Titre de l'étude

No	Titre
SM-01	Élaboration d'une politique sur la fourniture de matériaux (granulats) pour les projets routiers.

4 - Identification du programme budgétaire

No	Titre

5 - Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)

7 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

8 - Objectifs de l'étude projetée

9 - Désignation des aspects à évaluer

10 - Planification des travaux

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire			
b) Exécution de l'évaluation	24	88/02/08	90/02/01
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre	4	90/02/01	90/06/01
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

11 - Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	0.5
Autres directions	0.3
Extérieures du Ministère	

12 - Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	30,000\$
Autres directions	20,000\$
Extérieures du Ministère	
Total	50,000\$

Approbation - Chef de service
Approbation - Directeur

[Signature]
[Signature]

Date 8/11/90 téléphone 3-6169
Date 8/11/90

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Étude antérieure

2 - Unité administrative

Direction	Service
Sols et Matériaux	Sols et Chaussées

3 - Titre de l'étude

No	Titre
SM-02	Activité d'évaluation de la capacité structurale de la chaussée sur les routes numérotées.

4 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
3 et 4	Programme 3 "Construction du réseau routier" Programme 4 "Conservation du réseau routier"

5 - Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

L'activité consiste en une évaluation de la portance de quelque 20% (2000 sous-sections) du réseau numéroté chaque année et également une évaluation des tronçons qui nous sont soumis en vue de la détermination d'un mode particulier de remise en état.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
1987-88: Essais de déflexion (contrats)	46000		455,000
Personnes-années (MTQ)		2,6	

7 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

La procédure utilisée actuellement pour évaluer la capacité structurale est plutôt lente, plus ou moins fréquente et donne des résultats qui exigent une interprétation experte. Nous aimerions étudier les améliorations possibles à la procédure existante ainsi que connaître le point de vue des services centraux, des régions et des districts du ministère.

8 - Objectifs de l'étude projetée

1. Étudier l'efficacité de l'activité par rapport aux objectifs du programme d'inventaire structural.
2. Évaluer l'efficacité de la méthode actuelle d'estimation de la capacité structurale (Dynaflect) et proposer des améliorations en tenant compte de résultats de l'évaluation sur l'efficacité et du point de vue des utilisateurs.

9 - Désignation des aspects à évaluer

1. La procédure utilisée
2. Les résultats obtenus
3. Les options alternatives

10 - Planification des travaux

	Durée (mois)	De	à
a) Étude préliminaire	2	89-04-01	89-05-31
b) Exécution de l'évaluation	7	89-06-01	89-12-31
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre	3	90-01-01	90-04-31
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre	6	90-04-01	90-09-30

11 - Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	
Autres directions	0,25
Extérieures du Ministère	0,085
	0,335

12 - Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	12000\$
Autres directions	5000\$
Extérieures du Ministère	15000\$
Total	32000\$

Approbation - Chef de service

Approbation - Directeur

Date 08/11/90 téléphone 3-6969

Date 08/11/90

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Direction	Service
SOLS & MATERIAUX	LABORATOIRE CENTRAL

No	Titre
	Gestion intégrale de qualité des essais de laboratoire

No	Titre
3	Construction du réseau routier

Description du programme ou du secteur de service

Le Laboratoire central a la responsabilité de la vérification des laboratoires d'essais, privés et des C.R. utilisés par le Ministère.

Production et ressources (dernière année complétée)			
Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
Vérification de plus d'une cinquantaine de Laboratoires dans le secteur des bétons de ciment, des mélanges bitumineux, des bitumes, des granulats et des sols. Des programmes d'échange sont aussi organisés.	20 Labo. vérifiés en 1988-89	2 an-pers.	10 000 \$

Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

La qualité des matériaux achetés par le MQQ dépend de la qualité des essais effectués sur ceux-ci. Compte tenu des enjeux, il s'agit de s'assurer que l'approche et les ressources consacrés par le Laboratoire central en matière de gestion de la qualité des essais sont suffisantes, efficaces et efficientes.

Objectifs de l'étude projetée

Définir une politique de gestion intégrale de qualité des essais de laboratoire.

- Intégration des résultats**
- a) Problématique: Intervenants, problèmes, impacts
 - b) Définition des objectifs et des critères de mesure
 - c) Conception de scénarios possibles: Philosophie, méthodes et moyens à mettre en oeuvre
 - d) Evaluation: Efficacité, efficacité, ressources nécessaires
 - e) Recommandations

		Durée (mois)	De	à
a)	Etude préliminaire	2	Janv. 89	Mars 89
b)	Exécution de l'évaluation	1	Mars 89	Avril 89
c)	Elaboration du plan de mise en oeuvre	2	Avril 89	Juin 89
d)	Réalisation du plan de mise en oeuvre	?	Juin 89	?

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	1 an-pers.
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

000 \$	Prévues
Votre direction	10 000 \$
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	10 000 \$

Approbation - Chef de service [Signature] Date 88-11-14 téléphone 643-3178
 Approbation - Directeur [Signature] Date 88-11-28

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

2 - Unité administrative	
Direction	Service
Sols et matériaux	Assurance de la qualité

3 - Titre de l'étude	
No	Titre
	Programme d'assurance de la qualité appliqué au bitume et au bois traité

4 - Identification du programme budgétaire	
No	Titre
3	Construction du réseau routier
4	Entretien du réseau routier
5.4	Subventions aux municipalités (occasionnellement pour le bois traité)

5 - **Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer**

Le programme d'assurance de la qualité instauré par le ministère des approvisionnements et services en ce qui a trait l'acquisition du bitume et du bois traité pour le Ministère.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)			
	Production	Quantité	An - Pers. Budget - An(000\$)
	Bitume - 5 raffineries; 100 000 tonnes		1,1
	Bois traité - 5 fournisseurs; 1 700 000\$		0,75

7 - **Motifs qui justifient l'étude d'évaluation**

Dans sa démarche en vue d'implanter l'assurance de la qualité à l'externe du Ministère, le Service recherche un modèle fiable.

8 - **Objectifs de l'étude projetée**

Déterminer tout écart de fonctionnement entre les deux divisions du Service.
Évaluer le degré de satisfaction des clients (MAS, service des achats, district...)
Déterminer les irritants chez les fournisseurs face au programme, aux audits, aux délais, aux interventions, etc.

9 - **Désignation des aspects à évaluer**

Il est impossible, pour l'instant, de pointer un aspect; le but de la présente évaluation étant justement de dégager la problématique -
Cet aspect pourrait cependant être discuté en temps opportun -

10 - Planification de l'étude			
	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	1/2	88-12-01	88-12-15
b) Exécution de l'évaluation	1	89-01-15	89-02-15
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre	1/4	89-03-01	89-03-07
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre	-		

Voir 7

11 - Ressources humaines disponibles	
(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	1/2
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

12 - Ressources financières de l'étude	
000 \$	Prévues
Votre direction	4
Autres directions	-
Extérieures du Ministère	-
Total	4

Approbation - Chef de service
Approbation - Directeur

Yvan Larivière
Paula A. Bouché

Date 89-11-10 téléphone 243-1486
Date 89.11.28

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

2 - Unité administrative

Direction	Service
Structures	Mécanique et électricité

3 - Titre de l'étude

No	Titre
4	Programme de révision des normes d'éclairage

4 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
	Programme 3 - "Construction du réseau routier"

5 - Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
69 projets d'éclairage en 1987-1988 pour un coût de construction de \$9.5 millions			

7 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

La conception des systèmes d'éclairage est faite à partir de normes différentes au Québec du reste du Canada et des Etats-Unis. Nos normes sont plus généreuses qu'ailleurs et il en coûte plus cher en consommation d'électricité et en construction. Ces normes sont maintenant incorporées dans des logiciels de design.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Réévaluer nos logiciels de design et par voie de conséquence évaluer monétairement le coût de nos normes.

9 - Désignation des aspects à évaluer

10 - Planification des travaux

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire			
b) Exécution de l'évaluation	3		
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre	1		
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre (Comité des normes)			

11 - Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	0.5
Autres directions	- -
Extérieures du Ministère	- -

12 - Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	- -
Autres directions	- -
Extérieures du Ministère	- -
Total	

Approbation - Chef de service *Marcel Goy* Date *11-11-88* téléphone 643-6906
Approbation - Directeur *André Goy* Date 1988-11-28

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

2 - Unité administrative

Direction	Service
Structures	Ouvrages d'art

3 - Titre de l'étude

No	Titre
3	Révision de la politique d'inspection de ponts

4 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
	Programme 4 "Entretien du réseau routier"

5 - Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)

7 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

Améliorer la sécurité de nos infrastructures par un programme d'inspection certifié

8 - Objectifs de l'étude projetée

Assurer une plus grande efficacité des inspections
Eviter le dédoublement
Assurer une inspection systématique

9 - Désignation des aspects à évaluer

10 - Planification des travaux

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire			
b) Exécution de l'évaluation			
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre	6	Nov 88	1 mai 89
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre	24	Juin 89	Juin 91

11 - Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	2,5
Autres directions	4,25
Extérieures du Ministère	4

12 - Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	32,000
Autres directions	90,000
Extérieures du Ministère	
Total	122,000

Approbation - Chef de service

Date 88/11/28 téléphone 643-6906

Approbation - Directeur

Date 1988-11-28

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

2 - Unité administrative:
Direction: _____ Service: _____
ACQUISITIONS _____ EXPROPRIATION _____

3 - Titre de l'étude:
No: 2 Titre: Gestion des immeubles excédentaires

4 - Identification du programme budgétaire:
No: 3 Titre: Construction du réseau routier

5 - Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer:
Gestion des immeubles excédentaires, acquis par le MTQ, et non nécessaires à la construction du réseau routier, de même que ceux déclarés excédentaires par les autres ministères. Cette activité implique un suivi des dossiers, soit pour les en-lieux de taxes, soit pour l'entretien ainsi que la procédure d'aliénation des immeubles selon le C.T. 154599.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
Dossiers actifs au 15 novembre 1988	25 393	25	1 000,0
Disposition en 1986-87	385		
Disposition en 1987-88	587		
Ouverture moyenne (5 ans)	1 450		
Dossiers aliénés / ouverts en %	30% par an		
Revenus en 1987-88			9 500,0
Revenus en 1988-89 (7 mois)			8 000,0

7 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation:
Compte tenu que les revenus pour l'aliénation des immeubles excédentaires ont augmenté de 1,7 M à 9,5 M \$ en 5 ans, et qu'on dispose de 30% des dossiers ouverts chaque année, il y a intérêt à faire l'évaluation de cette activité pour en connaître l'impact sur les activités du MTQ, sur les en-lieux de taxes payés aux municipalités, sur les coûts au MTQ et sur les revenus perçus de la vente.

8 - Objectifs de l'étude projetée:
-Mesurer la rentabilité économique de la gestion des immeubles excédentaires: en-lieux de taxes, coûts d'entretien et d'aliénation et revenus potentiels de la vente.
-Identifier les répercussions que pourrait avoir une augmentation ou une diminution de l'activité d'aliénation sur les clients demandeurs, sur les coûts d'aliénation et sur les revenus potentiels.

9 - Désignation des aspects à évaluer:
-Les procédures utilisées pour la mise en application du processus d'aliénation selon C.T. 154599: doit-on les réviser?
-Le rapport production/ressources.

10 - Planification des travaux:

	Durée (mois)	De	à
a) Étude préliminaire	3	89-02-01	89-04-30
b) Exécution de l'évaluation	9	89-05-01	90-02-01
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

11 - Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	
Autres directions	2,0
Extérieures du Ministère	

12 - Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	50,0
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	50,0

Approbation - Chef de service Raymond Pelletier Date 88-11-18 téléphone 3-6970
Approbation - Directeur [Signature] Date 88-11-18

1- Unité administrative	
Direction	Service
ACQUISITIONS	ARPENTAGE FONCIER

2- Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

Mesure de la productivité.

Système permettant de mesurer la productivité des divisions territoriales du Service.

Ce système permet de mesurer aussi les performances des firmes privées d'arpentage foncier oeuvrant sous contrat pour le Service.

3- Identification du programme budgétaire

N°	Titre
#3	Construction du réseau routier.

4- Désignation des aspects à évaluer

Comparer la productivité des divisions versus la productivité des firmes du secteur privé en utilisant un indicateur de productivité identique pour chacune des divisions du Service et qui est pondéré pour les différents environnements territoriaux.

5- Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

Les résultats de cette évaluation nous permettront une meilleure orientation pour la gestion future en utilisant au mieux nos propres ressources et celles de l'entreprise privée.

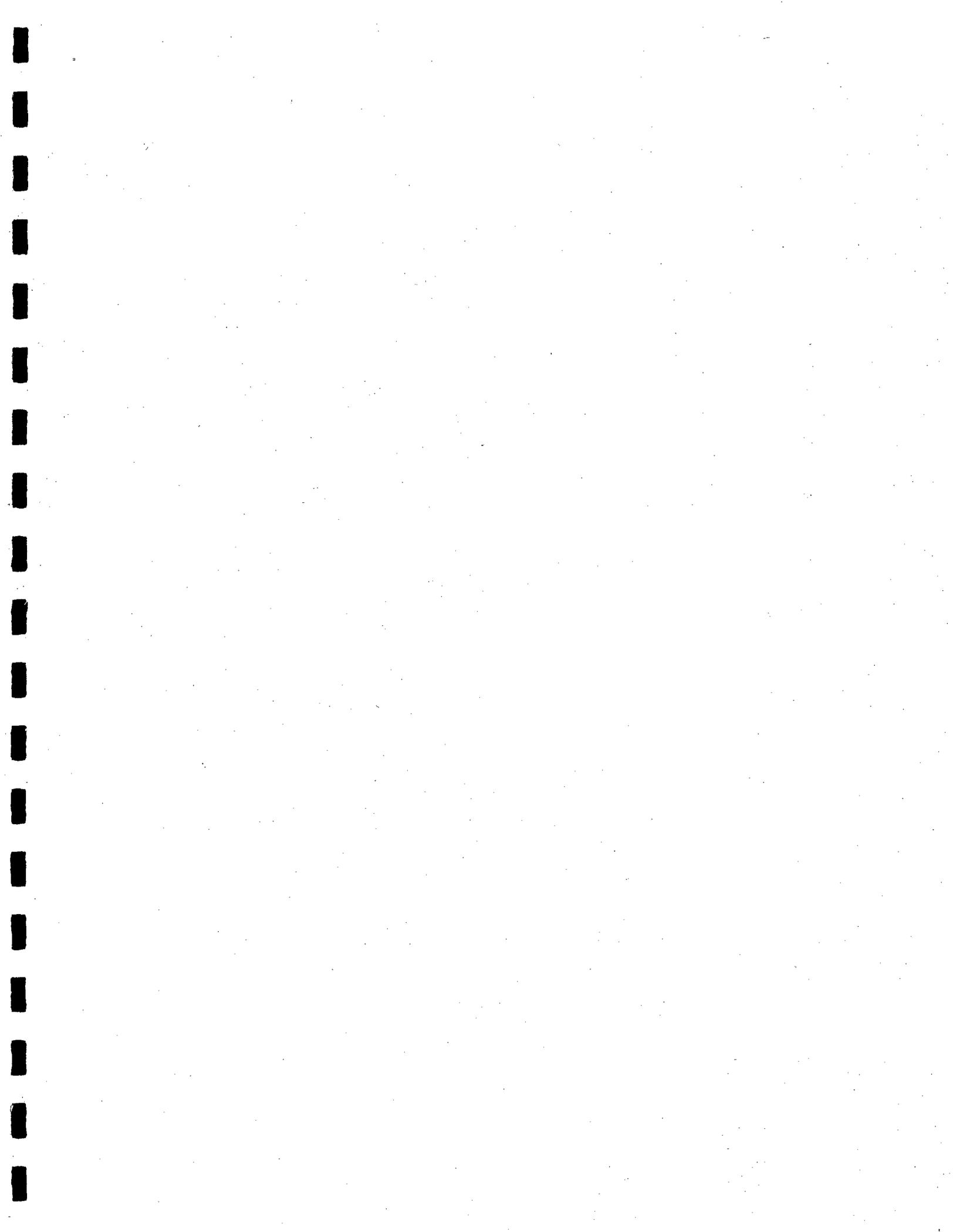
6- Objectifs de l'étude projetée	7- Durée
<p>Contrôle des coûts et des performances.</p> <p>Donner à la Direction la possibilité de mesurer la performance des divisions territoriales et celle de l'entreprise privée sous mandat avec le Service en produisant régulièrement des rapports.</p>	2 ans

8- Production et ressources (dernière année complète)

	Production	Quantité	An - Personne	Budget An (000 \$)
	KM	Plans		
Service de l'Arpentage foncier	1 046,41	802	189	6 971,8 \$
Entreprise privée:	252,18	71	-	1 324,7 \$
Total	1 298,59	873		8 296,5 \$

Approbation du chef de Service *André Bégin* 88-0129 643-3241
Signature Date Téléphone

Approbation du directeur *L. Gouf* 88/01/29
Signature Date



DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Unité administrative

Direction	Service
Direction de l'entretien	Service des opérations d'entretien

Titre de l'étude

No	Titre
	Evaluation à postériori de la décentralisation des contrats négociés d'enrobé bitumineux.

Identification du programme budgétaire

No	Titre
Prog/ El. 4.1	Conservation du réseau routier

Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

Les contrats négociés d'enrobé bitumineux réalisés au programme 4.1 de la Direction de l'entretien.

Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
Contrats négociés de B.B. Prog/él. 4.1	210 contrats 1.1 M tonnes		52 M \$

Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

La décentralisation des contrats négociés de béton bitumineux a été entérinée afin d'assurer l'imputabilité des gestionnaires en région. Cette décentralisation implique cependant une vérification/contrôle de cette délégation.

Objectifs de l'étude projetée

Voir annexe A

Désignation des aspects à évaluer

Voir annexe B

Planification des travaux

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire			
b) Exécution de l'évaluation		Juin	oct. 89
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			Nov. 89
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

Besoins humains de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	40 jours 4 pers.
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	10 000,00 \$
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service J. Bergeron Date 88/11/11 téléphone 643-4298
 Approbation - Directeur [Signature] Date 88/11/11

Annexe A

En 1989, le Ministère se propose de décentraliser en région l'octroi des contrats soumissionnés en revêtements bitumineux.

Le Service des opérations d'entretien entend donc évaluer à postériori cette décentralisation afin d'assurer le Directeur général:

- a) du respect des politiques, directives et procédures en vigueur;
- b) du respect des devis types et listes de prix unitaires diffusés;

afin de donner aux régions/districts une rétroaction sur leurs activités afin de leur permettre:

- a) de corriger dès que possible les erreurs rencontrées;
- b) de former/informer le personnel chargé de rédiger ou vérifier les devis;

et afin de permettre au Service des opérations d'entretien:

- a) d'évaluer la bonne compréhension des politiques, directives, procédures, devis types, etc., s'il y a lieu, de les modifier et/ou corriger pour qu'ils soient encore mieux compris et mieux acceptés;
- b) de mettre sur pied des cours de formation répondant encore mieux aux besoins et attentes des régions/districts;
- c) d'informer les autorités de la bonne marche de cette décentralisation.

LB/fl

1988-11-11

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

2 - Unité administrative

Direction	Service
Entretien	Planification des programmes d'entretien

3 - Titres de l'étude

No	Titre
E-02	Révision de la norme d'allocation des équipements de radiocommunications.

4 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
4-2	Conservation du réseau routier - Activités de soutien.

5 - Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

Équipement des bureaux régionaux, des centres et sous centres de voirie, ainsi que des véhicules du Ministère en postes fixes, télécommandes et radios mobiles.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An (000\$)
DIRECT : Additions et remplacements annuels	250 unités	1/2	\$ 200 000
INDIRECT: Frais d'entretien et frais généraux facturés par le MCQ au Service de l'approvisionnement	2200 unités		\$ 650 000

7 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

La norme existante ne répond plus aux besoins contemporains et crée de l'insatisfaction dans les régions et districts. De plus, les décisions de la Direction de l'entretien (achats d'équipements à même son budget) se répercutent sur le budget du Service de l'approvisionnement du MTQ.

8 - Objectifs de l'étude-projet

Proposer une nouvelle norme se fondant d'une part sur une optimisation du parc et des budgets gérés centralement, et d'autre part sur la décentralisation de la gestion et du financement des besoins additionnels.

9 - Désignation des aspects à évaluer

- Mettre à jour l'inventaire et en assurer la fiabilité;
- Evaluer les écarts entre la norme existante, l'inventaire réel et les besoins exprimés;
- Evaluer l'ampleur et les coûts d'un parc optimal;
- Trouver la façon de permettre aux régions de combler les besoins additionnels.

10 - Plan de travail

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	1	Jan. 89	Fév. 89
b) Exécution de l'évaluation	2	Fév. 89	Avril 89
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre	2	Avril 89	Juin 89
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre	9	Juin 89	Avril 90

11 - Ressources humaines et matérielles

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	3 mois - pers.
Autres directions	1 mois - pers.
Extérieures du Ministère	

12 - Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	\$ 10 000
Autres directions	\$ 3 300
Extérieures du Ministère	
Total	\$ 13 300

Approbation - Chef de service *[Signature]*
Approbation - Directeur *[Signature]*

Date *12/10/89* téléphone 643-3020
Date *18/10/89* 643-6913

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Unité administrative
 Direction: Entretien Service: Planification des programmes d'entretien

Titre de l'étude
 No: E-03 Titre: Révision du processus de programmation des travaux d'entretien des immeubles réalisés par le MTQ.

Identification du programme budgétaire
 No: 4-2 Titre: Conservation du réseau routier - Activités de soutien.

Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer
 Les bureaux des régions et des districts, de même que les immeubles des centre et sous centres de Voirie appartiennent à la SIQ, qui en assure l'entretien majeur ce dont elle tient compte dans le calcul des loyers. Toutefois, les réparations et les travaux d'entretien de moins de \$ 5 000 sont gérés et payés directement par le MTQ.

Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
Ensemble des travaux mineurs en régie et à contrat, incluant l'entretien ménager	14 régions 47 districts	100	\$ 4,211

Motifs qui justifient l'étude d'évaluation
 L'exercice annuel d'expression des besoins en matière de travaux inférieurs à \$ 5000, se révèle à la fois complexe et fastidieux, exigeant beaucoup d'énergie tant de la part des régions et districts que du Central. Or, ce dernier n'utilise que très peu ces données pour établir la programmation et répartir le budget.

Objectifs de l'étude proposée
 - Alléger le plus possible le processus de programmation et ce pour tous les intervenants (régions, districts, Direction de l'entretien).
 - Décentraliser le plus possible la gestion du budget affecté aux travaux d'entretien des immeubles inférieurs à \$ 5000.

Désignation des aspects à évaluer
 - Obtenir de la SIQ les données sur les superficies et les faire valider par les régions et districts.
 - Former un comité avec les régions pour décider des critères d'allocation.
 - Analyser ces résultats et proposer une nouvelle répartition budgétaire.

Planification des travaux

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	3	Janv. 89	Avril 89
b) Exécution de l'évaluation	3	Avril 89	Juin 89
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre	3	Juin 89	Sept. 89
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre	3	Sept. 89	Déc. 89

Ressources humaines des fonds

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	3 mois
Autres directions Régions et districts	6 mois
Extérieures du Ministère SIQ	1 mois

Ressources financières des fonds

000 \$	Prévues
Votre direction	\$ 10 000
Autres directions	20 000
Extérieures du Ministère	3 000
Total	\$ 33 000

Approbation - Chef de service: *[Signature]* Date: 88-11-30 téléphone: 643-3020

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

2 - Unité administrative

Direction	Service
Entretien	Signalisation

3 - Titre de l'étude

No	Titre
E-04	Programme de marquage longitudinal des chaussées 1989-90

4 - Identification du programme budgétaire

No	Titre

5 - Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)

7 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

8 - Objectifs de l'étude projetée

9 - Désignation des aspects à évaluer

10 - Planification des travaux

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	3	JAN. 89	MARS 89
b) Exécution de l'évaluation	14	AVRIL 89	MAT 90
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

11 - Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	10 mois/1 pers.
Autres directions	1 sem./ 1 pers
Extérieures du Ministère	

12 - Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	29 000\$
Autres directions	1 000\$
Extérieures du Ministère	
Total approximatif	30 000\$

Approbation - Chef de service *Chantal Monette*
Approbation - Directeur *Omnia*

Date 1988-11-03 téléphone 643-6833
Date 18/12/82

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

4. Unité administrative

Direction	Service
Entretien	Signalisation

5. Titre de l'étude

No	Titre
E-05	Programme de signalisation aérienne sur route 1989-90

6. Identification du programme budgétaire

No	Titre

7. Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

8. Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An (000\$)

9. Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

10. Objectifs de l'étude projetée

11. Désignation des aspects à évaluer

12. Planification des travaux

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	3	JAN 89	MARS 89
b) Exécution de l'évaluation	14	AVRIL 89	MAT 90
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

13. Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	1 année/1 pers
Autres directions	
Extérieures du Ministère	1 sem./ 1 pers

14. Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	31 000\$
Autres directions	1 000\$
Extérieures du Ministère	
Total approximatif	32 000\$

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Unité administrative
 Direction: Entretien Service: Matériel

Titre de l'étude
 No: E-06 Titre: Evaluation de la rentabilité des ateliers

Identification du programme budgétaire
 No: 4-3 Titre: Soutien en matériel

Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer
 L'entretien du matériel par les ateliers des districts et les ateliers provinciaux.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
Entretien de plus de 8,500 matériels			
Ressources humaines		560	23 000 000\$
Ressources financières			30 000 000\$

7 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation
 L'ampleur du budget qui est affecté aux ateliers

8 - Objectifs de l'étude projetée
 Comparer les coûts des ateliers avec les coûts de l'entreprise privée.

9 - Désignation des aspects à évaluer
 Rentabilité globale d'un atelier
 Rentabilité de chaque activité Ex.: entretien préventif
 réparations majeures

10 - Dates de mise en œuvre

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	1,5	89-02-01	89-03-15
b) Exécution de l'évaluation	3,5	89-03-15	89-06-30
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

11 - Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	1
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

12 - Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	\$ 30 000
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service *[Signature]*

Date 88-12-02 téléphone 3-6820

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Direction de la construction **Service** des opérations territoriales ouest

No 1 **Titre** Etude sur la refonte et la réorganisation des directives de la Direction générale des opérations

No 03 **Titre** Construction du réseau routier

Description du programme ou du projet de services évalués
Les directives du directeur général des opérations constituent pour les unités administratives de la direction, un outil d'information et de diffusion des décisions du directeur.

6 - Production et ressources (dernière année complète)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
De 20 à 30 directives sont émises annuellement		50	----

Moins qui justifient l'étude d'évaluation
Depuis 1971 un total de 539 directives ont été émises. Depuis ce temps, aucune épuration n'a été réalisée. Aussi, le système fonctionne depuis maintenant 17 ans. Les besoins ont changés depuis et le système aurait avantage à être adapté aux besoins actuels.

Objectifs de l'étude d'évaluation
L'étude vise à élaborer un mode d'épuration des directives déjà émises et dans un deuxième temps, d'analyser les besoins des usagers en vue de proposer un nouveau mode d'émission des directives.

Principaux problèmes rencontrés
L'utilisation des directives est présentement difficile pour les usagers, ce qui diminue l'efficacité du système. Il faut voir les avenues possibles pour améliorer la facilité d'utilisation.

20 - Chronologie des activités

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	2	Février	avril
b) Exécution de l'évaluation	4	Avril	août
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre	2	Août	octobre
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre	2	Octobre	décembre

11 - Ressources humaines et matérielles

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	
Autres directions	.2
Extérieures du Ministère	.15

12 - Coûts prévus de l'évaluation

000 \$	Prévues
Votre direction	10 000,00 \$
Autres directions	7 500,00 \$
Extérieures du Ministère	
Total	17 500,00 \$

Préparé par Bernard Caron *Bernard Caron*
Approbation - Chef de service Antoine Dion
Approbation - Directeur Roger Fortin *R. Fortin*
Date 88-11-10 téléphone 646-9921
Date 88-11-10

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

4 - Direction et Service
Direction de la construction Service des opérations territoriales ouest

2 - Identification du programme
No 2 Titre Etude sur les procédures de gestion des centrales d'enrobage

3 - Identification du programme budgétaire
No 3 Titre Construction du réseau routier

5 - Description du programme ou du projet
La Direction de la construction voit à la gestion des centrales d'enrobage pour la province. Cette fonction comporte des opérations telles la proposition de prix unitaires, l'émission des prix de base, la détermination de la compensation annuelle ...

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
Annuellement 130 prix de base	---	100	---

7 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation
La gestion des centrales d'enrobage ne comporte pas de procédure écrite.

8 - Objectif de l'étude
L'objectif est de déterminer les procédures actuelles et de produire un document qui décrit les étapes de la gestion des centrales d'enrobage.

9 - Importance de l'étude
Il s'agit d'identifier toutes les étapes de la gestion des centrales pour en arriver à une activité intégrée et pour en faciliter la compréhension et une utilisation efficace.

10 - Chronologie des travaux

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	1	Janvier	février
b) Exécution de l'évaluation	6	Février	août
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

11 - Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	.2
Autres directions	.1
Extérieures du Ministère	

12 - Coûts financiers de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	10 000,00 \$
Autres directions	5 000,00 \$
Extérieures du Ministère	
Total	15 000,00 \$

Préparé par Bernard Caron *Bernard Caron*
 Approbation - Chef de service Antoine Dion
 Approbation - Directeur Roger Fortin *R. Fortin*
 Date 88-11-10 téléphone 646-9921
 Date 88-11-10

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Direction de la construction	Service des opérations territoriales est
---------------------------------	---

No	Titre
3	Etude du mode de classement des dossiers contrat

No	Titre
3	Construction du réseau routier

Description du programme de direction de services à l'usager

Le mode de classement des dossiers officiels des contrats de construction est fait par le registraire de la Direction de la construction.

Production et ressources (dernière année complétée)			
Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
Environ 600 dossiers annuellement		1	---

Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

De nombreux changements se sont produits dans le domaine de la conservation des documents, lesquels demandent à être intégrés aux conditions de la Direction. Aussi un rajustement au système de classement s'impose.

Objectifs de l'étude

Inventorier les nouveautés dans le domaine et produire un document écrit de procédures applicables.

Description des objectifs de l'étude

La rédaction d'un "manuel de gestion des documents du contrat" permettrait d'assurer un suivi des documents, de mettre en place des points de contrôle et d'augmenter ainsi l'efficacité du système.

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	2	Mars	avril
b) Exécution de l'évaluation	4	Avril	août
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre	2	Août	octobre
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre	2	Octobre	décembre

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	.2
Autres directions	
Extérieures du Ministère	.05

000 \$	Prévues
Votre direction	10 000,00 \$
Autres directions	2 500,00 \$
Extérieures du Ministère	
Total	12 500,00 \$

Préparé par Bernard Caron *Bernard Caron*
 Approbation - Chef de service Guy Fréchette Date 88-11-10 téléphone 646-9920
 Approbation - Directeur Roger Fortin *R.F.* Date 88-11-10

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Direction de la construction	Service opérations territoriales centre
---------------------------------	--

No	Titre
4	Etude sur l'analyse des soumissions de construction

No	Titre
3	Construction du réseau routier

Après chaque soumission, une analyse des prix soumissionnés est faite en vue d'en déterminer les anomalies éventuelles.

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
300 contrats annuellement		.15	

Les analyses de soumission sont faites par 3 services différents. Il n'existe pas de mode exact de vérification ni de points précis de vérification.

L'objectif serait de faire une étude des points de vérification afin d'en arriver à un guide permettant d'uniformiser et de formaliser cette activité.

Etudier le mode de vérification actuel, d'en sortir les points importants, d'en évaluer la pertinence et d'écrire un guide.

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	2	Avril	juin
b) Exécution de l'évaluation	1	Juin	juillet
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre	1/2	Juillet	juillet
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre	1/2	Juillet	août

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	.9
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

000 \$	Prévues
Votre direction	5 000,00 \$
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	5 000,00 \$

Préparé par Bernard Caron *Bernard Caron*
 Approbation - Chef de service Gaston St-Arnaud *Gaston St-Arnaud* Date 88-11-10 téléphone 646-9916
 Approbation - Directeur Roger Fortin *Roger Fortin* Date 88-11-10

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Direction Service
de la construction

No 5 Titre Etude des processus de vérification des documents d'imputation
Etude sur le contrôle des imputations de dépenses des contrats de construction

No 3 Titre Construction du réseau routier

La production de documents payeurs tels les demandes de paiement nécessitent un mode de contrôle établi.

5 - Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
Environ 2 000 demandes de paiement annuellement	---	---	---

Il n'existe pas de document qui guide les responsables du contrôle des documents payeurs quant au mode de vérification et des évidences de la vérification.

L'étude déterminera les points de vérification à être fait, le vérificateur et l'évidence de vérification. Un guide devra être émis.

La mise sur pied d'un mode de vérification permettra d'uniformiser la vérification et de s'assurer de la qualité des documents payeurs.

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	2	Avril	juin
b) Exécution de l'évaluation	3	Juin	septembre
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre	3	Septembre	décembre
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre	3	Décembre	mars 90

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	.5
Autres directions	
Extérieures du Ministère	1

000 \$	Prévues
Votre direction	25 000,00 \$
Autres directions	50 000,00 \$
Extérieures du Ministère	
Total	75 000,00 \$

Préparé par Bernard Caron *Bernard Caron*
Approbation - Chef de service _____ Date 88-11-10 téléphone 646-9920
Approbation - Directeur Roger Fortin *R. Fortin* Date 88-11-10



1- Unité administrative

Direction Service

DE LA CONSTRUCTION

2- Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

Préparation des documents en vue de l'octroi d'un contrat. La préparation des documents débute d'abord par la conception puis la rédaction des plans et devis par le district, la Direction générale du génie ou un ingénieur-conseil. Une fois les documents complétés, ils sont transmis à la Direction régionale pour vérification. Par la suite, la Direction régionale soumet les projets à la Direction de la construction qui après une autre vérification envoie le projet au Service des contrats.

3- Identification du programme budgétaire

N°	Titre
03	Construction du réseau routier.

4- Désignation des aspects à évaluer

Identifier les étapes de la préparation d'un projet de construction, établir les niveaux et le genre de vérification, définir les tâches de chaque unité administrative sous l'angle opérationnel et de la gestion de la qualité.

5- Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

L'unité administrative qui doit faire une vérification bien précise est présentement mal définie si bien qu'une même vérification peut se faire plusieurs fois sur un aspect particulier tandis qu'aucune n'est faite sur certains autres aspects.

6- Objectifs de l'étude projetée

Définir les vérifications qui doivent être faites et par quel palier administratif. Elaborer des outils de travail en ce sens.

7- Durée

6 mois

8- Production et ressources (dernière année complète)

Production	Quantité	An - Personne	Budget An (000 \$)
Nombre de contrats annuellement L'activité à évaluer concerne strictement la vérification	600	4	105

Approbation du chef de Service

Bernard Perce
Signature

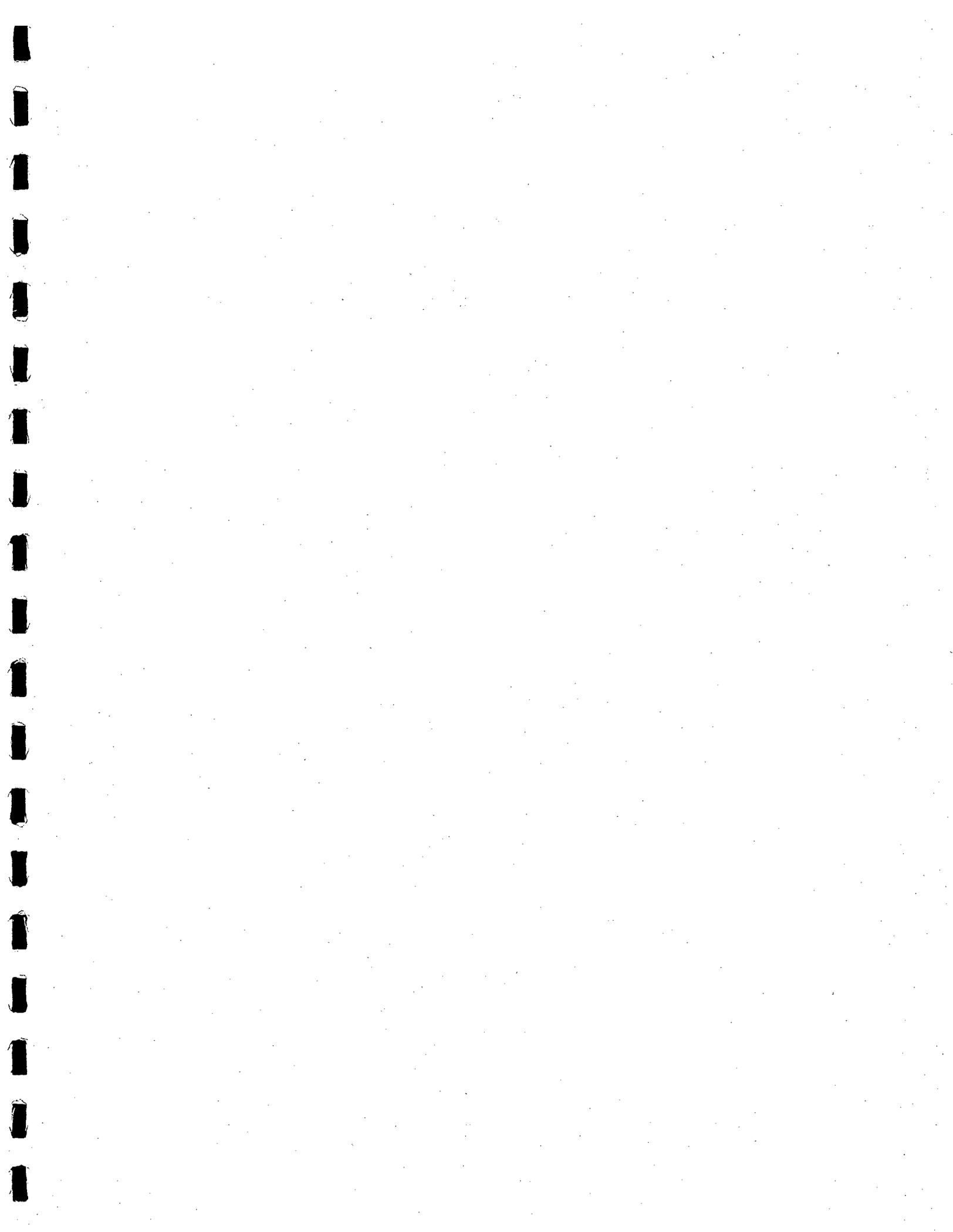
871110
Date

643-6763
Téléphone

Approbation du directeur

R. Patin
Signature

87-11-10
Date



**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA GESTION FINANCIÈRE**

PERSONNEL

ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET CLASSIFICATION

Les décisions touchant l'organisation administrative et l'utilisation optimale du personnel d'encadrement supérieur et intermédiaire

Réaliser des études et/ou soumettre des avis pour supporter les autorités dans le cadre de décisions touchant l'organisation administrative supérieure, les emplois supérieurs et les titulaires cadres supérieurs.

Recherche d'une approche pour réussir à concilier entre autres des objectifs de rationalisation d'activités et de poste de structure (plan de résorption) avec des préoccupations d'utiliser de façon optimale le personnel d'encadrement supérieur permanent.

Amorcer une réflexion sur la façon de gérer et de mettre en relation les changements organisationnels considérés comme indispensables avec les titulaires cadres supérieurs touchés par ces modifications d'une façon ou d'une autre.

Les politiques de gestion et les directives qui encadrent et conditionnent les façons de procéder en matière d'organisation administrative, de gestion d'emplois supérieurs et d'utilisation du personnel d'encadrement supérieur.

(Les dates sont à déterminer)

Unités administratives	Places	S.O.S.	Précises
Direction		Voies directes	
Administration		Autres fonctions	
		Contrôle de gestion	
		Travaux	



1- Unité administrative

Direction	Service
des systèmes de gestion	de l'exploitation et Service de la réalisation technique

2- Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

EXPLOITATION DES SYSTÈMES
Le Service de l'exploitation coordonne et supervise les activités d'exploitation des systèmes telles que l'opération des équipements et le traitement des données et met en place les mécanismes requis pour un fonctionnement adéquat du réseau informatique en termes de stabilité et de qualité. Les problèmes rencontrés sont solutionnés de façon interne et par les représentants de la Division de la gestion des systèmes pour l'entretien des programmes et des travaux demandant des modifications mineures.
D'autres activités connexes (calendrier des travaux, établissement de priorités, etc.) sont aussi réalisées.

3- Identification du programme budgétaire

N°	Titre
05-03	Gestion interne et soutien Soutien technique

4- Désignation des aspects à évaluer

L'évaluation portera principalement sur l'utilisation des ressources de l'ordinateur central pour l'exploitation des systèmes opérationnels. L'évaluation portera sur les méthodes et procédures d'opération et sur les mécanismes de contrôle.

5- Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

De plus en plus de systèmes sont mis en production et le développement du schéma directeur accentuera cette augmentation. Ces systèmes font appel aux nouvelles technologies de l'informatique (base de données et traitement en direct). Les usagers ont de plus en plus de latitude pour soumettre leurs travaux; en contrepartie, ils doivent être informés des coûts engendrés et en être responsabilisés.

6- Objectifs de l'étude projetée	7- Durée
Les modifications à apporter aux méthodes de développement et aux procédures d'opération des systèmes de même qu'à la définition d'indicateurs permettant un contrôle plus approprié. L'identification de rapports de gestion pour informer les différents intervenants afin que les actions appropriées soient entreprises le plus tôt possible.	9 mois (5 M-P)

8- Production et ressources (dernière année complète)

Production	Quantité	An - Personne	Budget: An (000 \$)
Exploitation des systèmes existant et fonctionnant sur l'ordinateur central incluant l'organisation des fichiers et le support technique pour la correction des anomalies.	60 systèmes 66 000 travaux	10	5 000

Approbation du chef de Service  91-12-02 644-8550
Signature Date Téléphone

Approbation du directeur  07-12-02
Signature Date

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

2 - Unité administrative

Direction CONTRATS ET APPROVISIONNEMENT	Service Gestion des ressources matérielles
--	---

3 - Titre de l'étude

No	Titre Orientation bureautique
----	----------------------------------

4 - Identification du programme budgétaire

No	Titre 5 Gestion interne et soutien
----	---------------------------------------

5 - Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

.Le traitement de l'information mécanisée relative à la gestion des projets, des budgets et des inventaires (immeubles, loyers, téléphonie, stationnements) ainsi qu'à la diffusion de l'information à la clientèle.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
-Valeur des projets complétés		3.0	
-Nombre d'ententes d'occupation gérés		0.5	
-Valeur des ententes d'occupation gérés		0.5	
-Valeur des services fournis en téléphonie		1.5	
-Etc.			

7 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

.La configuration actuelle de nos outils informatiques ne nous permet pas d'en maximiser l'utilisation en fonction de nos besoins spécifiques ainsi que des services que nous devons offrir à notre clientèle.

8 - Objectifs de l'étude projetée

.Cette étude devra apporter des solutions concrètes pour minimiser les délais d'accessibilité à l'information tout en optimisant l'utilisation de nos ressources humaines et bureautique en fonction de nos activités.

9 - Désignation des aspects à évaluer

- .Examen des options possibles
- .Le rapport production/ressources
- .La satisfaction de la clientèle

10 - Planification des travaux

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	1.0	89.01.16	89.02.17
b) Exécution de l'évaluation	1.0	89.02.20	89.03.20
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre	0.50	89.03.20	89.03.31
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre	1.0	89.04.03	89.04.28

11 - Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	0.08
Autres directions	0.4
Extérieures du Ministère	

12 - Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	
Autres directions	30 000,
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service *[Signature]* Date 88.10.31 téléphone 644-8856
Approbation - Directeur *[Signature]* Date _____

2 - Unité administrative
Direction Contrats et Approvisionnement Service Approvisionnement

3 - Titre de l'étude
No Titre
Administration des systèmes 0132 - Gestion des stocks
0252 - Gestion de pièces pour les ateliers
mécaniques

4 - Identification du programme budgétaire
No Titre
#5-2 Gestion Interne et Soutien

5 - Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer
Les systèmes 0132 et 0252 sont des systèmes informatiques de traitement de données relatifs à la gestion des stocks dans les districts du Ministère (0132) et la gestion des pièces des ateliers mécaniques (0252).

6 - Production et ressources (dernier année complète)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
Le mandat de l'unité en est un d'assistance et de conseil en matière d'approvisionnement au MTQ.			

7 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation
Serait-il plus approprié que les systèmes 0132 et 0252 soient sous la responsabilité de gestion du Service de l'approvisionnement, unité administrative centrale en matière d'acquisition et de gestion de stocks.

8 - Objectifs de l'étude projetée
Assurer non seulement une utilisation uniforme des systèmes 0132 et 0252 mais également une gestion optimale de ces systèmes.

9 - Désignation des aspects à évaluer
Examiner l'efficacité des systèmes et l'impact dans la gestion courante.
- examen des connaissances des utilisateurs
- examen de l'uniformité dans l'utilisation
- examen de la satisfaction des utilisateurs.

10 - Planification des travaux

	Durée (mois)	De à	
a) Etude préliminaire	1	01-89	02-89
b) Exécution de l'évaluation	2	02-89	04-89
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre	3	04-89	07-89
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre	3	07-89	10-89

11 - Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	
Autres directions	3/4 année personne
Extérieures du Ministère	

12 - Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	
Autres directions	35 000,00\$
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service *[Signature]* Date 88-11-04 Téléphone 643-779
Approbation - Directeur *[Signature]*

1- Unité administrative	
Direction	Service
Contrats et Approvisionnement	Approvisionnement

2- Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

Négociation de matériaux routiers effectuée par le service de l'Approvisionnement dans les districts du Ministère.
 Les représentants du service de l'Approvisionnement négocient dans chacun des districts du Ministère les prix éventuellement payés pour l'achat global de matériaux routiers eu égard à la politique ministérielle de prix.

3- Identification du programme budgétaire

N°	Titre
5	Gestion interne et soutien

4- Désignation des aspects à évaluer

<ol style="list-style-type: none"> 1) La raison d'être du programme 2) Le degré d'efficacité et d'économie 3) Les impacts directs ou indirects sur le milieu 4) L'examen des options possibles 	Doit-on continuer d'assumer centralement cette responsabilité la décentraliser totalement, en partie, etc...
--	--

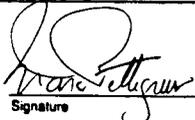
5- Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

Les gestionnaires des districts du Ministère demandent année après année que le service de l'Approvisionnement négocie localement le coût d'achat des matériaux routiers. Au lieu de "faire à la place de" le service de l'Approvisionnement s'interroge s'il n'y aurait pas lieu d'habiliter les districts à assumer (globalement, en partie, graduellement) cette responsabilité de négociation à partir de l'expertise, du conseil développé au service.

6- Objectifs de l'étude projetée	7- Durée
Vérifier la rentabilité administrative et économique de prise en charge (globale, partielle, graduelle...) de cette activité administrative par les districts du Ministère.	≈ 6 mois

8- Production et ressources (dernière année complète)

Production	Quantité	An - Personne	Budget/An (000 \$)
Chaque année il s'effectue par les représentants du service de l'Approvisionnement aux environs de 600 négociations de matériaux routiers.		1.5	Salaire Frais de voyage ≈ 80000,00\$ Achat de matériaux routiers 12,000,000,00\$ (1987)

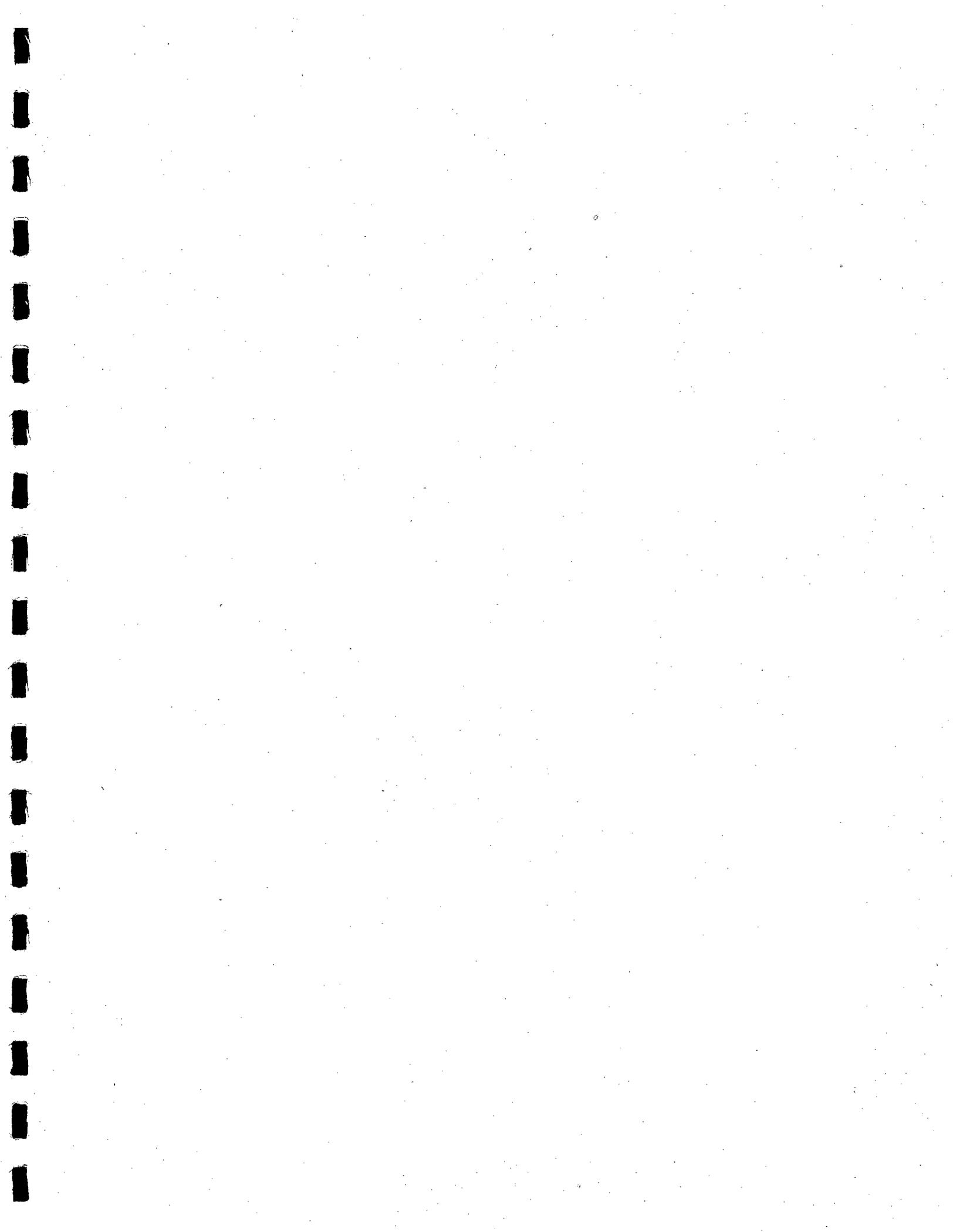
Approbation du chef de Service  87-11-27

Date 4-0788

Téléphone

Approbation du directeur  87-11-27

Date



DIRECTIONS DU BUREAU DU SOUS-MINISTRE



1- Unité administrative

Direction: Direction des communications Service:

2- Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

L'ensemble des activités de communication développées à la Direction des communications. Essentiellement, les moyens mis de l'avant pour faire connaître les programmes, règlements, activités du Ministère à des clientèles diversifiées. Toutes formes de communications destinées à projeter une image officielle du Ministère, qu'il s'agisse d'une publication, d'une activité de relations publiques, de la tenue d'une exposition, d'un placement publicitaire, de la diffusion d'un communiqué, d'un audio-visuel ou de l'activité Renseignements Transports. Ces activités sont, soit réalisées indépendamment l'une de l'autre, pour répondre à un besoin spécifique, soit intégrées dans un plan de communication comprenant différents moyens de communication.

3- Identification du programme budgétaire

N°	Titre
Programme: 05	Communications
Élément: 02	* Pour la production de la plupart des imprimés et des documents audiovisuels, tels vidéo et diaporama, les coûts sont imputés aux unités administratives clientes.

4- Désignation des aspects à évaluer

À partir de la perception des employés du M.T.Q. impliqués dans différents dossiers, évaluer:

1. Le degré d'efficacité et d'économie des activités mises de l'avant.
2. Les résultats obtenus.
3. Les impacts directs ou indirects sur le milieu (à l'interne et à l'externe).

5- Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

1. Certaines unités administratives réalisent leurs propres activités de communication en dépit des directives existantes. Ainsi, une meilleure connaissance des motifs qui les incitent à avoir une telle attitude et de leur degré de satisfaction permettrait sans doute d'améliorer la qualité des services offerts, en correspondance avec les attentes des unités clientes.
2. L'activité «rétroinformation» n'est pas assez systématique.

6- Objectifs de l'étude projetée

1. Mesurer l'efficacité des différentes activités de communication en vérifiant la pertinence des moyens développés vs les attentes des unités administratives.
2. Développer des outils de rétroinformation plus systématiques.
3. Connaître le degré de satisfaction des clients de la Direction, c'est-à-dire les unités administratives utilisatrices de ses services.

7- Durée

Une année budgétaire (les activités de communication sont planifiées annuellement)

8- Production et ressources (dernière année complète)

Production	Quantité	Ressources		Budget/An (000 \$) **
		An-Permanentes	direct indirect	
Audiovisuel (vidéo, photographies, etc.)	13 vidéos	5 (1)		150 000 170 000
Expositions	20	2 1/2 (2)		90 000 15 000
Publicité	50	2 1/2 (2)		150 000 550 000
Relations publiques / information	--	3 (3)		65 000 3 000
Renseignements (appels téléphoniques)	280 000	27 (4)		2 000 ----
Publications	200	13		270 000 180 000

** Budget de production et de fonctionnement

Approbation du chef de Service

Signature

Date

Approbation du directeur

Signature

Date

- (1) Trois personnes sont affectées plus spécifiquement à la production de vidéos. La production de photos est incluse dans le budget mais non comptabilisée.
- (2) Le temps du technicien en arts graphiques est partagé pour les activités d'exp.+pub.
- (3) Les données de production ne sont pas disponibles pour cette catégorie qui comprend plusieurs formes de relations avec les médias.
- (4) Incluant 20 saisonniers, pour «l'État des routes».

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Direction
Communications

Services
Edition, Relations publiques

No _____

Titre
Efficacité des moyens de communication (volet externe)

Titre Programme: 05 - Communications
Elément: 02 - * Pour la production de la plupart des imprimés et des documents audiovisuels, tels vidéo et diaporama, les coûts sont imputés aux unités administratives clientes.

L'ensemble des activités de communication développées à la Direction des communications. Essentiellement, les moyens mis de l'avant pour faire connaître les programmes, règlements, activités du Ministère à des clientèles diversifiées. Toutes formes de communication destinées à projeter une image officielle du Ministère, qu'il s'agisse d'une publication, d'une activité de relations publiques, de la tenue d'une exposition, d'un placement publicitaire, de la diffusion, d'un communiqué, d'un audio-visuel ou de Renseignements Transports...

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
Voir feuille ci-jointe.			

Comme la rétroinformation n'est pas systématique à la Direction des communications, celle-ci ne dispose pas de moyens suffisants pour vérifier la rentabilité et l'efficacité des activités et ses produits destinés à la clientèle extérieure.

- Mesurer l'efficacité des différentes activités de communication en vérifiant la pertinence des moyens développés vis-à-vis les attentes de la clientèle externe.
- Développer des outils de rétroinformation plus systématiques.
- Réaliser des activités et des produits mieux adaptés aux besoins de cette clientèle, ceci devant améliorer l'image du Ministère.

- A partir de la perception de la clientèle externe, évaluer:
- Le degré d'efficacité et de rentabilité des activités mises de l'avant
 - Les résultats obtenus.
 - Les impacts directs ou indirects sur le milieu.

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	1	Avril 89	Mai 90
b) Exécution de l'évaluation	3	Sept. 89	Nov. 89
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre		Janv. 90	Mars 90
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre		Continue	

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	
Autres directions	.50
Extérieures du Ministère	
	.50

000 \$	Prévues
Votre direction	
Autres directions	25 000 \$
Extérieures du Ministère	
Total	25 000 \$

Approbation - Chef de service *Hélène Veillette* Date *88-11-17* téléphone _____
Approbation - Directeur _____ Date *88/11/16*

6- Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Personne	Budget/An (000 \$)*	
Audiovisuel (vidéo, photographies, etc.)	15 vidéos	5	165 000	190 000
Expositions	20	3	100 000	17 000
Publicité	50	3	165 000	650 000
Relations publiques / information	—	4	70 000	5 000
Renseignements (appels téléphoniques)	280 000	27	2 000	—
Publications	300	9	300 000	275 000
Diffusion (incluant revue de presse)	quotidienne hebdomadaire plusieurs milliers de documents par mois.	4	(compris dans le budget des publi- cations ci-haut)	

* Ces données sont approximatives.

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Direction Service
Service aérien gouvernemental (SAG) Service à la clientèle et de l'administration (SCA)

No **Titre**
1 Indicateurs de gestion

No **Titre**
8 Service aérien gouvernemental

Le mandat du SAG est d'offrir un service de Transport aérien destiné à répondre aux besoins des divers ministères et organismes gouvernementaux et de fournir une expertise technique à tout ministère ou organisme devant nolisier des aéronefs de l'entreprise privée.

Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
SAG (86-87): Heures de vol	9 935 h	196	20 800
Evacuations médicales	635 p		
Largages d'avions citernes	8 368 l		
Nolisements entreprises privées		4	6 000

Motifs qui justifient l'étude d'évaluation
Il y a lieu d'élaborer et de perfectionner un système de cueillette et d'analyse de données orienté vers nos besoins de gestion. Le système actuellement en place répond plutôt à des besoins opérationnels. Or les besoins internes et externes d'information de gestion augmentent (C.T., clientèle, etc.) et nous ne sommes pas dotés des moyens requis pour leur répondre adéquatement.

Objectifs de l'étude
Se doter d'outils de gestion permettant de répondre aux besoins internes et aux demandes d'informations des autres directions du ministère.

Indicateurs de rendement
Demandes, indicateurs d'efficacité, ratio-d'autofinancement, taux d'utilisation des équipements et ressources, quantité et qualité des services, etc.

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire	3 mois	Janv. 89	Mars 89
b) Exécution de l'évaluation	6 mois	Avril 89	Sept. 89
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre	2 mois	Oct. 89	Nov. 89
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre	1 mois	Déc. 89	1990

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	1 1/2
Autres directions	A déterminer
Extérieures du Ministère	A déterminer

000 \$	Prévues
Votre direction	Absorb.
Autres directions	A déterminer
Extérieures du Ministère	A déterminer
Total	

Approbation - Chef de service Marc Deschamps Date 14 nov 88 téléphone 877-0100
Approbation - Directeur _____ Date _____

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

2 - Unité administrative

Direction	Service
Recherche	Innovation et de la recherche en technologie

3 - Titre de l'étude

No	Titre
2	Le volet recherche et développement de l'entente auxiliaire sur le développement des transports.

4 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
1	Système de transport routier

5 - Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

Programme conjoint (Canada-Québec) de support financier à la R&D.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
1987-1988:			
. nombre de dossiers reçus et traités	13		
. nombre de subventions accordées	5		
. valeur des subventions			4 680
. ressources affectées		6	

7 - Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

Bilan de l'activité pour orientation et gestion future.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Évaluer les coûts et le rendement du programme.

9 - Désignation des aspects à évaluer

- . degré d'efficacité et d'économie
- . les résultats obtenus
- . impacts directs et indirects sur le milieu

10 - Planification des travaux

	Durée (mois)	De à	
		De	à
a) Etude préliminaire	2	89-04	89-06
b) Exécution de l'évaluation	4	89-06	90-05
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre	3	90-05	90-08
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre	3	90-08	90-11

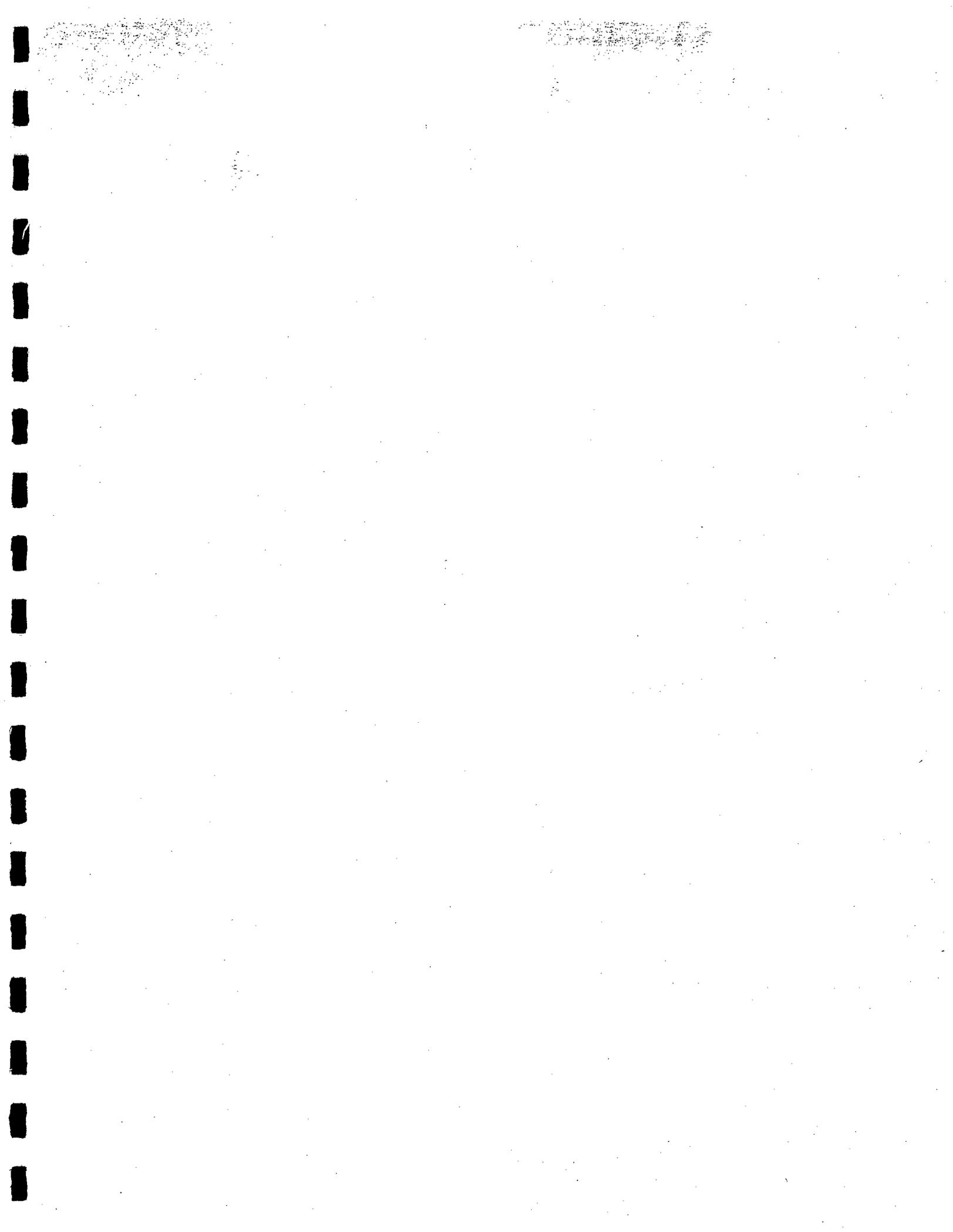
11 - Ressources humaines de l'étude

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	0,75
Autres directions	-
Extérieures du Ministère	0,10

12 - Ressources financières de l'étude

000 \$	Prévues
Votre direction	18 000
Autres directions	-
Extérieures du Ministère	-
Total	18 000

Approbation - Chef de service Denis Sicotte Date 88-11-16 téléphone 873-4266
Approbation - Directeur Denis Sicotte Date _____



SERVICE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES



1- Unité administrative	
Direction PROGRAMMATION	Service EVALUATION DES PROGRAMMES

2- Description du programme ou du secteur d'activités à évaluer

Le secteur d'activités concerné par l'étude se définit comme étant l'ensemble des activités d'arpentage effectuées tantôt par le Service de l'arpentage foncier (plans de levés et d'emprises) et tantôt par les deux Services des projets et par les districts (activités d'arpentage reliées au design).

3- Identification du programme budgétaire

N°	Titre
3	Construction du réseau routier
4	Conservation du réseau routier
5.4	Aide à l'amélioration du réseau municipal

4- Désignation des aspects à évaluer

Le degré d'efficacité et d'économie de l'organisation du travail et des procédés reliés à ces activités.

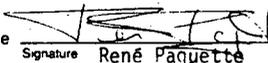
5- Motifs qui justifient l'étude d'évaluation

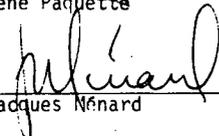
Malgré les efforts consentis pour en arriver à l'intégration des levés d'arpentage, on retrouve toujours plusieurs équipes relevant de services différents qui se rendent sur les mêmes sites pour réaliser des travaux d'arpentage. Les nouvelles technologies disponibles dans ce domaine offrent des possibilités accrues d'une plus grande intégration par rapport à cette situation.

6- Objectifs de l'étude projetée	7- Durée
Examiner l'ensemble des activités d'arpentage effectuées par les différentes unités administratives et les besoins qu'elles visent à combler. Etudier la faisabilité d'une plus grande intégration de ces activités.	9 mois

8- Production et ressources (dernière année complète)

Production	Quantité	An - Personne	Budget/An (000 \$)

Approbation du chef de Service  88-01-14 643-3643
Signature René Paquette Date Téléphone

Approbation du directeur  88-01-14
Signature Jacques Nénard Date

1ère PARTIE : à compléter pour chaque étude inscrite
Identification, avancement des travaux, ressources et modifications

Direction Programmation	Service Evaluation des programmes
----------------------------	--------------------------------------

No	Titre
1	Intégration des activités d'arpentage.

	En cours	Terminée
A) Etude préliminaire	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
B) Exécution de l'évaluation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
C) Elaboration du plan de mise en oeuvre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
D) Réalisation du plan de mise en oeuvre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Durée (mois)	Date	
		Début	Fin
Prévu	9	20 juin 88	31 mars 89
Revisé	11	20 juin 88	30 juin 89
Réel			

(An - Personne)	Prévues	Révisées	Utilisées
Votre direction	0,5		0,25
Autres directions	0,67		0,40
Extérieures du Ministère			

	Prévues	Révisées	Utilisées
Votre direction	26 000		13 000
Autres directions	27 000		20 000
Extérieures du Ministère			
Total			

Indiquer si des modifications significatives ont été apportées au contenu initial en terme de :

	OUI	NON
A) DESCRIPTION DU PROGRAMME	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
B) ASPECTS A EVALUER	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
C) MOTIFS DE L'ETUDE	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
D) OBJECTIFS DE L'ETUDE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

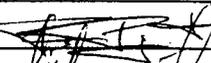
S'il y a lieu, préciser sommairement les modifications apportées aux différentes rubriques.

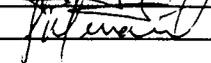
Objectifs de l'étude:

Les nouveaux objectifs sont d'examiner les possibilités d'intégration des activités d'arpentage du Service de l'arpentage foncier et de la Direction générale des opérations et de faire la description des activités d'arpentage de la Direction de la planification routière.

Description du programme:

L'analyse de la problématique et la formulation de recommandations vis-à-vis l'intégration des activités d'arpentage de la Direction de la planification routière et du Service de l'arpentage foncier ne seront plus traités dans le cadre de cette évaluation.

Approbation - Chef de Service  Date 21/05/89 Téléphone 3-3643

Approbation - Directeur  Date 27-02-89 Téléphone _____

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Direction: Programmation Service: Evaluation des programmes (S.E.P.)

No: 1 Titre: Deuxième recueil d'indicateurs de programme.

No: Titre:

Le S.E.P. a pour mandat le développement d'indicateurs de programmes. A cette fin, il identifie et développe en collaboration avec les directions concernées un certain nombre d'indicateurs stratégiques, qui font l'objet d'un recueil d'indicateurs. Le premier recueil d'indicateurs présentait en janvier 1989 des indicateurs du programme de transport des personnes et des marchandises et des indicateurs du réseau routier.

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)

Les indicateurs identifiés pour la parution du premier recueil concernant le transport en commun, le transport scolaire, le transport adapté et le transport maritime doivent être mis à jour et de nouveaux indicateurs portent sur la qualité du service, la sécurité, la comparaison avec d'autres entités sont à développer.

- Fournir une information additionnelle objective d'aide à la prise de décision pour les autorités du Ministère.
- Favoriser le développement de l'évaluation au Ministère.

Demande, efficience, efficacité, qualité de service et sécurité.

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire			
b) Exécution de l'évaluation	12	Avril 89	Mars 90
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	0,5
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

000 \$	Prévues
Votre direction	25 000
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service: *[Signature]*
Approbation - Directeur: *[Signature]*

Date: 21/11/89 téléphone: 3-3643
Date: 27/02/89

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Étude antérieure

Direction	Service
Programmation	Evaluation des programmes (S.E.P.)

No	Titre
4	Indicateurs du programme routier.

No Pr 3	Titre	Pr 3 - Construction du réseau routier.
Pr 4		Pr 4 - Conservation du réseau routier.
Pr 5-04		Pr 5-04 - Aide à l'amélioration du réseau local.

Les programmes routiers comprennent le programme de construction du réseau (03), c'est-à-dire l'ensemble des interventions de développement et d'amélioration du réseau routier et de réfections majeures d'axes existants, le programme de conservation dont l'objectif est le maintien de la qualité, du confort et de l'efficacité du réseau routier et la protection des investissements et le programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal.

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
			1987-88
Pr 3 - Construction du réseau.			349 456
Pr 4 - Conservation du réseau.			482 450
PR 5-04 - Aide à l'amélioration du réseau local.			25 179
			Total 857 085

Bien que le réseau routier constitue une priorité pour le MTQ, la qualité et la disponibilité des données actuelles ne répondent pas aux besoins d'information stratégique dans le Ministère. Tel que stipulé dans la politique d'évaluation, des indicateurs de programmes doivent être développés pour chaque programme.

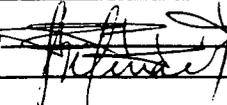
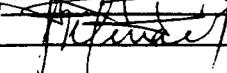
Développer des indicateurs de programme pour le réseau routier permettant de dresser un portrait fiable de la situation, et facilitant le développement de l'évaluation. La constitution d'une banque de données prend cependant plusieurs années à être réalisée.

Les aspects priorisés sont les résultats dans le réseau routier. L'aspect satisfaction de la clientèle sera traité par le sondage sur le réseau routier.

	Durée (mois)	De	à
a) Étude préliminaire			
b) Exécution de l'évaluation	12	Avril 89	Mars 90
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	2
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

000 \$	Prévues
Votre direction	100 000
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service  Date 21/01/89 téléphone 3-3643
Approbation - Directeur  Date 05/02/89

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Direction	Programmation	Service	Evaluation des programmes
------------------	---------------	----------------	---------------------------

No	3	Titre	Indicateurs de programme dans le secteur du transport aérien (aéroports).
-----------	---	--------------	---

No	Pr 7-02	Titre	Transport aérien (aéroports)
-----------	---------	--------------	------------------------------

Ce programme concerne l'ensemble des interventions du Ministère dans l'exploitation et la conservation des aéroports provinciaux. Le Ministère exploite ou participe à l'exploitation de quelque 18 aéroports répartis presque exclusivement (voir feuille suivante)

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
Exploitation et entretien des aéroports.	18 sites		1988-89 Fonct. 4 990 Immob. 20 963 Total 25 953

- Tel que stipulé dans la politique d'évaluation, des indicateurs de programme doivent être développés pour chaque programme du Ministère. Le premier recueil d'indicateurs ne couvrait pas ce secteur d'activité.

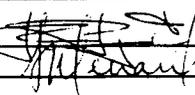
- Fournir une information additionnelle objective d'aide à la prise de décision pour les autorités du Ministère sur l'ensemble de ses programmes.
- Favoriser le développement de l'évaluation au Ministère.

Au niveau du système d'indicateurs de programmes (stratégique), les aspects visés sont la demande, l'efficacité, l'efficacités, les ressources utilisées, la qualité, la sécurité. La disponibilité des données limite cependant les aspects traités.

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire			
b) Exécution de l'évaluation	6	Avril 89	Mars 90
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	0,5
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

000 \$	Prévues
Votre direction	25 000
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service  Date 5/10/89 téléphone 3-3643
Approbation - Directeur  Date 8-02-89

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Étude antérieure

Direction	Programmation	Service	Évaluation des programmes
------------------	---------------	----------------	---------------------------

No	Titre

No	Titre

DESCRIPTION DE PRODUITS, DE SERVICES, DE PROJETS

dans les régions périphériques du Québec. Les diverses fonctions nécessaires à l'opération de ces aéroports (administration et gérance, entretien, signalisation, etc.) sont soit effectuées en régie ou confiées à des contractuels, à des municipalités ou des opérateurs aériens.

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)

MONTANTS ANTICIPÉS DES DÉPENSES

REQUIS DE FINANCEMENT

REQUIS DE PERSONNEL

	Durée (mois)	De	à
a) Étude préliminaire			
b) Exécution de l'évaluation			
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

000 \$	Prévues
Votre direction	
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service _____ Date _____ téléphone _____
 Approbation - Directeur _____ Date _____

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Direction Programmation **Service** Evaluation des programmes (S.E.P.)

No 2 **Titre** Indicateurs de programme dans le secteur du transport aérien gouvernemental (S.A.G.).

No Pr 8-1 **Titre** Service aérien gouvernemental.

Le mandat du S.A.G. est d'offrir un service de transport aérien destiné à répondre aux besoins des divers ministères et organismes gouvernementaux et de fournir une expertise technique à tout ministère ou organisme devant nolisier des aéronefs de l'entreprise privée.

Production		Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
S.A.G. (86-87):	Heures de vol	9 935 h	196	20 800
	Evacuations médicales	635 p		
	Largages d'avions citernes	8 368 l		
	Nolisements entreprises privées		4	6 000

Tel que stipulé dans la politique d'évaluation, des indicateurs de programme doivent être développés pour chaque programme et notamment pour le Service aérien gouvernemental.

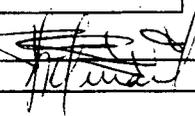
- Fournir une information additionnelle objective d'aide à la prise de décision pour les autorités du Ministère sur l'ensemble de ses programmes.
- Favoriser le développement de l'évaluation au Ministère.

Au niveau du système d'indicateurs de programmes (stratégique), les aspects visés sont la demande, l'efficacité, l'efficacités, les ressources utilisées, la qualité, la sécurité. La disponibilité des données limite cependant les aspects traités.

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire			
b) Exécution de l'évaluation	12	Avril 89	Mars 90
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	
Autres directions	0,3
Extérieures du Ministère	

000 \$	Prévues
Votre direction	15 000
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	15 000

Approbation - Chef de service  Date 5/11/89 téléphone 3-3643
Approbation - Directeur  Date 89-02-27

FICHE DESCRIPTIVE

1 - N - Nouvelle étude
 A - Etude antérieure

Direction: Programmation Service: Evaluation des programmes (S.E.P.)

No: 5 Titre: Indicateurs de programme portant sur les activités de gestion interne et soutien.

No: Pr 5 Titre: Gestion interne et soutien.

Le rôle de la D.G.A.G.F. est d'effectuer le suivi et le contrôle du budget du Ministère, de conseiller les autorités sur la gestion des systèmes, des ressources humaines, matérielles et financières, de fournir les connaissances techniques et le soutien requis à leur gestion, d'assurer les services normalisés en matière de réglementation, de contrat et d'approvisionnement.

Production	Quantité	An - Pers.	Budget - An(000\$)
La D.G.A.G.F. comprend 5 directions: - Direction du contrôle budgétaire, Direction des contrats et approvisionnements, Direction du personnel, Direction des réclamations, Direction des systèmes de gestion.			

Tel que stipulé dans la politique d'évaluation, des indicateurs de programme doivent être développés pour chaque programme et notamment pour la Direction générale de l'administration et de la gestion financière.

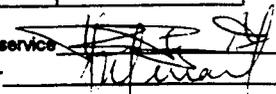
- Fournir une information additionnelle objective d'aide à la prise de décision pour les autorités du Ministère sur l'ensemble de ses programmes.
- Favoriser le développement de l'évaluation au Ministère.

Au niveau du système d'indicateurs de programmes (stratégique), les aspects visés sont la demande, l'efficacité, l'efficacités, les ressources utilisées, la qualité, la sécurité. La disponibilité des données limite cependant les aspects traités.

	Durée (mois)	De	à
a) Etude préliminaire			
b) Exécution de l'évaluation	6	Avril 89	Mars 90
c) Elaboration du plan de mise en oeuvre			
d) Réalisation du plan de mise en oeuvre			

(Années - Personnes)	Prévues
Votre direction	0,5
Autres directions	
Extérieures du Ministère	

000 \$	Prévues
Votre direction	25 000
Autres directions	
Extérieures du Ministère	
Total	

Approbation - Chef de service:  Date: 21/08/89 téléphone: 3-3693
Approbation - Directeur:  Date: 07-02-27

Bibliothèque du Ministère des Transports



QTR A 028 061